JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des **DEBATS DU SENAT** : FRANCE ET OUTRE-MER : 16 F ; ETRANGER : 24 F

(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1970-1971

COMPTE RENDU INTEGRAL — 16^e SEANCE

Séance du Jeudi 19 Novembre 1970.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTICE DE M. ALAIN POHER

1. — Procès-verbal (p. 1861).
2. — Congés (p. 1861).
3. — Transmission d'un projet de loi (p. 1861).
4. — Dépôt d'un rapport (p. 1862).
5. — Dépôt d'avis (p. 1862).
6. — Candidatures à un organisme extraparlamentaire (p. 1862).
7. — Loi de finances pour 1971. — Discussion d'un projet de loi (p. 1862).

Discussion générale : MM. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Henri Caillavet, Jacques Duclos ; Jacques Chirac, secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances ; André Armengaud, Martial Brousse, Henri Tournan, Yvon Coudé du Foresto.

Suspension et reprise de la séance.

MM. Marcel Gargar, Georges Marie-Anne, Guy Petit, Yvon Coudé du Foresto, Etienne Dailly, le secrétaire d'Etat, André Armengaud, Louis Talamoni, Pierre Carous.

Renvoi de la suite de la discussion.

8. — Nominations à un organisme extraparlamentaire (p. 1899).
9. — Ordre du jour (p. 1899).

PRÉSIDENTICE DE M. ALAIN POHER

La séance est ouverte à quinze heures dix minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le procès-verbal de la séance du mardi 17 novembre a été distribué.
Il n'y a pas d'observation ?...
Le procès-verbal est adopté.

— 2 —

CONGES

M. le président. MM. Robert Gravier et Gaston Pams demandent un congé.
Conformément à l'article 34 du règlement, le bureau est d'avis d'accorder ces congés.
Il n'y a pas d'opposition ?...
Les congés sont accordés.

— 3 —

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, en date du 18 novembre 1970, le projet de loi de finances pour 1971, adopté par l'Assemblée nationale.

Le projet de loi est imprimé sous le numéro 53, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé :

- à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, au fond ;
- et pour avis, sur leur demande :
 - à la commission des affaires culturelles ;
 - à la commission des affaires économiques et du Plan ;
 - à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ;
 - à la commission des affaires sociales ;
 - et à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (*Assentiment.*)

— 4 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Marcel Pellenc, rapporteur général, un rapport général fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi de finances pour 1971, adopté par l'Assemblée nationale. (N° 53 — 1970-1971.)

Le rapport sera imprimé sous le n° 54 et distribué.

— 5 —

DEPOT D'AVIS

M. le président. J'ai reçu de MM. Jean de Bagneux, Georges Lamousse, Michel Miroudot, Henri Caillavet, Maurice Vérillon, Adolphe Chauvin, Jacques Pelletier et Jean Fleury un avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1971, adopté par l'Assemblée nationale.

L'avis sera imprimé sous le n° 55 et distribué.

J'ai reçu de MM. Marc Pautet, René Jager, Michel Chauty, Raymond Brun, Amédée Bouquerel, Joseph Yvon, Robert Laucournet, Victor Golvan, André Barroux, Auguste Billiemaz, Gaston Pams et Joseph Beaujannot un avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1971, adopté par l'Assemblée nationale.

L'avis sera imprimé sous le n° 56 et distribué.

J'ai reçu de M. le général Antoine Béthouart, MM. Jean Péridier, Michel Maurice-Bokanowski, Pierre de Chevigny, Pierre-Christian Taittinger et Raymond Boin un avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1971, adopté par l'Assemblée nationale.

L'avis sera imprimé sous le n° 57 et distribué.

J'ai reçu de MM. Lucien Grand, André Méric, Mme Marie-Hélène Cardot et M. Robert Soudant un avis présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1971, adopté par l'Assemblée nationale.

L'avis sera imprimé sous le n° 58 et distribué.

J'ai reçu de MM. Jean Nayrou et Marcel Molle un avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1971, adopté par l'Assemblée nationale.

L'avis sera imprimé sous le n° 59 et distribué.

— 6 —

CANDIDATURES A UN ORGANISME EXTRAPARLEMENTAIRE

M. le président. J'informe le Sénat que la commission des affaires économiques et du Plan a fait connaître à la présidence le nom des candidats qu'elle propose pour siéger au sein du conseil supérieur de l'aménagement rural.

Ces candidatures vont être affichées et la nomination aura lieu conformément à l'article 9 du règlement.

— 7 —

LOI DE FINANCES POUR 1971

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi de finances pour 1971, adopté par l'Assemblée nationale (n° 53, 1970-1971).

Au cours de la séance d'aujourd'hui, le Sénat doit procéder à la discussion générale du projet de loi.

Avant d'ouvrir la discussion, je rappelle que la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, a fixé à ce soir jeudi 19 novembre, à dix-huit heures, le délai-limite pour le dépôt des amendements aux articles de la première partie du projet de loi de finances.

J'indique au Sénat que, compte tenu de l'organisation du débat décidée le 5 novembre 1970 sur proposition de la conférence des présidents, les temps de parole dont disposent les groupes pour la discussion générale sont les suivants :

- Groupe des républicains indépendants : 57 minutes ;
- Groupe socialiste : 53 minutes ;
- Groupe de l'union centriste des démocrates de progrès : 50 minutes ;
- Groupe de la gauche démocratique : 48 minutes ;
- Groupe d'union des démocrates pour la République : 40 minutes ;
- Groupe du centre républicain d'action rurale et sociale : 26 minutes ;
- Groupe communiste : 26 minutes.

Dans la discussion générale, la parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le président, mesdames, messieurs, c'est une tâche toujours difficile pour le ministre responsable de l'économie et des finances que de venir présenter devant la haute assemblée le projet de loi de finances. En effet, votre débat étant précédé de la discussion à l'Assemblée nationale, le ministre a donc eu l'occasion d'exposer, parfois même longuement, les intentions et les motifs de la politique gouvernementale.

Venant devant vous, il pourrait naturellement se contenter de reproduire le discours qu'il a prononcé quelques semaines auparavant devant l'Assemblée nationale. Ce serait, je crois, manquer d'égard à votre endroit et méconnaître le fait que vous avez sans nul doute pris connaissance du débat qui a précédé le vôtre. Une autre solution consisterait à faire devant vous un discours d'inspiration différente et à user de ce que Baudelaire appelait « l'éminent privilège humain de se contredire ».

Si vous me le permettez, je ne ferai ni l'un, ni l'autre, ni la répétition, ni la contradiction. Je voudrais tirer avantage du fait que votre débat se situe plus tard dans le temps, que nous avons donc une connaissance plus complète de la situation économique que nous ne pouvions l'avoir voilà encore quelques semaines, pour exposer devant vous nos réflexions sur la politique économique de 1971 et le rôle du budget de l'Etat à cet égard.

Nous nous sommes engagés l'an dernier — et j'avais eu l'occasion de venir vous l'exposer — dans une politique qui visait à rétablir les équilibres de l'économie et de la monnaie françaises. Cette politique comportait un certain nombre de disciplines, elle visait un certain nombre d'objectifs jugés à l'époque ambitieux ; et les explications que je voudrais vous donner en introduction à ce débat budgétaire peuvent se regrouper autour de quelques réflexions.

D'abord, les équilibres généraux de notre économie sont à l'heure actuelle rétablis, ce qui a permis la levée des contraintes qui caractérisent inévitablement la période du redressement.

Mais ayant rétabli ces équilibres, ayant levé ces contraintes, nous retrouvons des problèmes permanents, notamment l'existence de pressions inflationnistes tenant à l'environnement international, qui rendent nécessaire une conduite vigilante de l'économie : nous devons à la fois faire face aux nécessités intérieures de l'emploi, et prendre vis-à-vis de l'extérieur les précautions indispensables de la désinflation.

C'est la conciliation de ces deux exigences de l'emploi interne et de la désinflation externe qui explique les grands traits du budget de 1971. En ce qui concerne la situation économique, c'est-à-dire le rétablissement des équilibres physiques et financiers de l'économie française, il n'est pas utile de reprendre la description du rétablissement de ces équilibres, mais je crois qu'il est nécessaire de faire très rapidement le point le plus actuel possible de notre conjoncture.

La production industrielle française, après avoir connu une très forte progression à la fin de l'année 1969 et au début de l'année 1970, a connu une croissance plus modérée au cours du printemps et de l'été ; cette modération relève d'ailleurs de mouvements contradictoires. En ce qui concerne les industries d'équipement et de biens intermédiaires, la production s'est accrue très rapidement pendant la première moitié de l'année, avec même ici et là des tensions inflationnistes et des déséquilibres entre les capacités de production et la demande. En sens inverse, l'activité des industries productrices de biens de consommation a été assez modérée au cours du premier semestre de l'année.

A l'heure actuelle, qu'observons-nous ? Mes remarques s'adresseront particulièrement à votre rapporteur général qui a analysé, avec une très grande vigilance et une très grande attention, la situation de l'économie française telle qu'on pouvait l'apercevoir dans les dernières semaines. Il redoutait que le niveau d'activité économique ne connaisse un fléchissement et une stagnation durables posant un problème d'emploi.

Or, les indications que nous venons de recevoir sur l'évolution de la consommation au cours des dernières semaines sont tout à fait positives. Nous assistons aujourd'hui à une reprise, à un rythme soutenu, de la demande de consommation.

Les séries statistiques dont nous disposons pour un certain nombre de produits tels que les automobiles, l'électroménager, la radio et la télévision, le textile, nous montrent qu'au cours des semaines récentes, la progression a repris à un rythme rapide. Si bien que la consommation des ménages qui avait très peu progressé au cours du premier trimestre — le taux avait été de 0,1 p. 100 en volume, donc presque nul — et de 0,5 p. 100 au cours du deuxième trimestre, chiffre encore modéré, a progressé de 1,5 p. 100 en volume au cours du troisième trimestre. Nous pensons que l'hypothèse que nous avons formulée d'une progression supérieure à 2 p. 100 pour le quatrième trimestre sera effectivement tenue.

Cette reprise de la consommation n'est pas encore perçue au stade de la production bien qu'il y ait, ici ou là, dans le commerce, et notamment dans le commerce indépendant, une certaine réduction des stocks, au point même que l'on retrouve une certaine rupture d'approvisionnement, notamment dans le secteur du vêtement et du textile. Elle n'est pas non plus uniformément perçue parce que nous sommes encore habitués à des variations d'activité économique correspondant à des situations très fortement alternées. Nous avons connu, depuis deux ans, du point de vue économique, des circonstances très troublées et nous avons encore l'idée de très amples variations d'un trimestre sur un autre, d'une année sur une autre. Or, les variations que l'on peut observer dans une économie normale et saine sont en fait très faibles d'un trimestre à l'autre, et c'est ainsi que nous devons désormais nous habituer à raisonner.

Le point que je voulais souligner c'est que nous assistons à une reprise de la consommation. Ce phénomène, qui était incertain ou douteux voici quelques semaines, peut à l'heure actuelle être tenu pour acquis et nous allons voir ses conséquences se transmettre progressivement à l'ensemble de notre circuit économique, d'abord vers les biens intermédiaires, puis vers les industries de production elles-mêmes.

Le deuxième élément d'équilibre c'est notre commerce extérieur. Depuis la publication du rapport de M. le rapporteur général, vous avez pu noter que les statistiques du mois d'octobre traduisent le meilleur équilibre du commerce extérieur de la France depuis la dévaluation d'août 1969. Notre pourcentage de couverture toutes zones a été de 98 p. 100, alors que vous savez que nos méthodes comptables nous conduisent à observer l'équilibre aux alentours de 93 p. 100. Cela signifie que notre commerce extérieur est en excédent d'environ 5 p. 100.

A ce propos, d'ailleurs, je signale que, dès le 1^{er} janvier prochain, nos statistiques mensuelles du commerce extérieur connaîtront une présentation différente : en effet, il n'est pas nécessaire d'avoir à expliquer tous les mois à l'opinion française que l'équilibre est à 93 p. 100 alors que le raisonnement de bon sens conduirait à imaginer que l'équilibre est à 100 p. 100. La situation actuelle tient à une présentation comptable dans laquelle nous recensons les opérations du commerce extérieur à nos propres frontières, c'est-à-dire que, pour les importations, nous comptons les frais d'approche et que, par contre, pour les exportations, nous ne les comptons pas, même lorsqu'il s'agit de transports effectués par des entreprises françaises. A partir du 1^{er} janvier prochain, nous adopterons une présentation mensuelle qui permettra de nous rapprocher de la présentation internationale classique.

Le commerce extérieur français du mois d'octobre enregistre donc un excédent et pour la période de douze mois allant d'octobre 1969 à octobre 1970, le taux de couverture est de 93,2 p. 100, c'est-à-dire que sur cette période de douze mois qui a suivi la dévaluation, nous sommes dans une situation d'équilibre.

Il est encore peut-être plus intéressant de noter que d'une année sur l'autre, les exportations françaises ont progressé de 16 p. 100 tandis que nos achats n'ont progressé que de 6 p. 100, ce qui montre bien l'effort de prospection des marchés extérieurs fait par les entreprises françaises et aussi la compétitivité des prix de nos produits.

Ce rétablissement des équilibres, qui se retrouve du côté des finances publiques, puisque le budget de 1970 sera exécuté en équilibre, nous a permis de lever les contraintes qui pesaient en 1970 sur l'activité économique française.

D'abord nous avons pu engager une partie importante — la moitié — du fonds d'action conjoncturelle, dont les crédits avaient été réservés au titre du budget de 1970. D'autre part, depuis quelques semaines nous avons levé l'ensemble des dispositions relatives à l'encadrement du crédit. En même temps, nous avons pu prendre un certain nombre de mesures concernant le coût du crédit et allant dans le sens de la modération — ce qui rejoint le vœu exprimé par votre rapporteur général — puisqu'en particulier nous avons réduit par deux fois depuis le mois d'août dernier le taux d'escompte de la Banque de France.

A en juger par cette description de notre situation économique, on pourrait imaginer que nous pourrions vivre sans préoccupation ou sans souci particulier ; ce serait mal connaître la vérité économique. Si après avoir connu quelques critiques, j'enregistre ici ou là quelques signes d'encouragement, j'accueille les unes et les autres avec le même état d'esprit car je sais qu'en matière économique tout est perpétuellement à reconstruire.

Nous atteignons l'équilibre ; mais le lendemain, venant de l'extérieur ou de l'intérieur, tel ou tel problème nouveau se pose, telle ou telle menace nouvelle apparaît. Il faut savoir que de par sa nature extrêmement compliquée et diversifiée, la construction économique est constamment à refaire. C'est véritablement un travail qui s'apparente à celui de Sisyphe que de tenter de conduire une économie dans le sens de la croissance sans inflation. C'est un travail qui est toujours à reprendre dans un monde où persistent à l'heure actuelle de fortes tensions inflationnistes.

Vous savez — vous l'avez noté à l'occasion de la dernière réunion, ces jours derniers, de l'O. C. D. E. — que le monde, et non pas essentiellement la France, connaît à l'heure actuelle un type de développement économique qui s'écarte sensiblement de celui auquel nous étions habitués. Au fond, notre raisonnement consistait à voir la vie économique comme celle d'un univers dans lequel le monde était stable et la France en état plus ou moins chronique d'inflation.

La réalité est toute différente. Le monde en ce moment est très largement contaminé, menacé par une inflation permanente depuis ces dernières années et les perspectives, pour les années prochaines comportent encore, vous le savez, cette menace. Si bien que la situation de l'économie française, qui était en quelque sorte corrigée ou compensée par la stabilité du monde extérieur, se trouve, à l'heure présente, presque renversée.

Nous sommes un pays qui, par lui-même et par ses propres efforts, pourrait probablement atteindre dans la période prochaine une situation de relative stabilité, mais qui se trouve confronté à des problèmes difficiles du fait de l'environnement international.

Où apparaît ce problème de l'inflation ? Il apparaît de toute évidence dans l'évolution des prix. Si nous avons enregistré au cours du premier semestre de l'année une évolution des prix supérieure à nos prévisions, lorsqu'on regarde les causes de cette différence, on s'aperçoit que, pour l'essentiel, elles viennent de l'environnement extérieur.

A l'heure actuelle, les prévisions que l'on peut faire concernant la croissance des prix français, bien que nous soyons au lendemain d'une dévaluation qui entraîne automatiquement un effet sur le niveau des prix inférieurs, nos prévisions sont inférieures — et ceci mérite d'être souligné — à celles de l'ensemble des prix européens en 1970. Cette évolution excessive des prix qui retient, je dois le dire, particulièrement mon attention, doit se ralentir au cours de la période prochaine. Nous avons déjà enregistré des indices de modération au cours de l'été ; nous avons retrouvé ensuite les indices traditionnels en hausse de la période de la rentrée ; mais je pense qu'au cours des prochains mois, le mouvement de ralentissement de la hausse doit s'observer en raison d'un certain nombre de facteurs.

Le premier facteur est l'arrêt de la hausse des matières premières internationales et même, pour telle ou telle d'entre elles, l'amorce d'un mouvement de baisse. Le deuxième élément, c'est la détente du loyer de l'argent dans le monde et en France et donc l'atténuation de la charge financière des entreprises. Le dernier élément c'est, notamment dans le domaine agricole, la fin des effets mécaniques de la dévaluation puisque, pour certains produits agricoles, nous avons complètement effectué ce que l'on a appelé le rattrapage et que, pour d'autres, nous en avons effectué les trois quarts. Donc, les effets mécaniques de la dévaluation doivent s'atténuer au cours des prochains mois.

Mais il existe des facteurs en sens inverse, notamment le mouvement prononcé de hausse des rémunérations. La hausse des rémunérations a été forte au cours du premier semestre, forte également, semble-t-il, au cours du troisième trimestre, et la progression du pouvoir d'achat — ce qui est en soi un phénomène satisfaisant — s'est poursuivie régulièrement tout au long de l'année 1970.

En ce qui concerne l'évolution des prix et des salaires il faut savoir, en effet, que nos prévisions ont été dépassées par la

réalité, si bien que la hausse du pouvoir d'achat, en France, en 1970, aura même quelque peu dépassé les prévisions que nous avions faites au début de l'exercice.

Et c'est ici que nous retrouvons en quelque sorte les problèmes permanents de l'économie française. A l'occasion de l'examen de ce projet de budget, dans le détail duquel vous aurez nécessairement à entrer au cours de vos nombreuses séances, il est important de s'arrêter un instant sur la nature du problème économique et financier de la France et d'essayer de voir si, en dehors de l'esprit polémique inévitable, des simplifications habituelles et des nombreuses lacunes de la connaissance, nous pouvons tenter d'éclairer quelque peu ces problèmes économiques français pour 1971. Je crois que, objectivement, la situation économique instantanée de la France est actuellement la plus favorable de celle de tous les pays comparables. Nous avons l'habitude, dans nos analyses économiques, de nous comparer à d'autres, de jeter le regard tantôt au-delà du Rhin, tantôt au-delà des Alpes, de l'Atlantique ou de la Manche et de voir ailleurs des situations économiques qui nous paraissent plus favorables que la nôtre.

Eh bien, si nous nous livrons aujourd'hui à cette investigation, nous nous apercevons que c'est la situation économique de la France qui présente les éléments les plus favorables. C'est en effet une situation d'équilibre. Nous avons, pour le début de 1971 — et j'y reviendrai — des perspectives raisonnables de croissance économique. Nous sommes sans doute moins atteints par la vague mondiale d'inflation que d'autres pays et nous pourrions donc espérer qu'en 1971 notre situation économique présente un caractère presque exemplaire. Mais nous retrouvons ici nos problèmes traditionnels, c'est-à-dire une sorte de moindre résistance de la France à l'inflation et à la hausse des prix que la plupart des pays comparables. Ce n'est pas, je crois, impunément qu'un pays vit pendant quarante ou cinquante ans dans l'inflation et dans l'instabilité monétaire. Il se crée une quantité de réflexes, d'habitudes qui, même lorsque les circonstances ont changé, gardent leur nocivité tenace.

A l'heure actuelle, le problème qui se pose à nous est de savoir si le comportement général des agents de l'économie française sera tel que nous serons capables, en 1971, de tenir, de saisir les chances qui s'offrent à nous. Si la France organise de façon raisonnable et naturellement équitable la solution de son problème des rémunérations et des prix pour 1971, et si elle le fait dans une optique qui permette de donner la meilleure solution et la meilleure chance au problème de l'emploi, je suis convaincu que nous devons connaître en 1971 une croissance exemplaire.

C'est pourquoi il est très important, dans les dernières semaines qui nous restent avant le début de 1971, que les agents de l'économie française, c'est-à-dire les dirigeants d'entreprises, les organisations syndicales, les représentants politiques s'interrogent sur la meilleure nature du contrat social français pour 1971, sur le type d'équilibre entre les rémunérations et les prix qui doit être recherché de façon à préserver à la fois la croissance et l'emploi. A cet égard, bien entendu, le Gouvernement fera connaître ses propres réflexions.

Quelles sont les perspectives pour 1971 ? Chaque fois que l'on parle de perspectives économiques il faut les confronter d'abord à l'optimum interne, c'est-à-dire qu'il faut se poser la question de savoir si nous tirerons de notre outil national, composé à la fois de la population active de la France et des ressources physiques de notre économie, le meilleur produit possible en 1971. Il faut aussi naturellement comparer sa situation à celle des autres et voir si les ambitions qui sont les nôtres se comparent favorablement, honorablement à celles de nos principaux partenaires.

Quelles sont alors ces perspectives ? La reprise que l'on observe actuellement de la demande des ménages doit se poursuivre en 1971 ; elle doit conduire à une progression de la production industrielle et à une amélioration de la situation de l'emploi à partir du début de l'année prochaine.

Nous aurons sans doute à confronter nos vues à cet égard ; mais les indications dont je dispose me permettent de vous l'affirmer.

Cette augmentation de la demande interne, ce développement de la production industrielle permettront de compenser le fléchissement possible de la demande externe. Autrement dit, par rapport à la politique qui a été la nôtre au début de 1970 et où nous cherchions à combiner une certaine modération de la demande interne et la forte croissance de la demande à l'exportation, notre situation sera en quelque sorte symétrique au début de 1971. C'est la demande de consommation interne qui viendra compenser la moindre croissance prévisible de la demande externe.

C'est pourquoi, en 1971, la politique économique devra poursuivre plusieurs objectifs. S'agissant d'une politique économique

il est parfois nécessaire, pour l'expliquer ou pour la présenter, de la réduire à une seule de ses composantes ; mais, en réalité, une politique économique doit toujours poursuivre plusieurs objectifs.

Le premier objectif est d'accompagner la croissance de l'économie. Nous devons savoir que les perspectives d'évolution de la population active française dès 1971 rendent nécessaire pour nous la recherche d'un rythme soutenu de croissance. Si je vous ai indiqué tout à l'heure que nous prévoyions une croissance plus rapide de la production industrielle à partir de 1971, ce n'est pas seulement parce que nous recherchons une performance, une sorte de résultat sportif, c'est parce que cela répond à une exigence fondamentale de notre équilibre économique et social.

Cette croissance de l'économie française en 1971, nous l'attendons d'abord de l'effort d'investissements productifs. Vous savez qu'en 1969 et en 1970 l'économie française a connu un niveau tout à fait exceptionnel d'investissements productifs. La croissance de ceux-ci en volume a atteint des niveaux qui avaient rarement été enregistrés dans le passé. On pouvait s'inquiéter en pensant que cette croissance des investissements était un phénomène passager lié à une situation de forte demande, elle-même soumise à l'incertitude monétaire. Mais les efforts de réorganisation des entreprises et de l'économie française font que les programmes d'investissements sont à l'heure actuelle considérables.

Le rôle des pouvoirs publics dans une telle circonstance est évidemment d'encourager l'investissement productif et donc d'y adapter l'ensemble de notre dispositif économique et financier.

Je sais bien qu'il existe ici ou là les tentations d'une molle démagogie qui voudrait faire croire que l'encouragement à l'investissement est une sorte de privilège donné à tel ou tel aspect de l'activité économique alors qu'il suffit de se reporter à ce que vous pouvez observer, mesdames, messieurs les sénateurs, au niveau régional pour savoir que la solution des problèmes d'emploi dans les régions et dans les villes, c'est bien l'investissement productif nouveau.

Lorsque je reçois régulièrement les délégations de tel ou tel département ou de telle ou telle ville de France, qui viennent me poser un problème d'emploi, la conclusion est toujours la même : « il faudrait encourager ou faciliter tel ou tel type d'investissement dans notre région. »

Ce qui est vrai au niveau des villes et des régions l'est aussi au niveau de la France. On ne pourrait prétendre traiter le problème général de l'emploi en France et critiquer une politique d'encouragement à l'investissement productif vis-à-vis d'une opinion que l'on souhaiterait mal informée ; mais heureusement celle-ci, dans toutes ses catégories, commence à raisonner de manière exacte sur la nature des problèmes économiques contemporains. Il faut donc encourager en France l'investissement productif.

Par ailleurs, il faut éviter autant que possible que la croissance économique prévue en 1971 ait un caractère inflationniste, et cela non pas en raison d'une espèce de manie. Très souvent, lorsqu'on appartient au groupe de ceux qui insistent en France sur la nécessité de limiter l'inflation, de conserver un certain équilibre monétaire, on encourt la critique de commentateurs qui paraissent y voir une sorte de préférence doctrinale et qui y opposeraient un autre type de croissance dans lequel on pourrait faire plus et dans lequel on aurait à se préoccuper beaucoup moins de l'équilibre. C'est là aussi, je le crois profondément, une erreur de diagnostic et de jugement.

Comment la France a-t-elle réussi à financer sa croissance au cours des dernières décennies ? Elle a financé sa croissance par un procédé simple, qui était le financement monétaire. Qu'il s'agisse de la politique budgétaire ou de la politique monétaire, la France a été conduite, en grande partie par la nécessité des temps, à faire supporter par sa monnaie le poids du financement de ses investissements et de sa croissance. Le résultat, c'est qu'elle a été amenée, à un rythme d'ailleurs supérieur à celui de tous les autres pays d'Europe, à ajuster périodiquement la parité de sa monnaie. En matière de croissance, il y a le financement monétaire intégral ou le financement par l'épargne, mais il n'y a pas de financement intermédiaire.

Des difficultés ont accompagné le dernier changement de parité du franc dans le contexte nouveau de la Communauté économique européenne. Nous nous sommes aperçu que, pour une série de raisons tenant en particulier à l'organisation du Marché commun agricole, un changement de parité monétaire posait désormais un nombre croissant de problèmes de plus en plus difficiles à résoudre. Ces difficultés, que nous avons observées et sur lesquelles certains d'entre vous ont attiré notre attention, nous montrent bien que le financement de la croissance par la monnaie, corrigée périodiquement par des changements de parité de change, est une méthode qui appartient au passé et que nous ne pouvons plus y recourir.

A partir du moment où l'on ne peut plus y recourir, il faut en tirer les conséquences et organiser, dans notre pays, un autre type de croissance. Ce type de croissance repose très largement sur la politique de l'épargne. Il faut que l'investissement soit financé par quelque chose ou par quelqu'un. Dès lors qu'il n'est pas financé par la monnaie, il faut qu'il soit financé par l'épargne. Je pense qu'en France l'épargne doit désormais être forte et suffisamment rémunérée.

Si, dans un certain nombre de circuits de financement, qu'il s'agisse de caisses d'épargne ou d'autres organismes, mutuels ou agricoles, nous avons procédé en effet à des ajustements en hausse des taux d'intérêt servis aux déposants, cela n'était pas par hasard. C'est parce que nous pensions que, dans la période que nous allons traverser, la France aura besoin d'un fort courant d'épargne et que celle-ci doit être à la fois garantie — ce qui pose le problème de la sécurité monétaire — et rémunérée — ce qui pose le problème de son taux d'intérêt.

C'est ici que nous rencontrons — je l'indique à M. Pellenc — des difficultés particulières. Dans la conduite de la politique des taux d'intérêt, nous nous trouvons, en effet, dans une situation nationale particulière. Nous voulons à la fois investir beaucoup — et pour cela il vaut mieux que les taux d'intérêt ne soient pas trop élevés — et, d'autre part, recueillir beaucoup d'épargne — or si nous voulons attirer honnêtement beaucoup d'épargne, il faut évidemment la rémunérer suffisamment.

Nous allons donc être conduits à mener une politique des taux d'intérêts particulièrement délicate qui consistera à concilier à tout instant la juste incitation à l'investissement par une recherche de modération des taux, d'où les deux réductions que nous avons faites depuis l'été dernier, et une politique de juste rémunération de l'épargne, d'où l'effort que nous accomplissons pour faire en sorte que celle-ci, notamment l'épargne populaire, connaisse une rémunération suffisante.

Dans cette perspective d'organisation de la croissance de l'économie française, le budget de l'Etat vient prendre sa place qui est essentielle. Je voudrais néanmoins, à l'intention des « budgétaristes » purs, dire que cette place, si elle est essentielle, n'est pas la seule.

Sur les 788 milliards que la France produira en 1971, le budget représente, vous le savez, 176 milliards de francs. On ne peut donc pas identifier la politique économique de la France à sa simple politique budgétaire, mais c'est néanmoins un élément essentiel, c'est l'élément le plus massif sur lequel une décision puisse reposer, qu'il s'agisse du Gouvernement qui le propose ou du Parlement qui en décide.

Lorsque nous avons eu à élaborer le budget de 1971, nous l'avons fait, comme chaque fois, à un moment où l'on ne connaissait pas la totalité des éléments économiques financiers et sociaux de l'année budgétaire en préparation. En effet, vous avez observé la difficulté à laquelle on se heurte pour suivre, de semaine en semaine, de mois en mois, l'évolution de la conjoncture. Vous savez également que nous dressons l'équilibre budgétaire à la fin d'août ou au début de septembre, donc quatre mois avant que ne débute l'année à laquelle s'appliquera le budget. On pourrait imaginer ou redouter que les prévisions faites alors ne soient démenties ensuite par l'évolution ultérieure des choses.

Notre analyse de la politique économique de 1971 nous conduisait à attendre du budget deux caractéristiques essentielles.

La première, c'était que le budget accompagne la croissance de l'économie française.

Certains auraient pu souhaiter que nous allions plus loin, à savoir que le budget provoque la croissance de l'économie française en 1971, mais nous avions une autre crainte sur laquelle je me suis exprimé tout à l'heure, celle de l'imprégnation inflationniste de l'économie française. Il va de soi que si nous avions préparé un budget provoquant la croissance de l'économie française, nous aurions risqué de le voir déclencher l'inflation.

Le choix que nous avons fait, qui reposait sur la perspective d'une reprise de la demande de consommation en France à l'automne 1970, était celui d'un budget qui accompagnerait la croissance.

Là aussi, les idées doivent être clarifiées. Certains ont pensé et dit que nous présentions pour 1971 un budget neutre, que ce serait en quelque sorte une politique budgétaire d'abstention dans laquelle on laisserait à l'économie française le soin de trouver elle-même son propre équilibre, son propre développement, que le budget resterait à l'écart et n'interviendrait pas dans le débat. C'est une erreur complète d'analyse.

Le budget que nous vous présentons est un budget d'accompagnement de la croissance au niveau du plein emploi. Autrement dit, c'est un budget qui accompagne la croissance non pas à n'importe quel niveau — 2 p. 100, 3 p. 100 ou 1,5 p. 100 — mais au niveau du plein emploi de l'économie française, c'est-à-dire un budget qui n'est neutre que si l'économie française est

en état de plein emploi. Si elle était en dessous de celui-ci, le budget, au contraire, exercerait — et nous le laisserions faire — un effet de stimulation.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que nous prévoyons une croissance de l'économie française qui serait, pour 1971, de 9 p. 100 en valeur, la progression des dépenses définitives du budget de l'Etat pour la période correspondante étant de 8,8 p. 100. C'est donc un budget qui est neutre si l'économie française progresse de 8,8 p. 100, mais si elle avait une tendance spontanée à progresser de 6 p. 100, de 7 p. 100 ou de 5 p. 100, à ce moment là, il ne serait pas neutre et exercerait un effet de stimulation économique. Ce n'est donc pas un budget neutre mais, je le répète, un budget d'accompagnement de la croissance au niveau du plein emploi.

Deuxième caractéristique de ce budget : fallait-il le présenter en équilibre ?

Là aussi, la querelle est très souvent, à mon avis, déplacée de son terrain véritable. Quand on parle de l'équilibre du budget, la plupart des gens raisonnent, si je puis dire, en considérant le budget de l'intérieur. Or, lorsqu'on raisonne sur l'équilibre, il faut se mettre en dehors du budget ; il faut le regarder en se demandant s'il est bon qu'il soit consommateur ou fournisseur d'épargne vis-à-vis de l'économie.

Si nous vous présentions aujourd'hui, mesdames, messieurs, un budget en déséquilibre de trois ou quatre milliards de francs, cela signifierait tout simplement que nous aurions l'intention de demander à l'épargne d'apporter au budget de l'Etat trois ou quatre milliards de francs supplémentaires l'année prochaine. Le fait que nous présentions un budget en équilibre veut dire que nous ne demandons pas au budget d'être consommateur d'épargne en 1971. Nous pensons que les besoins d'équipements productifs de notre pays, les besoins d'investissements collectifs, en particulier de logements, les besoins d'équipements des collectivités locales, dont vous êtes mieux que quiconque informés, exigent que l'Etat ne vienne pas prélever sur l'épargne de la nation des ressources destinées à combler son déficit.

Il convient non pas de se demander si le budget doit être en équilibre — question abstraite — mais de poser la question suivante : faut-il que le budget soit, en 1971, consommateur de l'épargne des Français ?

Nous avons estimé que, vu la situation de la France, il n'était pas souhaitable que l'Etat soit consommateur d'épargne. Cela vous explique que le budget ait été présenté en équilibre et qu'au terme de la première lecture devant l'Assemblée nationale il vous arrive véritablement en strict équilibre puisque l'excédent, qui était de 125 millions de francs lorsque nous l'avons déposé, a été, du fait d'un certain nombre d'amendements ou de modifications acceptés par le Gouvernement, ramené à 1 million de francs.

Ce aspect d'accompagnement de la croissance et de l'effet du budget sur l'économie, vous pouvez l'apercevoir, je crois, en comparant les budgets de 1971 et de 1970. En effet, nos perspectives de croissance étaient les mêmes pour les deux années : 9 p. 100 dans les deux cas, ce taux n'ayant pas tout à fait la même signification parce que les parts des prix et des volumes n'étaient pas les mêmes.

Le résultat était donc identique : 9 p. 100 de croissance. Cette année, nous vous proposons une augmentation de 8,8 p. 100 des dépenses publiques alors que l'année dernière nous avions proposé pour celles-ci une augmentation de 6,2 p. 100. On voyait bien qu'en 1970 le budget serait un élément de modération et qu'il contiendrait quelque peu la croissance de l'économie ; la dépense publique augmentait moins que l'ensemble alors qu'en 1971 elle accompagnera cette progression.

Naturellement, le budget de 1971, comme celui de 1970, comme celui de 1969, comme celui de 1930, comme celui de 1890 porte dans une large mesure le poids du passé. Il ne faut jamais procéder à une analyse budgétaire comme si chaque année on redistribuait l'ensemble des cartes financières et fiscales à l'intérieur du pays. Il existe — vous le savez — un très grand nombre de continuités en matière budgétaire, ne serait-ce que l'existence des personnels administratifs de l'Etat, celle de la dette publique, de pensions diverses et d'engagements de toute nature, qui représentent naturellement une part importante de la dépense publique.

Donc le budget de 1971, comme tout budget, comporte naturellement une part qui lui vient du passé et cela explique dans une assez large mesure la progression des dépenses ordinaires.

Si nous analysons cette progression, nous nous apercevons qu'une grande partie correspond à des exigences inévitables concernant par exemple la progression des rémunérations ou un certain nombre de dépenses obligatoires de fonctionnement. Malgré tout, dans ce budget de 1971, on aperçoit un certain nombre d'inflexions, un certain nombre d'orientations prises qui préfigurent notre politique budgétaire à moyen terme. Cette dernière ne vise pas — je le dis tout de suite — à accroître le poids des dépenses publiques dans notre pays.

Naturellement, au cours de la discussion, un grand nombre d'orateurs expliqueront qu'ils sont favorables à une augmentation du crédit de tel ou tel chapitre, mais qu'ils ne sont pas, dans l'ensemble, favorables à l'augmentation générale de nos dépenses publiques. J'ai écouté avec intérêt, à l'Assemblée nationale, l'orateur d'un des groupes de l'opposition qui présentait une autre thèse, qui mérite d'être considérée, thèse suivant laquelle nous n'augmentons pas suffisamment les dépenses publiques.

Je crois qu'un pays adulte, politiquement et économiquement, comme la France ne doit pas fuir les vrais débats. Notre politique consiste à ne pas augmenter le poids des dépenses publiques dans l'économie française, mais on pourrait concevoir d'autres politiques. Incontestablement, des gouvernements ou des hommes d'Etat — de véritables hommes d'Etat — s'ils se trouvaient à ma place, à cette tribune, vous expliqueraient pourquoi ils désirent l'augmentation des dépenses publiques.

Pourquoi ne les augmentons-nous pas ? Parce que nous considérons que les impératifs du développement économique de la France, rapprochés notamment de cette considération essentielle pour nous qui est d'assurer le plein emploi des jeunes, sont incompatibles avec un accroissement de charges globales pesant sur notre économie. Nous pensons que, quel que soit l'intérêt — souvent d'ailleurs important — d'une dépense publique supplémentaire, dès lors qu'elle doit être couverte par une ressource. L'augmentation du poids des charges pesant sur l'économie française est incompatible avec une solution satisfaisante du problème de l'emploi au cours des prochaines années.

Si la France veut créer des emplois et être compétitive, elle ne peut pas à l'heure actuelle augmenter sensiblement le poids de ses charges publiques. Elle doit donc s'imposer à un certain nombre de disciplines et notamment la discipline qui consiste à ne pas augmenter le poids de ses charges. Il y a là évidemment une difficulté et je dirai presque une contradiction, à savoir que si cette partie du raisonnement est fondée, une autre partie ne l'est pas moins : la France a beaucoup à faire ; nous avons beaucoup à faire en ce qui concerne notre équipement productif — je l'ai dit — et en ce qui concerne notre équipement collectif, je ne nierai pas plus que tel ou tel orateur les retards qui sont les nôtres. Donc, nous devons trouver une juste proportion entre ce désir de ne pas accroître les charges et la nécessité de poursuivre et d'accélérer la satisfaction des besoins réels de l'économie et de la population française.

Quelle est la solution ? La solution, c'est un redéploiement progressif de nos dépenses publiques. Nous devons freiner aussi nettement que possible, au cours des prochaines années, certains types de dépenses publiques de façon à reporter les économies, les ressources que nous dégagerions de cette manière vers d'autres emplois plus utiles, plus rentables, plus urgents, de nos dépenses publiques. C'est ce redéploiement de la dépense publique qui est amorcé dans le budget de 1971 et dont je souhaite que vous le voyiez s'amplifier au cours des budgets prochains.

Quels sont les indices qui permettent de vérifier cette volonté de redéploiement de la dépense publique ?

Le premier indice est l'effort de limitation des créations d'emploi. Il ne s'agit pas, bien entendu, de priver les services publics des effectifs qui leur sont nécessaires ni de priver ceux qui ont besoin du concours de ces services publics, en particulier en matière d'enseignement, des personnels qui leur sont indispensables, mais de rechercher la limite exacte à laquelle on doit contenir ces créations nouvelles d'emploi.

En 1970, nous avions proposé 48.600 créations d'emplois ; dans le budget de 1971, nous en proposons 39.000, et, en ce qui concerne les personnels militaires, il y a une légère réduction. Pour ce qui est précisément des dépenses militaires, il y a un effort très sensible de modération de leur croissance. Les dépenses militaires, dans certains de leurs aspects, participent à l'évolution de l'économie, du point de vue du niveau des rémunérations, du niveau des prix. Alors que la progression de notre économie en 1971 sera de 9 p. 100, la progression des dépenses militaires dans nos prévisions serait de 6,1 p. 100, ce qui correspond à une diminution de leur part dans le produit intérieur brut de la France.

Pour la première fois enfin — cela a été souligné, mais je crois qu'il faut le rappeler devant vous — les dépenses de l'éducation nationale deviennent les premières dépenses du budget de la France. Elles progresseront de 14 p. 100 en 1971 et ces dépenses comprenant à la fois le fonctionnement et l'équipement, dépasseront pour la première fois de notre histoire budgétaire les dépenses militaires qui comprennent, elles aussi, le fonctionnement et l'équipement.

Deuxième aspect de ce redéploiement, un choix très net opéré en faveur des équipements collectifs. Lorsque vous avez eu à débattre des options de préparation du VI^e Plan, vous avez vous-mêmes insisté sur la nécessité d'atteindre un niveau satisfaisant

d'équipements collectifs. Vous vous souvenez que des fourchettes ont été prévues à ce stade du débat, puisqu'il s'agissait d'un débat d'orientation, et que, en termes de « formation brute de capital fixe » — je m'excuse auprès de vous de ce langage inutilement obscur — les équipements collectifs progresseraient d'un pourcentage compris entre 8,5 p. 100 et 10 p. 100 en valeur, moyenne annuelle, au cours du VI^e Plan.

Que vous proposons-nous dans le budget de 1971 ? Ce que nous vous proposons est de l'ordre de grandeur de 11,5 p. 100 en ce qui concerne les autorisations de programme budgétaires et si vous faites une correction de prix pour revenir à une augmentation en volume, vous apercevrez que l'on se trouve à un niveau manifestement compris de la fourchette de croissance prévue par le VI^e Plan. On s'y trouve en raison d'un effort particulièrement sélectif, avec les avantages et les inconvénients de la sélection.

Je m'aperçois qu'en fait beaucoup de gens en France ont une préférence très marquée pour la croissance proportionnelle de l'économie. Au fond, beaucoup de gens préféreraient que tout augmente de la même manière, que la hiérarchie des rémunérations reste la même, que la dépense publique augmente proportionnellement dans tous les secteurs. Puis, de temps en temps, ce désir général d'une croissance proportionnelle est nuancé par une sorte de mélancolie sélective et on nous dit : il vaudrait peut-être mieux faire porter l'accent sur ceci ou sur cela. Il suffit alors que l'on entreprenne des efforts sélectifs pour que la mélancolie redevienne proportionnaliste !

En tout cas, le Gouvernement a fait des choix sélectifs.

Premier choix sélectif, un choix très net en ce qui concerne les télécommunications. Leurs autorisations de programme budgétaires progressent de 15 p. 100 et, compte tenu des appels à l'épargne, les autorisations de programme totales des télécommunications augmenteront de 25 p. 100 en 1971. Donc, dans un budget qui augmente de 8,8 p. 100, les autorisations de programme des télécommunications augmenteront de 25 p. 100. L'augmentation nette de ces autorisations de programme d'une année sur l'autre atteint ainsi un milliard de francs.

Le secteur qui connaîtra le taux le plus fort de croissance est celui des investissements routiers. Ces investissements étaient d'un ordre de grandeur de 2.200 millions de francs dans le budget de 1970 ; ils atteindront 3.200 millions de francs en 1970, donc une progression qui, vous le voyez, dépasse 40 p. 100 des autorisations de programme. Je me suis entretenu ce matin même avec le ministre de l'équipement et du logement au sujet de la mise en place du programme autoroutier pour 1971.

Les équipements urbains sur lesquels le VI^e Plan attire très justement l'attention et qui répondent manifestement à des nécessités humaines et sociales de notre époque seront en progression de 30 p. 100, les équipements portuaires en progression de 42 p. 100.

Je cite naturellement les chiffres qui marquent notre effort de sélection. On pourra m'en citer d'autres qui rejoignent, dans ce cas-là, la moyenne de croissance des décisions budgétaires, mais c'est de façon délibérée que le Gouvernement a voulu faire porter l'effort d'équipement national, cette année, dans un certain nombre de directions jugées prioritaires.

Cette sélection économique se serait-elle effectuée au détriment des préoccupations sociales ? Autrement dit, le budget de 1971 serait-il — de manière plus ou moins camouflé, bien entendu — un budget de croissance sauvage ? Si l'on se tourne vers les interventions de caractère social, on constate que celles-ci progressent de 17,6 p. 100 dans le budget, donc plus de deux fois plus vite que la progression du budget lui-même. On peut dire que, replacées dans le contexte d'ensemble, ce sont les interventions sociales qui progressent le plus rapidement.

Quel est l'essentiel des causes de cette progression qu'on retrouve d'ailleurs dans un grand nombre de rubriques budgétaires ? C'est en particulier la situation des personnes âgées et des infirmes.

Avant le dépôt de notre budget, le 1^{er} octobre dernier, vous savez en effet que les ressources annuelles garanties étaient de 2.100 francs et que, le 1^{er} octobre 1971, ce chiffre sera porté à 3.400 francs. Nous pourrions ainsi rejoindre, au début de 1972, l'objectif minimum de 10 francs par jour pour les personnes âgées indiqué par le Premier ministre.

Le résultat de cette augmentation, c'est une dépense du Fonds national de solidarité — dépense budgétaire — de 3.100 millions en 1971, chiffre à comparer avec le produit de la vignette qui est de 1.880 millions. Voici encore une légende tenace qui s'écroule, suivant laquelle l'Etat aurait détourné la vignette de son véritable objet et n'utiliserait pas son produit pour faire face à ses charges concernant les personnes âgées. Je souhaite que les sénateurs se fassent l'écho de la réalité des chiffres. Le Fonds national de solidarité dépensera près de 75 p. 100 de plus que le produit de la vignette en 1971.

En outre, en ce qui concerne les familles nombreuses, en sus de l'augmentation annuelle des allocations, on a prévu, vous le savez, une élévation sensible de l'allocation de maternité, passant de 750 francs à 1.025 francs, une augmentation du taux de l'allocation pour les troisième et quatrième enfants, ainsi qu'une réforme de l'allocation de salaire unique dans le sens d'une plus grande sélectivité permettant de doubler environ le taux de cette allocation pour les personnes dont les ressources sont les plus modestes.

Le budget des anciens combattants, malgré la diminution du nombre des pensionnés, augmentera de 514 millions en 1971 par application scrupuleuse de la règle du rapport constant et d'un certain nombre de décisions ayant pour objet d'apporter à certaines catégories des améliorations dont le ministre compétent aura l'occasion de vous informer.

Dans le budget de l'agriculture, on voit s'accroître le caractère social des interventions. La part des actions sociales en matière agricole représente actuellement 40 p. 100 des dépenses budgétaires et en 1971 elle atteindra 48 p. 100.

Enfin, les engagements pris en faveur des rapatriés sont également honorés dans le budget de 1971 puisque au titre IV est prévue l'ouverture d'un crédit de 500 millions de francs que nous avons eu l'honneur de vous annoncer.

Si l'on observe ce redéploiement par ses points d'arrivée, on peut également l'observer par ses points de départ. En effet, pour la première fois depuis longtemps sans doute, les interventions économiques sont en régression, non pas que le Gouvernement se désintéresse de la vie économique du pays, mais parce qu'il considère que ce n'est pas essentiellement et principalement au travers de la dépense publique que l'intervention économique peut et doit se faire. Je pense que nous allons ici dans le sens des observations présentées avec opiniâtreté par votre rapporteur général au nom de votre assemblée.

Ces interventions économiques étaient, en 1970, de 17,5 milliards de francs; elles seront en 1971 de 16,3 milliards de francs et en particulier les concours aux entreprises nationales, malgré le développement souhaitable de l'activité de celles-ci, sont en régression d'environ 200 millions de francs.

Ce redéploiement de la dépense s'accompagne d'un redéploiement de la recette. La présentation du budget de 1971 a été, pour le Gouvernement, l'occasion de prendre un certain nombre de décisions et de faire un certain nombre de propositions en ce qui concerne l'évolution de notre fiscalité. Quel est, à cet égard, l'essentiel de notre analyse ?

Vous aurez l'occasion de retrouver notre argumentation à propos de certains articles sur lesquels vous aurez à vous prononcer, mais d'ores et déjà, j'indique que le Gouvernement, en matière fiscale, s'est fixé deux objectifs : un objectif d'égalité et un objectif d'élimination de la fraude. Ces deux objectifs s'expriment par la même formule qui est la règle de l'évolution à venir de la fiscalité française : à revenu connu égal, impôt égal. La règle d'égalité apparaît par l'usage de l'adjectif « égal » ; la lutte contre la fraude apparaît par l'insertion des mots « revenu connu ». Nous vous proposerons donc deux séries de dispositions, les unes tendant à l'égalité, les autres à l'élimination de la fraude.

Les mesures tendant à l'égalité ont pour objet d'assurer d'une façon progressive l'égalisation des conditions d'imposition des revenus. A l'heure actuelle, notre impôt sur le revenu, finalement très imprégné d'une conception cédulaire, continue à frapper les revenus égaux d'impôts différents en fonction de l'origine professionnelle de ceux-ci. Cette analyse, qui était probablement justifiée à l'origine, s'est éloignée des réalités sociales et professionnelles de notre temps. Par exemple, à égalité de revenus, il n'est pas, à mon avis, équitable de taxer beaucoup plus lourdement — ce qui est le cas à l'heure actuelle — un artisan, un petit commerçant plutôt qu'un titulaire de traitement fixe.

Nous vous proposons donc d'aligner progressivement les uns sur les autres nos barèmes d'imposition des revenus, en généralisant à l'ensemble des contribuables, et ceci en deux ans, le bénéfice de la réduction d'impôt de 5 p. 100 actuellement réservé aux titulaires de traitements et de salaires. Mais en sens inverse, nous voulons améliorer parallèlement la connaissance des revenus, d'où l'insertion, dans notre projet de loi de finances, de mesures qui sont dirigées contre la fraude fiscale.

Lorsque j'ai eu à ouvrir, il y a près de deux mois maintenant, des conversations avec les organisations professionnelles et les organisations syndicales, lorsque j'ai eu à venir devant les commissions parlementaires pour débattre de ce problème de la lutte contre la fraude fiscale, j'avais, si je puis dire, un double sentiment : le sentiment du scepticisme qui animait ceux qui m'entendaient et le sentiment de l'inquiétude en ce qui concerne mes propres projets. J'en venais à me demander si, finalement, notre orientation était la bonne.

Après avoir écouté les observations très intéressantes des uns et des autres, j'ai conclu que notre orientation n'était peut-être pas la bonne, mais qu'elle était mieux que la bonne, qu'elle était la seule possible.

Je crois qu'il faut avoir la volonté — une volonté collective, nationale — d'éliminer la fraude de notre vie fiscale. Et ce n'est pas là une simple clause de style, mais un acte politique que nous avons bien l'intention d'inscrire dans les faits.

Pourquoi faut-il éliminer la fraude de notre vie fiscale ? Je crois d'abord que notre présente situation apparaîtra dans l'avenir comme tout à fait étrange et insupportable. A l'heure actuelle, de nombreux Français paraissent s'accommoder de l'existence de la fraude ; et non seulement on paraît s'en accommoder sur le plan des conversations particulières, mais, chose plus grave, on paraît s'en accommoder également sur le plan de notre législation elle-même. On trouve assez naturel que notre législation tienne compte d'une certaine fraude. Ainsi nous vivons dans une sorte d'état d'accoutumance, pour ne pas dire plus, vis-à-vis du phénomène social de la fraude fiscale.

Cette attitude était peut-être supportable — disons plutôt explicable — à l'époque de Guy de Maupassant ou de Gustave Flaubert, car l'impôt était alors payé en France par une partie relativement faible de la population qui, en quelque sorte, se volait elle-même. C'était une espèce de rivalité interne pour savoir celui qui paierait ou ne paierait pas l'impôt à l'intérieur d'un groupe restreint.

Maintenant, nous avons dix millions et demi d'assujettis à l'impôt sur le revenu. Il est hors de doute que neuf millions d'entre eux acquittent bon gré mal gré — et à mon sens de bon gré — le montant de leur impôt. Il n'est donc pas possible que la fraude fiscale — qui est le fait d'une minorité — soit admise comme un phénomène social permanent, phénomène au reste extrêmement pernicieux, car il amène la majorité des contribuables à porter une sorte de jugement collectif sur « les autres », jugement qui peut être inexact ou injuste en ce qui concerne tel ou tel autre groupe socio-professionnel.

Nous avons donc actuellement le devoir commun — ce n'est pas le devoir du seul ministre des finances, encore qu'il en porte la plus grande part de responsabilité — d'extirper la fraude fiscale de notre pays. Nous l'extirperons en tant que phénomène social, mais elle subsistera en tant que phénomène isolé : ici ou là, des automobilistes brûlent les feux rouges, mais, alors, personne ne s'étonne des sanctions qui les frappent ; ils sont en quelque sorte isolés au sein de la vie sociale.

Telle est l'action que nous avons l'intention d'entreprendre. Elle suppose naturellement l'adaptation des moyens de l'administration et une tactique consistant à isoler les fraudeurs au sein de la société plutôt qu'à multiplier les contrôles ou les tracasseries bureaucratiques atteignant l'ensemble des contribuables français. Il n'est pas utile de persécuter 10 millions de contribuables pour finalement en sanctionner 200.000. Il faut concentrer nos moyens, nos méthodes sur l'élimination de cette fraude fiscale.

Vous aurez l'occasion de vous exprimer à ce sujet lors de la discussion des articles. J'espère que votre Assemblée, très avertie des problèmes fiscaux, dans l'enceinte de laquelle se sont déroulés jadis les débats préliminaires à l'institution de l'impôt sur le revenu en France, voudra bien témoigner largement de son souci de voir appliquer dans l'équité et dans la modération notre système fiscal, car je crois qu'on ne peut aboutir à cette élimination de la fraude que dans une conjoncture où les pouvoirs publics poursuivent une politique de modération fiscale.

Celle-ci vous est proposée dans le budget de 1971, puisqu'il est prévu 3.600 millions d'allègements fiscaux. Vous estimerez peut-être que ce n'est pas considérable. Encore faut-il savoir quelle proportion de l'impôt total cela représente. L'impôt sur le revenu représente 27 milliards par an. On vous propose 3.600 millions d'allègements. C'est un geste largement significatif !

C'est en même temps un geste qui a été orienté, vous le savez, par une préoccupation visant à alléger plus particulièrement les catégories modestes. C'est ce qui vous explique que nous ayons accepté des amendements — et parfois déposé nous-mêmes des amendements — visant à élargir plus rapidement les basses tranches du barème de l'impôt, ce que nous ne pouvions pas faire pour les catégories moyennes et supérieures.

Telles sont, mesdames, messieurs, les explications que je voulais vous donner au début de ce débat budgétaire, acte essentiel de la vie parlementaire, acte lié à l'origine de vos pouvoirs, acte qui traduit plus que tout autre la nature véritable de vos responsabilités.

M'interrogeant sur l'évolution souhaitable de la procédure budgétaire, j'estime que nous devons développer le plus largement possible le débat général sur le budget, c'est-à-dire les échanges de vues sur la nature de la politique budgétaire, de

la politique financière et de la politique économique qui vous est proposée. Je crois que votre responsabilité réelle est moins d'obtenir, ici ou là, à l'occasion d'un fascicule ou d'un débat particulier, tel ou tel crédit, telle ou telle « rallonge ». Votre véritable responsabilité, comme représentants de la collectivité nationale, est de savoir si la politique budgétaire, financière et économique que nous vous proposons est la bonne, si elle est celle qui répond aux exigences de la situation.

Pour ma part, je souhaite que nombreux soient les sénateurs qui veuillent bien partager le raisonnement que nous avons fait et reconnaître, sous des traits épars et parfois difficiles à déchiffrer, un budget qui se veut un budget d'équilibre, de croissance et de progrès. (*Applaudissements au centre, à droite et sur certains bancs à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le ministre, avec votre talent habituel, vous nous avez fait un exposé fort académique sur le projet de budget et vous en avez tiré, en quelque sorte, la philosophie en expliquant les considérations de caractère général qui vous ont conduit à prendre un certain nombre de décisions.

Votre exposé n'aurait certainement pas été déplacé dans un salon (*Murmures sur certaines travées à droite.*) mais, devant une assemblée parlementaire, qui doit examiner d'une manière précise les dispositions de ce budget afin de prendre des décisions, je suis tenu, traduisant les opinions de la commission des finances au terme d'un travail de quinze jours, d'entrer d'une manière plus concrète dans la réalité.

Monsieur le ministre, dans quelle situation nous trouvons-nous et dans quelle conjoncture se place le budget ?

« A l'évidence, au tableau que vous nous avez fait, il y a des ombres très sérieuses, sur lesquelles vous avez glissé. Vous avez parlé, bien sûr, de l'ascension des prix et du chômage, mais votre exposé eût sans doute gagné à ce que vous soyez plus explicite sur ces deux points. En effet, et j'ai de bonnes références, mes collègues de l'Assemblée nationale, aussi bien le président de la commission des finances que le rapporteur général déclarent que des points d'interrogation subsistent. C'est l'évolution des prix et des salaires et la situation de l'emploi qui restent préoccupantes, dit M. Taittinger, cependant que M. Rivain indique que la hausse des prix a mis bien longtemps à se ralentir, que c'est un sujet de préoccupations et que le nombre de demandes d'emploi non satisfaites progresse à un rythme mensuel qui devient inquiétant.

Nous devons aborder ces diverses questions avant d'examiner les remèdes que vous nous proposez. Je vais donc apporter quelques précisions sur ces deux points que vous n'avez qu'effleurés.

L'emploi, c'est à l'heure présente le point le plus noir et le problème le plus préoccupant. Je ne veux pas procéder par affirmations, car il n'est que les chiffres pour donner le sentiment exact d'une situation. Je n'en citerai que quelques-uns, mais l'évolution de certains est tout à fait significative. Sans remonter bien loin, depuis 1969, la baisse des horaires de travail est continue, elle atteint une heure par semaine et le nombre des demandes d'emploi non satisfaites est passé de 241.000 en avril, à 242.000 en mai, 248.000 en juin, 256.000 en juillet, 267.000 en août et 282.000 en septembre, ce qui correspond, selon la méthode de calcul de l'Institut national de la statistique et des études économiques, qui dépend de votre ministère, à 450.000 chômeurs, chiffre qui n'avait jamais été atteint sous aucune de nos Républiques. (*Applaudissements sur les travées socialistes.*)

La situation est d'autant plus grave que ces demandes d'emplois non satisfaites n'émanent pas toutes d'adultes ou de personnes âgées ; ce n'est pas moi qui le dis mais, encore une fois, le rapporteur général de l'Assemblée nationale : ce sont les jeunes surtout qui viennent enfler ce chiffre, dont le rythme des demandes d'emplois non honorées s'accroît à la vitesse d'environ 5.000 par mois.

Ces jeunes sans emploi sont une centaine de milliers et partout, aussi bien à la ville qu'à la campagne, nous les voyons ces jeunes, qui sont désœuvrés par force, qui réclament du travail, et pour qui toutes les perspectives d'avenir sont bouchées.

Monsieur le ministre, vous avez fait également une allusion très discrète à la montée des prix et à la situation de la France dans la collectivité internationale. D'abord, je dois bien faire remarquer que l'indice des prix ne correspond plus à aucune réalité. En effet, le genre de vie, les habitudes, les besoins des populations ont changé depuis qu'il a été établi et vous ne ferez jamais croire à aucun ménage que, pendant la période des vacances, il n'a augmenté que d'un millième ! Demandez donc à tous ceux qui sont partis en congé si ce millième d'augmentation des prix n'a pas été dépassé !

Vous nous avez dit, monsieur le ministre, que cet indice des prix croissait à la mesure de la détérioration de la monnaie, mais qu'il en était de même dans tous les pays, ce qui est vrai. En ce qui nous concerne d'ailleurs, il est bon de rappeler que dans le budget de l'année dernière — que vous n'avez pas eu l'honneur de défendre devant nous parce que vous étiez à une conférence internationale à ce moment là — nous sommes partis d'une hypothèse d'augmentation des prix et de détérioration de la monnaie, de 3,9 p. 100. Il a fallu bien vite réviser cette hypothèse et l'on est parvenu, vers le milieu de l'année, à évaluer cette augmentation à 5 p. 100.

Or, les statistiques — les vôtres, monsieur le ministre — montrent qu'au mois de septembre dernier — la presse en a fait état, bien entendu — nous en étions déjà à 5,7 p. 100. Dans ces conditions, je me demande si nous n'atteindrons pas, et peut-être même dépasserons-nous, 6 p. 100 dans le cours de l'année.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le rapporteur général ?

M. Marcel Pellenc, rapporteur général. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances. Je pense que vous avez commis involontairement une erreur, car en fait, le pourcentage de hausse des prix est de 4,3 p. 100 à la fin de septembre, dernier mois connu, et non pas de 5,7 p. 100.

M. Marcel Pellenc, rapporteur général. Il s'agit d'une information que j'ai puisée dans les journaux. Ils sont d'ailleurs prévus avant les assemblées parlementaires et je suis bien obligé de m'y référer. Le rythme d'accroissement des prix au cours du mois de septembre dernier était bien, selon eux, de 5,7 p. 100. Je n'ai malheureusement pas ces journaux dans mon dossier mais c'est une information qu'on peut facilement vérifier.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances. Voulez-vous me permettre de vous interrompre à nouveau ?

M. Marcel Pellenc, rapporteur général. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances. C'est un point trop important pour que je n'informe pas exactement le Sénat sur la réalité de ces chiffres. Vous avez vous-même cité le chiffre de 3,9 p. 100 figurant dans le projet de loi de finances. Il ne s'agit pas de n'importe quel chiffre, mais bien de l'augmentation des prix entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année. Le raisonnement que vous avez tenu par la suite était donc fondé sur une comparaison avec ce chiffre. Si vous prenez en considération l'augmentation des prix en France depuis le 1^{er} janvier 1970, elle était, à la fin du mois d'août, inférieure à 4 p. 100 et à la fin du mois de septembre, elle se situait à 4,3 p. 100 et non 5,7 p. 100, comme vous l'indiquez.

M. Marcel Pellenc, rapporteur général. Je m'en réjouis, monsieur le ministre. Ne croyez pas que je me fasse l'avocat du pire.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances. Nous nous en réjouissons ensemble.

M. Marcel Pellenc, rapporteur général. Le pourcentage, dites-vous, n'est que de 4,7 p. 100 au mois d'octobre, c'est tant mieux. Cela n'infirme pas d'ailleurs la suite de mon raisonnement. Comme le disait un de vos prédécesseurs, cela nous crée une situation avantageuse dans la collectivité internationale si nous ne faisons pas plus de sottises que nos voisins.

Or, ces sottises, nous sommes bien sur le point de les faire et je vous demande, monsieur le ministre, d'être maintenant attentif aux chiffres suivants fournis par l'O.C.D.E. qui est un organisme officiel : au cours de l'année, la France a augmenté ses prix au rythme de 5,9 p. 100, la Belgique et les Pays-Bas au rythme de 3,8 p. 100 et l'Allemagne de 3,7 p. 100. Nous sommes pas conséquent de deux points en avance sur l'Allemagne qui est notre principal client. J'en conclus que la France a perdu une partie de la compétitivité que la dévaluation lui avait restituée car ces chiffres ne peuvent être contestés.

Vous avez dit également que la production suivant un rythme normal de progression. Mais, je voudrais, monsieur le ministre, ici rectifier à l'aide des chiffres fournis par vos propres services, une inexactitude qui vous a peut-être échappée.

Les indices de production sont établis mois par mois. Or, je lis dans les documents officiels qui nous sont communiqués que

la production se caractérisait par le niveau 160 au mois d'avril, par le niveau 161 au mois de mai, par le niveau 159 aux mois de juin, de juillet et d'août. Par conséquent, on peut affirmer que, loin de progresser, la production est en train, c'est le moins que l'on puisse dire, de plafonner.

Vous avez rétabli notre balance commerciale, c'est vrai. C'est d'ailleurs le grand succès de l'action gouvernementale, mais vous n'avez pas parlé ici, comme vous l'avez fait dans l'autre enceinte, d'un afflux de devises qui fait qu'à l'heure actuelle notre situation est particulièrement aisée. Alors, c'est moi qui évoque ce problème.

Indiscutablement, à la suite de la dévaluation, notre pays a connu un afflux de devises, mais il n'y a qu'un malheur, c'est qu'elles ont été attirées chez nous par des conditions de rémunérations satisfaisantes et par le fait que vous paraissiez assuré d'arriver à établir la stabilisation de la monnaie. Par conséquent, la quiétude et l'intérêt amenaient tout naturellement les étrangers à déposer leur argent en France, puisqu'il leur rapportait de 8 à 10 p. 100. Mais il y a un grave inconvénient : ces devises ne nous appartiennent pas. Nous fonctionnons exactement, en la circonstance, comme une banque de dépôt et ces devises peuvent s'envoler aussi rapidement qu'elles sont venues si quelques difficultés viennent les menacer. Nous retomberions alors exactement dans la situation où nous nous trouvions, à cette différence près que notre commerce est maintenant à peu près équilibré.

Vous avez signalé, par ailleurs, monsieur le ministre, que nos exportations étaient dans une situation très favorable, qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter de leur développement qui, très vraisemblablement, s'accroîtrait. Une chose m'étonne cependant. Vous avez rétabli la balance commerciale, c'est exact, et ce n'est d'ailleurs pas un mince succès ; mais personne n'a jamais songé à se pencher sur la structure de cette balance commerciale pour se rendre compte que le succès de nos exportations et de leur développement repose essentiellement sur deux piliers : l'augmentation des exportations de l'automobile et l'augmentation des exportations en Allemagne fédérale. Si d'aventure la concurrence internationale — Ford doit construire une usine à brève échéance dans la région de Bordeaux — amène un fléchissement de nos exportations d'automobiles et si se produit une dépression dans l'activité de l'économie allemande, si un orage, pour reprendre l'image de l'un de nos prédécesseurs, éclate dans ce pays, comme dans le cadre du Marché commun nous sommes tous solidaires, toutes portes et fenêtres ouvertes, nous ne pourrions pas éviter de recevoir quelques gouttes de pluie.

Vous voyez donc la fragilité de cet équilibre du commerce extérieur qui n'est pas suffisamment diversifié ni en ce qui concerne les produits exportés, ni en ce qui concerne les pays dans lesquels ils sont exportés.

Vous voyez ainsi la vulnérabilité de cet équilibre. Notre position doit donc sur ce point être sérieusement examinée. J'ajoute que dans tous les autres pays de la Communauté, à l'exception d'un seul, le développement de leur commerce avec les pays étrangers s'est accru dans des proportions plus considérables que dans le nôtre, comparaison qui montre que notre balance commerciale s'est encore dégradée.

Ainsi, au moment où nous allons examiner ce budget de l'exercice 1971, nous nous trouvons en présence d'une production industrielle stagnante, d'un chômage qui progresse de mois en mois pour atteindre le chiffre record de 450.000, de prix qui montent également de façon ininterrompue, bien plus que dans les autres pays, d'un commerce extérieur équilibré, certes, mais précaire car il repose sur deux bases vulnérables et susceptibles de menacer cet équilibre.

Telle est la conjoncture dans laquelle se présente le budget que nous avons à examiner et sur lequel nous aurons à nous prononcer. Ce budget admet dès le départ que la valeur de la monnaie connaîtra une dépréciation de 3 p. 100. Mais il ne cherche pas beaucoup à la freiner. Cette évaluation en augmentation de 3 p. 100 — en valeur et non en volume de la production — est l'un des moyens de réaliser plus facilement l'équilibre du budget.

Celui-ci est effectivement équilibré en apparence, monsieur le ministre, puisque vous avez indiqué le chiffre de 5 millions de solde créditeur sur un budget de 170 milliards de francs. Mais il n'est qu'apparemment équilibré. Cela tient à ce que l'Etat s'est déchargé d'obligations auxquelles il avait à faire face, dans l'incapacité où il était de le faire, sur des organismes voisins.

Vous avez cité à ce sujet deux exemples à cette tribune : les autoroutes que l'Etat n'a pas été capable de construire lui-même et qui nécessitent, à concurrence de 1.200 millions, des concours extérieurs puisque cette tâche a été confiée à une société privée, et le téléphone, à concurrence de 750 millions, puisque vous avez chargé une autre société d'effectuer les travaux nécessaires à la place de l'Etat.

Si celui-ci avait incorporé dans son projet de budget la réalisation de ces opérations, s'il en avait fait autant pour la construction d'un certain nombre de logements qu'il a mis à la charge de la caisse des dépôts et consignations, au lieu de cet équilibre apparent qui donne bonne conscience à ceux qui présentent ce budget, c'est en réalité un déficit de plusieurs milliards qu'il aurait révélé.

D'une manière toujours fort académique, monsieur le ministre, vous avez philosophé sur les qualités de ce budget qui répondent aux diverses préoccupations du Gouvernement en matière de gestion des affaires publiques. Vous nous avez expliqué, entre autres avantages, qu'il donnait satisfaction, non seulement à l'opinion, mais à des nécessités que nous avons souvent demandé au Gouvernement de prendre en considération. Vous nous avez cité notamment le fait que, pour la première fois, le budget de l'éducation nationale — c'est exact — avait un volume supérieur à celui des forces armées.

Mais ce budget est tout de même en régression, il ne faut pas l'oublier, pour l'agriculture, pour le logement, pour les transports urbains, pour l'éducation nationale elle-même — bien qu'elle ait le numéro un dans le budget général — pour l'enseignement supérieur, pour la jeunesse et les sports, à telle enseigne que l'une des commissions de notre assemblée va sans doute lui proposer de repousser le budget de ce département ministériel.

Les crédits affectés au logement sont également en régression et je vais citer des chiffres car c'est le meilleur moyen d'être convaincant. L'Etat va subventionner ou aider 364.000 logements en 1971 contre 380.000 en 1969. La diminution est donc très sensible. Certes, le ministre nous a dit que, pour éviter les difficultés que connaissent, à l'heure actuelle, aussi bien les entreprises de construction que les particuliers à la recherche d'un logement, on anticiperait sur le budget de 1971 en lançant la construction de 10.000 logements.

Mais, monsieur le ministre, avec le reliquat du fonds d'action conjoncturelle de 1970, on pourrait en financer 21.300, si mes souvenirs sont précis. Pourquoi, dans ces conditions, ne lance-t-on pas la construction de ces logements au cours de l'année présente en faisant appel aux crédits du fonds d'action conjoncturelle de 1970 et pourquoi vouloir anticiper sur le budget de 1971, si ce n'est que le Gouvernement aurait l'arrière-pensée, comme il l'a fait l'année précédente, d'annuler, en fin d'exercice, les crédits qui n'auraient pas été utilisés et, par conséquent, de ne construire ces logements en 1970 qu'en hypothéquant un peu plus les crédits de l'an prochain ?

C'est une question à laquelle je serais heureux que vous me répondiez tout à l'heure car le problème du logement est assez aigu pour que nous nous préoccupions, dans cette assemblée, de trouver sa solution.

J'en viens à la santé publique. Nous avons procédé en commission des finances à l'audition du très sympathique ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, dont nous avons apprécié ici, des années durant, lorsqu'il était secrétaire d'Etat au budget, la courtoisie et l'amabilité souriante. Il s'est déclaré très satisfait de son budget qui connaît une progression très substantielle par rapport à celui de l'an dernier. Bien sûr, cela est vrai, mais cette progression très substantielle n'apparaît que parce que le budget de l'an dernier avait été massacré.

Même compte tenu de cette augmentation, en 1971, du budget de la santé publique et en particulier du montant des équipements hospitaliers, il se situe encore au-dessous du niveau du budget de 1968.

Mes chers collègues, je vais encore citer deux chiffres pour fixer les idées. En 1968, les autorisations de programme se montaient à 351 millions de francs. Malgré les améliorations consenties pour le budget de 1971 par rapport à celui de 1970, leur total n'est encore que de 320 millions de francs, soit 10 p. 100 de moins qu'en 1968, alors que l'augmentation des prix a été, d'après les statistiques, de 17 p. 100 depuis cette année-là. Il nous manquera donc, en 1971, au moins un quart des constructions et équipements hospitaliers sur lesquels nous aurions pu compter.

Or, vous savez, mes chers collègues, dans quel état d'indigence se trouvent tous nos hôpitaux.

Monsieur le ministre, je vais vous en donner un exemple. Je suis malheureusement un client trop assidu de ces établissements. Durant mon hospitalisation dans l'un d'entre eux, j'ai vu traîner sur le sol, éparpillés au risque de se perdre, plus de 2.000 dossiers de malades, dont chacun représentait une dépense d'à peu près 2.000 francs en radiographies, en analyses et en examens divers, et cela parce que cet hôpital ne pouvait trouver les quelques milliers de francs qui auraient permis, en achetant des armoires, de mettre à l'abri ces documents.

Tel est le désordre dans lequel fonctionnent nos hôpitaux, faute des équipements nécessaires, et telle est la situation

absurde que nous sommes amenés à constater du point de vue de la gestion des finances publiques.

Au cours de l'examen de votre budget, nous avons porté spécialement notre attention sur le problème des cadres. Ils mériteraient que l'on en parlât quelque peu car c'est grâce à eux que, dans tout pays industrialisé, peut fonctionner d'une manière rationnelle l'économie nationale. Or, vous connaissez le malaise qui règne à l'heure actuelle parmi les cadres.

En effet, à chaque révision indiciaire, à chaque amélioration de la situation des salariés, l'éventail se referme et les cadres en font généralement les frais.

Monsieur le ministre, vous avez analysé, en présentant les recettes, tout ce que vous avez fait pour certaines catégories, fort intéressantes d'ailleurs, de la population. Cela correspond à ce que nous avons, à plusieurs reprises, demandé ici, qu'il s'agisse des petits salariés, des vieillards ou des handicapés. Mais vous n'avez pas mentionné l'augmentation exceptionnelle que, parjure à vous-même, en ce qui concerne la surtaxe dite exceptionnelle de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, vous avez de nouveau appliquée cette année après avoir promis de la supprimer.

Cette mesure touche les cadres à partir de 50.000 francs de revenus. Ce point mérite toute notre attention et, mes chers collègues, notre commission des finances vous proposera la suppression de cette disposition.

Nous nous sommes également intéressés — cela allait de soi — dans une assemblée qui représente essentiellement les municipalités — à la situation faite aux collectivités locales. Or, nous devons remarquer que, depuis cinq ans, l'Etat a diminué progressivement sa participation financière à toutes les dépenses dites « dépenses subventionnées ». Nous constatons également que ces subventions sont restées à un niveau comparable à celui de 1963. Depuis plus de cinq ans, elles n'ont pas varié, si bien que les collectivités publiques sont dans l'obligation, pour effectuer leurs travaux, de trouver maintenant un financement à concurrence de 45 à 46 p. 100 alors que ce taux était auparavant de 23 à 24 p. 100.

Ce qu'on n'a pas dit non plus — ou que l'on nous a dit avec quelque réticence en commission des finances — c'est que l'Etat, qui s'est déjà déchargé sur les collectivités locales d'un certain nombre d'obligations qui lui sont propres, n'a pas hésité à procéder à l'étude d'un transfert progressif, sur les collectivités locales, de l'entretien des routes nationales; en effet, l'entretien de 56.000 kilomètres de routes nationales doit être progressivement confié aux collectivités locales et ce au même moment où, dans le fonds d'investissement routier, malgré l'effort accompli pour la route, on réduit les crédits affectés aux départements pour l'entretien de la voirie départementale et où l'on diminue même en valeur nominale les crédits destinés à la voirie rurale.

Inutile de vous dire que, sur ce point aussi, votre commission des finances vous proposera de refuser les dispositions envisagées par le Gouvernement.

La question que l'on peut se poser, puisque la réforme municipale est maintenant à l'étude, est la suivante: n'aura-t-elle pas pour effet d'accroître encore les charges qui pèsent sur les communes?

Je suis très inquiet des déclarations faites par deux ministres. L'un disait: que ce soit par le canal des communes ou par celui de l'Etat que s'effectue la perception des recettes, l'argent sort toujours du même portefeuille et la méthode retenue n'a, par conséquent, qu'une importance limitée. Un autre ministre déclarait de son côté: la levée de l'impôt incombe à ceux à qui on donne l'autonomie de gestion car c'en est le corollaire.

Ce serait vrai si, comme en Allemagne, où, avec le président de la commission des finances et un certain nombre d'autres collègues, nous avons effectué une mission, la perception des impôts était effectuée par les départements ou les régions — les *Länder* en Allemagne — l'Etat ne percevant lui-même directement sur les contribuables qu'un nombre d'impôts limité. Mais, s'ils doivent assumer leurs charges avec les crédits qui figurent au budget, nous ne sortons pas de l'alternative suivante: ou ces communes, ces départements voudront faire ce qui est indispensable, mais infaisable à l'heure actuelle avec les crédits dont ils disposent, et ils seront obligés de recourir à des impôts locaux supplémentaires; ou ils se contenteront de réaliser des programmes aussi restreints que ceux qu'ils peuvent faire actuellement avec les participations limitées de l'Etat. Mais, dans l'un et l'autre cas, ce sont les élus locaux qu'on rendra responsables de cette façon de procéder. C'est un point sur lequel, mes chers collègues, votre commission voudrait appeler votre attention.

Il est, par ailleurs, question en ce moment des patentes et de leur réforme. Je crois même que le Gouvernement a envisagé, au cours d'un conseil des ministres récent, d'arrêter les dispositions d'un projet de loi à ce sujet. Nous savons de longue date

que le Gouvernement a l'habitude de faire des cadeaux avec ce qui ne lui appartient pas. J'espère que, dans ce projet que nous ne connaissons pas encore, le Gouvernement se comportera d'une manière différente de celle que nous a exposée notre collègue M. de Montalembert.

Qu'a dit le Gouvernement à la commission préliminaire d'étude? Réviser les patentes, en diminuer le taux, d'accord, mais à la condition que cela n'entraîne aucune charge particulière pour l'Etat! Autant dire qu'il s'agissait d'un problème insoluble et que la seule conclusion à laquelle pouvait aboutir cette commission, c'est qu'il y aurait intérêt à poursuivre l'étude de la question. Car, à partir du moment où l'Etat accepte de réduire le montant des patentes de 10 p. 100, mais refuse de donner un centime de plus, comment voulez-vous envisager une réforme en ce domaine, sinon en augmentant les charges des communes et, par conséquent, celles d'autres catégories de contribuables?

Il est un point dont vous nous avez beaucoup parlé, celui de la fraude fiscale, monsieur le ministre. Vous avez envisagé de prendre des mesures que nous n'avons pas encore eu le temps d'étudier et qui, je pense, seront en retrait sur les mesures véritablement inadmissibles que comportait le projet initial.

Monsieur le ministre, nous ne cherchons pas ici à couvrir les fraudeurs du fisc. Mais savez-vous que votre ministère est une pépinière de conseils qui, ayant cessé leurs fonctions administratives et même sans les avoir cessées, tiennent dans des grandes sociétés un grand rôle? Jouant de toutes les facilités que peut offrir la législation et profitant de toutes les lacunes qu'elle peut présenter, ils en tirent parti, au plus grand bénéfice de ces sociétés. J'ajoute que, mieux que cela, d'anciens collaborateurs de votre ministère sont d'authentiques fraudeurs. (*Sourires.*)

Il m'a été donné d'avoir connaissance d'une manière très précise d'un cas que je vous signale: celui d'un cadre de rang très élevé dans une société privée qui, pour bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu, n'a pas hésité, durant des années, à effectuer ou à s'associer à la confection de fausses déclarations, intéressantes, avec lui-même, plusieurs autres personnes de ladite société, ce qui a fait perdre au Trésor plusieurs millions. Je ne suis pas un délateur, mais je pense qu'avec un peu de vigilance — disons avec un peu de perspicacité — vos services le retrouveront et sauront lui faire rendre gorge, sans se soucier de ses relations anciennes, car, monsieur le ministre, il s'agit d'un ancien polyvalent qui appartenait à votre administration. (*Nouveaux sourires.*)

Mes chers collègues, je vais maintenant conclure. Nous pourrions nous prononcer — comme le disait tout à l'heure M. le ministre — après l'examen des divers fascicules budgétaires, sur leur contenu et sur le sort qui doit leur être réservé.

Je voudrais, en terminant, faire allusion à un sujet important, celui de la question de confiance que M. le Premier ministre a posée devant la première assemblée.

A cette occasion, le Gouvernement a exprimé sa satisfaction pour l'œuvre qu'il avait accomplie. Tous les gouvernements témoignent de leur satisfaction devant les assemblées — c'est bien évident — et je n'en ferai nul grief au Premier ministre.

Il a par ailleurs énoncé le programme des réalisations qu'il envisage pour l'avenir. Il a, avec force détails, indiqué les divers domaines dans lesquels l'action gouvernementale allait s'engager. Ce programme était si séduisant qu'il était vraiment difficile de ne pas l'approuver. C'est peut-être l'une des raisons de la majorité considérable qu'il a obtenue lors du vote sur la question de confiance.

Je ne peux pas minimiser l'action accomplie par le Gouvernement, mais rendre justice à ce dernier. Cependant, à mon sentiment nous n'aurons le droit d'être fiers de notre action que lorsque nous aurons rétabli d'une manière durable notre balance commerciale en diversifiant les productions et les pays dans lesquels ces productions sont vendues.

Nous aurons le droit d'être fiers lorsque l'économie du pays évoluera d'une manière normale, rationnelle, à un rythme analogue à celui des autres pays, au lieu de stagner comme présentement.

Nous aurons le droit d'être fiers lorsque les patrons et les chefs d'entreprises ne seront plus préoccupés par leurs échéances, lorsqu'ils auront de l'argent pour effectuer leurs investissements sans que son taux soit prohibitif, lorsqu'ils ne verront pas de jour en jour augmenter le coût de leurs productions parce que l'Etat lui-même augmente tous ses tarifs.

Nous aurons le droit d'être fiers quand cesseront les menaces multiples qui pèsent à l'heure actuelle sur le commerce et l'artisanat, quand ces deux secteurs pourront continuer en toute quiétude à exercer leur action, qui est — vous le savez — le meilleur facteur de l'équilibre et de la paix sociale d'une nation.

Nous aurons le droit d'être fiers lorsque la condition paysanne aura été revalorisée. (*Très bien! sur les travées socialistes.*) Je parle de la masse de ces petits agriculteurs qui, à l'heure

actuelle, sont traités comme des Français de deuxième zone quant aux avantages qu'ils tirent de l'évolution de notre économie.

Nous aurons également le droit d'être fiers lorsque vous aurez arrêté cette montée ininterrompue des prix, lorsque surtout — c'est la préoccupation essentielle, car les lois, les dispositions que nous pouvons prendre sont faites pour les hommes et non pas pour les statistiques — nous aurons résorbé ce chômage qui va grandissant.

Quand nous aurons réalisé tout cela, nous aurons le droit effectivement d'être fiers.

Si vous entreprenez cette tâche, monsieur le ministre, ce dont je ne veux pas douter, je puis vous donner l'assurance que vous aurez le soutien de toute notre assemblée. (*Applaudissements sur les travées socialistes, à gauche, au centre et sur diverses travées à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Caillavet.

M. Henri Caillavet. Monsieur le ministre, après le rapport vigilant de notre ami M. Pellenc, je voudrais, au nom du groupe de la gauche démocratique, formuler simplement, pour éviter les redites, quelques observations relatives à la dernière partie de votre exposé, c'est-à-dire quelques réflexions sur l'amorce d'une politique fiscale.

J'avais lu avec attention, monsieur le ministre de l'économie et des finances, votre conférence de presse du 3 septembre dernier à Paris où vous aviez défini les orientations générales de la fiscalité du Gouvernement. Vous aviez invité le Parlement et la nation à une réflexion collective et défini avec précision les objectifs essentiels de votre politique fiscale. Ces objectifs étaient sains, je tiens à le déclarer, puisque vous aviez affirmé qu'il était nécessaire de créer — vous avez rappelé cette nécessité tout à l'heure — les conditions de l'apaisement fiscal, d'obtenir une sorte d'acquiescement fiscal du contribuable vis-à-vis de l'administration, d'éliminer la fraude fiscale en tant que phénomène social. Vous aviez conclu en disant qu'il fallait supprimer les antagonismes entre catégories socio-professionnelles. En définitive, vous demandiez l'égalité entre les contribuables et la vérité fiscale.

Je constate simplement, monsieur le ministre, que cette réflexion collective n'est toujours pas préparée, n'est toujours pas proposée et que le débat sur la fiscalité, le débat véritable, n'est toujours pas organisé. Pourtant, ce débat sur la fiscalité est d'autant plus indispensable que, chaque année, nous voyons apparaître dans le projet de loi de finances des mesures nouvelles qui sont dictées par la conjoncture : tantôt ce sont des modifications qui favorisent les uns, tantôt des mesures qui défavorisent les autres. En un mot, je souhaiterais que ce grand et large débat sur la fiscalité puisse enfin être organisé.

Il est d'ailleurs très difficile d'organiser un tel débat si préalablement, nous n'avons pas reçu la documentation objective indispensable. Vous, vous l'avez, vous avez l'instrument, vous avez des techniciens de valeur et de qualité, et vous êtes vous-même un homme redoutable, c'est-à-dire un homme particulièrement intelligent. Nous, monsieur le ministre, nous recevons fragmentairement ces documents, en sorte que pour qu'il y ait un véritable dialogue, une concertation entre le Parlement responsable et le Gouvernement qui agit, il faudrait que nous puissions recevoir cette documentation et que le Gouvernement lui-même veuille bien définir d'une manière précise le rôle qu'il réserve à l'impôt, qui n'est qu'un outil propre à permettre une politique économique.

Monsieur le ministre, je constate, au fur et à mesure que le recul nous permet de porter des jugements, qu'actuellement, la charge fiscale tend à se déplacer. Elle opère une translation. Cette charge va progressivement des entreprises vers les ménages, des non-salariés vers les salariés et, pour tout dire, des plus favorisés vers les moins favorisés.

Cette observation résulte notamment du fait qu'en France — et c'est bien ce qui est redoutable — les impôts sur la consommation représentent aujourd'hui, *grosso modo*, 60 p. 100 de vos recettes alors que nos partenaires du Marché commun sont loin d'un tel pourcentage ! Nous avons le triste privilège en cette matière d'être les plus imposés.

Vous pourriez me répondre, monsieur le ministre — et vous auriez raison — que vous avez tenu compte de cette observation que vous aviez faite bien avant moi, et que vous avez voulu notamment diversifier les taux de la T. V. A. C'est vrai. Mais même lorsque vous allégez certains taux, notamment ceux appliqués aux produits alimentaires, vous frappez durement encore, pour des produits de première nécessité, les ménages et les salariés.

A cet instant du débat, je voudrais formuler deux brèves remarques. Je constate que la réduction du taux des impositions, l'élargissement des abattements à la base et la suppression de la

taxe complémentaire accroissent la part relative — j'insiste bien sur cette expression — des impôts qui sont actuellement dus par les salariés. Je constate d'autre part que les aménagements fiscaux apportés aux impositions qui frappent le revenu des capitaux ou les revenus mobiliers, pénalisent, nous le savons tous, directement des revenus du travail, qu'il s'agisse de salariés ou de membres des professions indépendantes. Or, à l'origine, le législateur avait entendu taxer plus lourdement les revenus du capital que les bénéficiaires, et plus lourdement les bénéficiaires que les salariés. Alors qu'est-il advenu de cette philosophie fiscale ?

Je voudrais simplement prendre un exemple, et je pense que vous ne pourriez pas me contredire. Je prends le cas d'un salarié célibataire qui reçoit un traitement mensuel de 1.500 francs. Il est taxé, pour une fraction de ses ressources, au taux réel de 30 p. 100. Si donc son employeur lui accorde une augmentation, son salaire fiscal sera amputé de 30 p. 100 au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Au contraire, une personne qui perçoit le produit d'obligations, avec prélèvement de 25 p. 100, ne sera jamais taxée qu'au taux de 25 p. 100, quel que soit le montant des revenus d'obligations encaissés par ce bénéficiaire.

Je peux même aller plus loin dans cette analyse. Le titulaire d'actions françaises bénéficiera d'un avoir fiscal égal à 50 p. 100 de ses dividendes, quel que soit par ailleurs le montant du revenu dont il dispose.

Il apparaît donc que le salarié est proportionnellement plus pénalisé que celui qui reçoit des produits d'obligation avec prélèvement de 25 p. 100, ou que le particulier qui bénéficie d'un avoir fiscal de 50 p. 100. C'est sans doute la raison pour laquelle j'ai pu lire dans un bulletin syndical des agents des impôts — cette simple lecture suffira à votre entendement : « Sans crainte d'erreur, on peut dire que l'augmentation régulière du produit des impôts sur la consommation, que la suppression du versement forfaitaire de 5 p. 100 et son remplacement par un relèvement des taux de la T. V. A. supportée par les particuliers — et, M. Pellenc l'a rappelé, par les collectivités locales — que la croissance de l'impôt sur le revenu des personnes physiques toujours plus rapide que celle de l'impôt sur les sociétés, concrétisent un transfert de la charge fiscale des entreprises vers les ménages ».

En conclusion de cet exemple, je peux vous donner satisfaction sur un point, monsieur le ministre : si la pression fiscale est appréciée par rapport au produit national brut, vous avez raison de dire qu'elle tend à se stabiliser. Mais il n'empêche que les impôts mis à la charge des ménages croissent plus rapidement que les revenus réels et c'est pourquoi un malaise s'est installé dans ce pays entre les contribuables et l'administration fiscale et c'est ce qui explique, je crois, la colère des contribuables à l'égard du Gouvernement.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur Caillavet ?

M. Henri Caillavet. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le ministre, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances. J'ajoute un élément à votre très intéressant exposé. Nous avons déposé un collectif hier qui ajuste en quelque sorte les recettes de 1970 aux prévisions annoncées en début d'exercice.

Vous noterez que dans ce collectif les chiffres de rentrée de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sont inférieurs à nos prévisions et que les rentrées de l'impôt sur les sociétés sont au contraire en très fort dépassement par rapport à nos prévisions, de l'ordre de 3,5 milliards de francs. Donc, en 1970, le phénomène que vous décrivez ne s'est pas produit ; c'est l'inverse que nous avons constaté.

M. Henri Caillavet. Je ne connais pas, puisque je ne l'ai pas lu, le projet de loi de finances rectificative pour 1970. Je prends acte de votre propos, mais je serais plus nuancé que vous et je dirai que la distorsion est moins accusée cette année que l'an dernier.

Quoi qu'il en soit, pour ne pas alourdir le débat, je voudrais qu'à l'occasion de ce budget de 1971 nous nous posions la question de savoir si les mesures nouvelles définies par le Gouvernement apportent une amélioration à la situation antérieure ou à celle que vous venez d'exposer.

Au cours de la conférence de presse à laquelle j'ai fait allusion, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « La T. V. A. est un bon impôt, mais dont les taux sont quelquefois trop élevés ». M. Giscard d'Estaing et vous-même, monsieur Chirac, vous pourriez mentionner qu'actuellement la T. V. A. à taux réduit va s'appliquer à certains produits alimentaires. M. Giscard

d'Estaing a même rappelé que cette mesure allait imposer au trésor une moins-value importante de 380 millions de francs.

Je reconnais qu'il s'agit là d'un effort assez considérable. Cependant, je crois qu'il faut modérer cette appréciation, car le produit global de la T. V. A. avait été estimé par vous, pour 1970, à 71.820 millions de francs. Il est estimé, pour 1971, à 79.405 millions, c'est-à-dire que l'on attend de la T. V. A. une progression de recettes de 11,50 p. 100. Mais, dans le même temps, les recettes relatives aux impôts et les recettes des monopoles passeront de 154.437 millions à 169.004 millions, soit une progression inférieure à 11 p. 100.

Ainsi, nous pouvons dire, sans crainte d'erreur, qu'il n'y aura pas globalement un allègement de la fiscalité indirecte. C'est ce fait, monsieur le ministre, qui déclenche chez nous une certaine crispation. Il est vrai que M. Giscard d'Estaing, toujours dans cette même conférence de presse, avait déclaré que « l'impôt sur le revenu tendait à devenir de plus en plus lourd, qu'il frappait inégalement les ménages et qu'il constituait un souci permanent pour leur trésorerie ». Et il concluait, par la même formule lapidaire que tout à l'heure : « A revenu égal connu, impôt égal ».

Je dis avec honnêteté parce qu'il faut être probe et que d'être dans l'opposition ne justifie pas tout, que nous ne pourrions porter un jugement sur la procédure de détermination des bases et les modalités de calcul de l'impôt sur le revenu, qu'en 1972 ou en 1973, après avoir pris le recul nécessaire.

Mais s'agissant des modalités de calcul de l'impôt sur le revenu, le rapprochement puis l'unification à laquelle tend le Gouvernement de la taxation des revenus des non-salariés et des revenus des salariés, exigent bien évidemment une déclaration sincère et une meilleure connaissance par l'administration des revenus. Nous en sommes évidemment convaincus, malgré la restriction intellectuelle exprimée par le rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, M. Rivain, qui déclarait à M. Giscard d'Estaing — et peut-être à vous-même, monsieur le secrétaire d'Etat — que c'était un pari audacieux que d'oser espérer dans la sincérité des déclarations fiscales. A tout le moins, vous avez peut-être raison de faire ce pari et je vous en donne acte volontiers.

Vous avez délibérément — je ne dis pas que ce soit critiquable — décidé d'alléger les impôts directs des membres des professions indépendantes d'une part et vous avez, d'autre part, privilégié en quelque sorte les détenteurs de revenus du capital. Je dis que de ce fait, vous avez favorisé certaines classes.

Avez-vous eu la curiosité de rechercher qui pouvait bénéficier des allègements fiscaux auxquels vous procédez ? Monsieur le ministre, cette ventilation des avantages fiscaux, nous pouvons l'aborder sur trois plans. Si nous comparons ces avantages fiscaux par nature d'impôt, nous constatons que les allègements ne joueront, pour les impôts sur la consommation, que pour 9,4 p. 100, alors que ces allègements joueront, pour les impôts sur les revenus, pour 90,6 p. 100. Si je compare maintenant ces allègements fiscaux selon les catégories professionnelles, je constate que les mesures qui concernent l'ensemble des contribuables atteignent sensiblement 51,2 p. 100, que celles qui intéressent exclusivement les non-salariés sont de 46 p. 100 alors que pour les salariés elles ne sont que de 2,8 p. 100. Il apparaît donc bien que les allègements fiscaux profitent à certains et pas à d'autres.

Si je compare ces allègements selon les catégories sociales, je constate qu'ils profitent aux titulaires de revenus élevés pour 65 p. 100 alors qu'ils ne profitent à l'ensemble des autres contribuables que pour 35 p. 100.

Il apparaît donc que ces allègements fiscaux sont destinés, dans un premier temps je le pense, à profiter aux moins défavorisés des contribuables et non aux plus défavorisés, c'est-à-dire aux plus humbles.

Monsieur le ministre, vous avez annoncé des mesures anti-fraudes. Comme je l'ai déclaré, je suis prêt à y souscrire et j'aurais à ce sujet voté l'article 19. Cela n'était pas pour me gêner car je considère, surtout lorsqu'on est un homme politique, qu'il est toujours loisible à l'opinion de savoir quelle est la variation d'un patrimoine. Mais vous n'avez pas réussi dans votre entreprise et vous êtes revenu à l'article 180 du code général des impôts. Cet article a été voté à la quasi-unanimité de l'Assemblée nationale ; il sera certainement voté également par le Sénat car nous ferons preuve de la même audace intellectuelle, de la même lucidité, du même courage que les législateurs de 1914 et de 1926, ce qui sera à l'honneur de notre assemblée.

Mais permettez-moi une incidente. La fraude la plus redoutable n'est peut-être pas celle qui porte sur les revenus ; c'est celle qui porte sur la T. V. A., dont les taux sont excessifs. Lorsqu'il s'agissait de la taxe locale, on n'avait guère propension à tricher parce que les sanctions étaient graves et que, pour 2,75 p. 100, on pouvait « laisser filer », pardonnez-moi

cette expression, monsieur le secrétaire d'Etat. Mais, s'agissant d'un taux de 33 p. 100, on peut avoir intérêt à tricher. La grande erreur de la T. V. A., c'est d'avoir rendu collecteurs d'impôts des commerçants, c'est-à-dire des personnes qui sont en aval tout au long de la chaîne. La tentation à ce niveau est forte et je crois, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous aurez beaucoup de difficulté pour frapper ceux qui entendent frauder en matière de T. V. A.

J'en arrive à ma dernière observation. Dans votre projet de loi de finances nous ne trouvons pas — M. le rapporteur général, mon ami M. Pellenc, l'a souligné — l'amorce d'une véritable réforme des finances locales. Je ne reprendrai pas ce qu'il a dit excellemment.

A la vérité, monsieur le secrétaire d'Etat, je reconnais que vous avez fait un effort. Vous avez entrepris la révision des bases d'imposition des propriétés bâties. C'est d'un véritable rajeunissement dont il s'agit. La répartition sera maintenant mieux faite entre les différents contribuables : les propriétaires, les patentables et ceux qui supportent la contribution mobilière. Mais cette répartition ne sera équitable ou moins inéquitable qu'au sein de certaines catégories de contribuables. Ce qui est essentiel, au contraire, c'est qu'elle soit équitable entre les diverses catégories sociales.

Nous ne trouvons pas dans votre projet de loi, je le répète, l'amorce d'une véritable réforme des finances locales et c'est pourquoi nous manifestons encore une certaine crispation. Vous nous invitez à réduire la patente de 12 et 15 p. 100 en 1971 et 1972. Si nous réduisons la patente pour une masse constante et des besoins normaux, il faudra majorer certains autres impôts, notamment la contribution foncière et la contribution mobilière. De la sorte, nous déplacerons la charge sans en tirer de très grands avantages.

J'en arrive à ma conclusion. Nous souhaitons, vous l'avez sans doute très nettement compris, une large diffusion des documents indispensables afin que nous puissions, nous aussi, appréhender cette matière difficile qu'est la réforme fiscale. Nous souhaitons également que s'instaure rapidement un véritable débat sur l'impôt sur le revenu, les impôts indirects, la T. V. A. Ainsi que l'a indiqué excellemment votre collègue M. Valéry Giscard d'Estaing, il faut situer le problème financier dans son environnement, dans son contexte.

Puisque nous voulons avancer davantage dans la construction de l'Europe, nous ne pouvons pas prendre de décision unilatérale. Il faut absolument que le problème de la fiscalité française soit pensé à l'échelle communautaire. Si M. Giscard d'Estaing était encore ici présent — sans doute pourriez-vous répondre à sa place, monsieur le secrétaire d'Etat — je lui demanderais ce qu'il pense du rapport Werner. J'ai entendu tout à l'heure à la radio une simple déclaration qui était peut-être l'amorce d'une discussion possible, l'éventualité d'une coordination des politiques communautaires. Il ne faut pas toujours fermer les portes sous prétexte d'un nationalisme exacerbé. Il faut comprendre que la France ne peut pas être suspendue dans le vide face à l'Europe, qu'elle est nécessairement adossée à des partenaires, et que la politique communautaire, dont notre budget n'est qu'un des instruments, doit être forcément concertée, coordonnée.

Je souhaite qu'au cours de ce grand débat vous arriviez à mieux comprendre qu'il n'est plus possible que les impôts de consommation, que les taxations indirectes, atteignent 60 p. 100 des ressources fiscales de l'Etat alors que les impôts directs en représentent moins de 40 p. 100. Il ne pourra pas y avoir de justice fiscale tant que les impôts indirects seront aussi lourds.

Pour le groupe de la gauche démocratique, il ne saurait y avoir de progrès économique et social que dans la mesure où l'impôt joue son rôle essentiel, celui d'un instrument de redistribution des revenus.

C'est au bénéfice de ces observations, monsieur le secrétaire d'Etat, que je souhaite votre réponse. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Duclos.

M. Jacques Duclos. Monsieur le président, messieurs les ministres, mes chers collègues, la discussion du projet de loi de finances soumis à notre approbation a fourni l'occasion au Gouvernement, tout au long des débats qui se sont déroulés à l'Assemblée nationale, de faire étalage d'une autosatisfaction que la situation ne justifie peut-être pas.

Déjà, en guise de prélude à la discussion budgétaire, M. le Premier ministre avait sollicité de l'Assemblée nationale un vote d'approbation qui ne comportait pour lui aucun risque et qui devait lui permettre de recouvrir d'un voile de lyrisme lamartinien la grisaille de sa politique. (*Sourires.*)

Beaucoup de promesses qui faisaient penser au vieil auteur grec disant : « Ce n'est pas des mots qu'il faut au marché, c'est de la monnaie », très peu de précisions sur le contenu de

ces promesses, une assurance de durée résultant visiblement de la victoire de Bordeaux, tel apparut M. Chaban-Delmas à nos collègues de l'Assemblée nationale devant qui il semblait chanter le grand air de la séduction.

M. Valéry Giscard d'Estaing, dont je regrette le départ, est, semble-t-il, moins doué pour jouer les séducteurs et quels que soient ses efforts, aussi bien sur le plan vestimentaire que dans le domaine de l'accordéon (*Rires*), il peut difficilement se départir du genre sérieux. D'ailleurs, c'est le genre qui convient à un ministre dont la fonction est de beaucoup demander aux unes, moins aux autres, et de beaucoup refuser à ceux à qui il demande beaucoup.

C'est avec un certain accent de triomphalisme que M. le ministre des finances a déclaré : « Le redressement, c'est fini, nous sommes entrés dans une ère nouvelle de la vie économique de la France. » C'est avec le même accent, quoique sur un ton plus modéré, qu'il a parlé à cette tribune.

Et pour témoigner du sérieux de son propos, il a annoncé à l'Assemblée nationale une réduction du taux de l'escompte par la Banque de France mais je regrette, pour ma part, qu'il n'ait pas annoncé une réduction du taux d'intérêt des sommes prêtées par la caisse des dépôts et consignations qui est, ou plus exactement qui devrait être, la banque des communes, lesquelles subissent la dure loi de l'usure en matière d'emprunts. (*Applaudissements sur les travées communistes et socialistes.*)

Cependant, M. le ministre des finances a été amené à souligner trois points faibles de notre économie nationale, à savoir : la faiblesse de son taux de croissance inférieur aux prévisions, la tendance à une hausse des prix dépassant les prévisions — et oui, c'est comme cela — et l'aggravation de la crise de l'emploi.

On parle — M. le rapporteur général en a fait état — de 450.000 chômeurs. Est-ce là le chiffre exact ? Je n'en sais rien. Pour ma part, je pense qu'il est inférieur à la réalité car de nombreux jeunes ne sont pas considérés comme chômeurs alors que, cependant, ils connaissent le chômage avant même d'être entrés dans le circuit de la production. Il ne faut donc pas voir les statistiques uniquement sous un jour qui embellit la situation ; il faut voir les choses telles qu'elles sont. Voyons d'abord quelles ont été les conséquences de ce fameux plan de redressement qui a cessé d'être indispensable. Ce plan a été fondé en substance sur une réduction sensible de la consommation des ménages, sur l'incitation à l'épargne et sur une politique de l'exportation favorisant plus particulièrement les grands groupes financiers et industriels qui prennent de plus en plus une allure multinationale ou plus exactement cosmopolite. D'ailleurs, les affaires ont été bonnes pour les grandes sociétés capitalistes. Leurs profits ont été plus élevés que jamais, tandis que la concentration de l'activité économique aux mains des grands groupes financiers et industriels ne cessait de progresser. C'est ainsi qu'en quelques mois Pont-à-Mousson, Saint-Gobain, Thomson-Brandt-C. G. E.-Alsthom, Rhône-Poulenc et Pechiney-Ugine, ont formé quatre groupes géants à vocation internationale, qui réalisent chacun plus de dix milliards de francs de chiffre d'affaires.

Ces concentrations se traduisent par des suppressions d'emplois et les grands capitalistes qui les effectuent ne se soucient nullement du sort des travailleurs qu'ils vont jeter à la rue.

Le salarié, qu'il soit ouvrier, ingénieur, cadre ou technicien, est considéré par ces messieurs comme un objet dont on se débarrasse quand on n'en a plus besoin.

Ici, se situe la différence fondamentale entre les capitalistes monopolistes, qui ne tiennent aucun compte de l'homme, et nous qui comprenons, certes, les exigences du progrès des sciences et des techniques en matière de regroupement des moyens de production, mais qui n'admettons pas qu'on ne pense pas d'abord au recyclage des hommes, à leur emploi, car le sort de l'homme doit passer avant le taux du profit capitaliste. (*Très bien ! sur les travées communistes.*)

C'est avec le souci d'obtenir des résultats rapides que le Gouvernement pousse à la concentration capitaliste pour essayer de bien se placer du point de vue de la concurrence internationale et de combler, dans le domaine de l'industrialisation, certains retards de la France par rapport à d'autres pays voisins.

Quand on pense à la politique poursuivie pendant des décennies par les capitalistes français qui, au lieu de consacrer des fonds à l'équipement du pays, se livraient à des placements usuraires à l'étranger et dépensaient des sommes folles dans des aventures colonialistes qui enrichissaient une caste de profiteurs en même temps qu'elles coûtaient fort cher à la nation, il y a de quoi dresser un acte d'accusation implacable contre les responsables d'une telle politique.

Maintenant, ces mêmes hommes ou leurs successeurs veulent rançonner les Français en ramenant la France, avec leurs péages généralisés à la Chalandon, à une sorte de résurgence du sys-

tème féodal, les banques remplaçant en quelque sorte les châteaux seigneuriaux du passé.

La politique faite en faveur des hommes du grand capital aide à comprendre le satisfecit qu'ils décernent à M. le ministre des finances en particulier et au Gouvernement en général, et il faut bien convenir que la confiance de ces messieurs n'est pas mal placée. Mais on ne peut mériter la confiance de ceux que l'on favorise et de ceux qui font les frais de ces faveurs.

On note cependant avec une pointe d'inquiétude, dans les milieux du grand capital, que la politique économique du Gouvernement est fondée sur une sorte de pari. On se demande si, au cas où la situation des principaux partenaires commerciaux étrangers de la France viendrait à se détériorer, la politique d'exportation, qui est l'une des pièces maîtresses de l'action économique gouvernementale, ne serait pas amenée à subir de fâcheux contrecoups.

Quant aux salariés, qui forment l'immense majorité de la population, ils n'ont aucune raison de partager la satisfaction gouvernementale puisque le plan de redressement a abouti pour eux à la hausse des prix et à un nouveau développement du chômage.

Pour ce qui est des incertitudes de l'économie internationale, les salariés savent que si les craintes exprimées çà et là à ce sujet venaient à se révéler justifiées, les grandes sociétés capitalistes s'arrangeraient pour leur en faire supporter les conséquences. Sans même attendre la venue de nouvelles difficultés, d'aucuns, dans les rangs de la grande bourgeoisie, souhaitent que soient réalisées certaines adaptations de la politique économique pour aller dans ce sens.

Dans cette perspective le Gouvernement a le souci apparemment contradictoire, mais au fond parfaitement compréhensible, de manier à la fois le bâton et la carotte : le bâton, en se donnant des moyens de répression qui coûtent fort cher aux contribuables et qui sont dangereux pour l'avenir des libertés publiques ; la carotte, pour se livrer à une démagogie qui, à défaut de changer les choses, ne craint pas de faire preuve d'une certaine audace dans l'emploi de formules comme celle de « révolution tranquille ». Il y a la mer de la Tranquillité sur la lune, nous avons maintenant la révolution tranquille de M. Chaban-Delmas. (*Sourires.*)

C'est dans ce contexte que prend place le budget de 1971 accompagné de certaines mesures qui ne sont pas étrangères à la proximité des élections municipales. De cela témoigne notamment la présentation au conseil des ministres, qui l'a adopté, d'un projet de loi qui substitue le contrôle *a posteriori* des budgets communaux au contrôle *a priori*. Mais cela ne règle rien en ce qui concerne les ressources des communes dont je me propose de parler dans quelques instants.

Cependant, avant d'examiner l'aspect fiscal de la loi de finances adoptée par la majorité de l'Assemblée nationale, je voudrais rappeler quelques-unes des propositions faites par les communistes et repoussées par la majorité gouvernementale.

Le Gouvernement et sa majorité ont refusé d'instituer, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, un abattement à la base égal pour chaque part du quotient familial à 6.000 francs. Cet abattement, que nous considérons comme foncièrement équitable, devrait, pensons-nous, correspondre dans l'immédiat à 6.000 francs par part et finalement au montant du S. M. I. C.

La proposition tendant à élargir les tranches des barèmes, y compris pour les cadres, a été également repoussée, ce qui montre bien qu'on veut continuer à pressurer la masse des salariés qui constituent l'immense majorité des assujettis à l'impôt sur le revenu. Mais pendant ce temps, les grandes sociétés capitalistes bénéficient d'avantages fiscaux qui sont, en définitive, payés par la masse des petits et moyens contribuables.

Les salariés sont des contribuables intégraux, pour qui la fraude fiscale est impossible, ce qui n'est pas le cas pour d'autres catégories de contribuables.

Mais il n'empêche que le Gouvernement et sa majorité ont refusé de porter de 10 à 15 p. 100 la déduction pour frais professionnels des salariés pour le calcul du revenu imposable.

Le même refus a été opposé à une demande analogue en faveur des retraités qui, en dépit du caractère modeste de leurs ressources, n'échappent pas à l'impôt sur le revenu. Puissent-ils ne pas oublier la dureté de cœur dont le Gouvernement et la majorité ont fait preuve en l'occurrence !

La générosité du Gouvernement et de sa majorité étant à sens unique, ils ont aussi refusé de porter de 20 p. 100 à 30 p. 100 la déduction spéciale des salariés et des pensionnés pour la détermination du revenu imposable.

Ils ont de même refusé la déduction des frais de garde des enfants pour les femmes qui travaillent, ce qui vous ne vous empêchera pas, monsieur le ministre, de vous présenter en défenseur et en protecteur de la famille.

Quant à la T. V. A., ce fameux impôt générateur de vie chère, le Gouvernement et sa majorité ont refusé de la supprimer pour les produits de première nécessité.

Ils ont également refusé de réduire les taux appliqués aux produits de grande consommation.

Enfin, vous vous êtes opposé au remboursement aux collectivités locales des dépenses de T. V. A. inhérentes aux travaux qu'elles vont effectuer. Ainsi, bien souvent, ce que les communes vous paient au titre de la T. V. A. dépasse le montant des subventions que vous leur accordez. (*Applaudissements sur les travées communistes ainsi que sur plusieurs autres travées.*)

C'est sur ce point que devant le Sénat, qualifié autrefois par Gambetta de « Grand Conseil des communes de France », je vais donner quelques explications.

J'ai en main la copie d'une lettre adressée par M. le ministre de l'intérieur à son collègue des finances et sa lecture est significative du point de vue des projets du Gouvernement.

Je sais que M. Marcellin s'est plaint de l'usage public qui a été fait de cette lettre ; dont il se demande comment elle a pu se trouver en d'autres mains que les siennes et celles de son destinataire. Il n'a qu'à mieux faire attention à ses documents ! (*Sourires.*) En tout cas, ce qu'il a dit à l'Assemblée nationale ne nous empêchera pas d'utiliser cette lettre.

Ce qui ennuie M. le ministre de l'intérieur, c'est de voir que ses cachoteries sont dévoilées, et quand il laisse entendre qu'il n'y aurait pas accord entre le ministre de l'intérieur et celui des finances sur les chiffres qui y sont cités on est tenté de dire, d'autant que M. le ministre des finances est un musicien : « Messieurs, accordez vos violons, ou vos accordéons », comme vous voudrez. (*Nouveaux sourires.*)

Tout d'abord, il convient de souligner qu'en matière de transfert de nouvelles charges aux collectivités locales il est précisé dans cette lettre que le Gouvernement veut imposer aux départements la charge de 57.000 kilomètres de routes nationales secondaires. Ce transfert s'effectuera dans la proportion de 2.500 kilomètres en 1971, 6.000 kilomètres en 1972, 10.000 kilomètres en 1973, 14.000 kilomètres en 1974, 18.500 kilomètres en 1975 et 6.000 kilomètres en 1976. Le total représente 70 p. 100 du réseau national.

Pour faire face à ces nouvelles dépenses, qui seront importantes puisque l'on prévoit 100.000 francs en moyenne par kilomètre pour la remise en état et 1.800 francs par kilomètre pour l'entretien, le Gouvernement prévoit ce qu'il appelle l'abondement du versement représentatif de la taxe sur les salaires, étalé sur cinq ans.

Mais M. le ministre de l'intérieur précise qu'à partir de 1976 les frais de remise en état du réseau routier transférés ayant été couverts, la partie du produit de l'abondement du versement représentatif de la taxe sur les salaires qui y était consacrée deviendra disponible, ce qui signifie que ces routes seront alors entièrement à la charge des départements, et pour faire face à ces dépenses ils devront augmenter les impôts, mais le véritable responsable de cette situation ne sera autre que le Gouvernement. Il y a une dose incontestable de cynisme dans un tel comportement.

Puis, explicitant sa pensée, le ministre de l'intérieur fait des aveux qu'il n'est pas inutile de noter. M. Marcellin reconnaît que « la balance des ajustements pour les cinq prochaines années reste déséquilibrée au détriment des collectivités locales si l'on prend en considération, comme cela ne paraît pas pouvoir être évité, la dégradation de la situation financière de ces collectivités dans la mesure où elle résulte de divers éléments incontestables.

« Il s'agit particulièrement de la réduction en valeur relative du taux de participation de l'Etat à certaines dépenses d'équipement ou de fonctionnement en matière scolaire et d'aménagement urbain et de l'augmentation des fonds de concours réclamés à ces collectivités par l'Etat et versés par celles-ci ».

Reconnaissant ensuite que ses propositions sont en retard par rapport aux demandes des élus locaux, le ministre de l'intérieur ajoute que ces propositions lui paraissent susceptibles cependant d'être bien accueillies par ces mêmes élus locaux et « de nature à améliorer la situation des membres de la majorité dans la perspective des prochaines élections municipales. » (*Rires à l'extrême gauche et à gauche.*)

Voilà qui est clair : il s'agit beaucoup moins d'aider les communes que d'essayer d'empaumer les électeurs.

Le ministre de l'intérieur reconnaît également, dans sa lettre qui n'était évidemment pas destinée à la publication, qu'en matière de constructions scolaires du premier degré le maintien des montants forfaitaires des subventions d'Etat au niveau de 1963 fait que les communes supportent, en 1970, 45 p. 100 du coût de ces constructions contre 23 p. 100 en moyenne en 1964.

A ce sujet, je veux citer quelques exemples pris dans une commune du département que j'ai l'honneur de représenter, Aubervilliers, pour montrer que les chiffres indiqués par M. le ministre sont au-dessous de la réalité. En effet, si pour la construction de l'école Joliot-Curie, en 1960, la part des

dépenses de la commune fut de 51,70 p. 100, elle fut, en 1963, de 52,70 p. 100 pour l'école Robespierre et, écoutez bien, elle fut de 71 p. 100, en 1967, pour l'école Jules-Vallès, tandis que pour les écoles Victor-Hugo et Firmin-Gémier, construites en 1969, cette part communale fut de 74 p. 100.

Un tel état de choses souligne la carence du Gouvernement qui fait supporter aux communes des charges qu'il devrait assumer lui-même.

Il en est de même en ce qui concerne les transports scolaires qui devraient être gratuits et assurés par le Gouvernement en application du principe de la gratuité de l'enseignement. Or, comme M. Marcellin l'avoue dans sa lettre, la subvention est tombée de 65 p. 100 à 54 p. 100, après quoi il ajoute : « l'augmentation moyenne de la dépense pour les années à venir sera encore élevée — plus 18 p. 100 au minimum — et à supposer que l'aide de l'Etat puisse suivre le même pourcentage d'augmentation, très supérieur à celui des années 1968 à 1970, la charge supplémentaire pour les collectivités locales augmentera sensiblement d'année en année ».

Tels sont les faits. De tout cela, M. le ministre de l'économie et des finances n'a pas dit un mot et pourtant, ce sont là des éléments qui font partie de la vie quotidienne des Français. Par conséquent, il ne s'agit pas de venir nous parler de l'équilibre du budget alors qu'on fait supporter aux collectivités locales des charges qui devraient l'être par l'Etat lui-même. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Un autre aveu de taille...

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances. Monsieur Duclos, voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. Jacques Duclos. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat avec l'autorisation de l'orateur.

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Je croyais que vous en aviez terminé avec la lettre de M. Marcellin. Mais j'attendrai.

M. Jacques Duclos. Je la cite abondamment. Elle est trop précieuse, vous le reconnaîtrez. (*Sourires sur de nombreuses travées.*)

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Je voulais indiquer simplement, monsieur Duclos, que j'ai écouté avec intérêt tout ce que vous avez dit avec beaucoup de talent et avec esprit, mais que je trouve pour ma part assez douteux de bâtir toute une argumentation en se fondant uniquement sur une lettre de caractère privé, dont j'ignore comment elle est arrivée à votre connaissance, mais qui, de toute façon, ne me paraissait pas destinée à être publiée.

Effectivement, tous les jours, de la correspondance est échangée entre les ministères sur tous les sujets. Chacun expose les différents éléments d'un dossier qui évolue au fur et à mesure que réunions interministérielles et les arbitrages se succèdent.

M. Jacques Duclos. Je comprends bien.

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Par conséquent, vous citez un moment de la réflexion qui ne correspond peut être pas à une réalité.

J'ajoute que, de toute façon, les chiffres que vous avez cités sont contestés par l'auteur même de la lettre et par le ministre de l'économie et des finances, car des travaux plus approfondis prouvent abondamment, comme l'a dit M. Marcellin, que ces éléments ne sont qu'un simple moment de la procédure.

Vous savez parfaitement que le problème du transfert et de la répartition des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales est extrêmement important et beaucoup plus complexe qu'il n'apparaît en entendant votre pladoyer. Une commission, présidée par un parlementaire, travaille avec beaucoup de sérieux dans ce domaine particulièrement complexe, qui mérite une autre appréciation que l'ironie dont vous faites preuve, à partir de ce que je considère comme une indélicatesse. (*Exclamations sur les travées communistes.*)

M. Jacques Duclos. Comment « une indélicatesse » ?

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Il ne me viendrait pas à l'idée, si par extraordinaire j'avais entre les mains une lettre qui vous serait destinée, de fonder publiquement une argumentation sur celle-ci. Utiliser un document de cet ordre, de surcroît en l'interprétant, c'est un procédé qui ne devrait pas avoir cours dans une Assemblée comme la vôtre.

M. Jacques Henriët. Très bien !

M. Léon David. Le docteur Henriët est seul à vous approuver !

M. Jacques Duclos. Monsieur le secrétaire d'Etat, cette lettre nous intéresse tous et ce n'est nullement une lettre privée ! Ah ! s'il s'agissait d'une correspondance privée entre le ministre de l'intérieur et le ministre des finances, je me garderais bien de mettre le nez dans vos histoires, mais il s'agit d'un problème qui intéresse tous les Français. Ce que je veux montrer, c'est la différence et la contradiction entre les raisonnements des ministres quand ils sont entre eux et leur bla bla devant le public. (*Très bien ! sur les travées communistes.*)

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Vous êtes un expert en la matière !

M. Jacques Duclos. Je comprends très bien que ce pauvre Marcellin ne soit pas satisfait car il a dû se faire enguirlander par son collègue des finances et par le Premier ministre, mais cela n'est pas mon affaire !

Ce que je tiens à mettre en lumière ici, ce sont les intentions des ministres, car je suis convaincu que, dans la mesure où je les dénonce, il leur sera plus difficile de les réaliser demain !

M. Jean Nayrou. M. Chalandon, lui aussi, a fait des déclarations publiques au sujet des routes nationales !

M. Jacques Duclos. C'est partout pareil ! Ces messieurs font leurs coups en douce et, quand on leur met le nez dans leurs petites histoires, ils ne sont pas contents ! Ce n'est pas ma faute, c'est la vôtre !

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Ce débat s'élève de plus en plus !

M. Jacques Duclos. En tout cas M. Marcellin fait un autre aveu de taille dans cette fameuse lettre à M. Giscard d'Estaing dont on n'a pas fini de parler.

« En matière de collèges de premier cycle du second degré, écrit-il, alors que l'Etat devait nationaliser progressivement les établissements existants, et en tout cas dans les deux années de leur construction ceux nouvellement bâtis, le rythme de ces nationalisations est très lent et ne correspond même pas chaque année à celui des créations nouvelles. Or, je rappelle que mon prédécesseur n'avait en 1962 donné son accord à la réforme du second degré qu'à la condition que les établissements en cause seraient nationalisés. Des assurances formelles lui avaient été prodiguées en la matière par le ministre de l'éducation nationale. Au rythme moyen de cent nationalisations par an » — voilà, nous sommes informés sur vos projets ! — « en 1975, il resterait encore 2.500 établissements à nationaliser, d'où des dépenses supplémentaires importantes pour les communes. »

A propos des rénovations urbaines, le ministre de l'intérieur constate que le partage du déficit foncier entre l'Etat et les collectivités locales, qui est pratiqué depuis 1968, accroît les charges des collectivités locales.

De l'aveu même de M. Marcellin, il résulte donc que, du fait du maintien des subventions de l'Etat au niveau de 1963 en matière de constructions scolaires, les communes supportent en 1970 environ 45 p. 100 du coût des constructions scolaires, contre 23 p. 100 environ en 1964, première année d'application du décret du 31 décembre 1963, soit une charge supplémentaire de 159 millions de francs. Pour 1971, la charge supplémentaire à ce titre pour les communes s'élèvera à 176 millions de francs.

Sans doute pour donner l'impression de compenser le surcroît de charges qu'il veut imposer aux communes, le Gouvernement envisage-t-il dans cette fameuse lettre de prendre à sa charge certaines dépenses d'aide sociale, mais la balance des comptes sera défavorable aux collectivités locales.

C'est pourquoi une nouvelle répartition des charges et des ressources s'impose. De plus, si une réforme démocratique de la fiscalité d'Etat est indispensable en vue de la rendre plus équitable, il est également nécessaire de procéder à une réforme démocratique des finances communales.

Dans cet esprit, nous avons déposé une proposition de loi tendant à une plus juste répartition des charges et des ressources entre l'Etat, les départements, les communes et éventuellement les régions, ainsi qu'à une réforme démocratique des finances locales. A notre sens, pour ne citer qu'un exemple, puisque le personnel enseignant est un personnel d'Etat, les indemnités de logement qui lui sont servies devraient faire l'objet d'un remboursement intégral aux communes de la part de l'Etat.

En ce qui concerne les moyens financiers des communes, nous proposons la création d'une caisse autonome de prêt et d'équipement qui serait gérée par une majorité de maires élus par leurs collègues et alimentée, notamment, par une dotation inscrite au budget de l'Etat, les fonds disponibles de trésorerie appartenant aux départements et aux communes et qui représentent des sommes très importantes, une partie des disponi-

bilités des caisses d'épargne et, éventuellement, le produit d'emprunts.

Du point de vue fiscal, des impôts et des taxes à caractère soit progressif, soit facultatif devraient être mis à la disposition des collectivités locales, les élus pouvant choisir ceux qui leur paraissent le mieux adaptés aux conditions locales.

Afin de corriger les inégalités actuelles de la contribution mobilière, il faut la remplacer par un autre impôt tenant compte des ressources des assujettis.

La patente, qui est un impôt injuste, doit être remplacée par une taxe basée sur le chiffre d'affaires et les bénéfices réels des intéressés.

Enfin, les dépenses de T. V. A. supportées par les communes pour leurs travaux d'équipement et d'entretien doivent être remboursées par l'Etat, et ce problème est d'autant plus important qu'en matière de construction et d'équipements publics la T. V. A. est souvent plus élevée que la subvention elle-même.

Au sujet de la péréquation nationale, en raison de la grande diversité des communes et de l'extrême pauvreté de beaucoup d'entre elles, indépendamment de regroupements éventuels, un système de péréquation nationale est indispensable, afin d'assurer des ressources suffisantes aux communes les plus déshéritées.

Le fonds de péréquation devrait être alimenté par un prélèvement sur le produit de l'impôt sur les sociétés et, tant qu'elle existe, sur le produit de la T. V. A.

Enfin, monsieur le ministre, permettez-moi de vous dire que nous allons, au cours de la discussion des articles de la loi de finances, reprendre ici les propositions qui ont été repoussées par votre majorité à l'Assemblée nationale, d'autant que vous êtes en train de déséquilibrer le budget de beaucoup de familles françaises.

La hausse des prix, qui s'était tassée en août, a repris en octobre et s'est élevée à 0,4 p. 100. La montée va se poursuivre, puisque, aussi bien, depuis le début du mois, le prix du pain a été augmenté, ainsi que le prix de l'essence, celui du fuel domestique et celui du fuel lourd industriel. Et, en guise de cadeau de nouvel an, M. Galley nous a annoncé le relèvement des tarifs postaux.

Votre « nouvelle société » apparaît sous son véritable jour, douce aux favorisés de la fortune, dure aux travailleurs et aux pauvres gens, à la majorité de ceux qui subissent l'exploitation d'une minorité d'exploiteurs.

C'est la population laborieuse qui fait les frais de votre politique, comme en témoigne votre budget pour 1971, avec l'aggravation de la fiscalité pour les masses laborieuses, la réduction du volume des dépenses sociales et d'équipement, avec l'alourdissement des charges des collectivités locales. Et il faut bien le dire, malgré les résultats découlants des luttes des travailleurs, le manque à gagner des salariés est important. Les femmes, les jeunes, les salariés les moins qualifiés sont victimes d'inadmissibles disparités salariales. C'est ainsi que, sur trois salariés payés au S. M. I. G., il y a deux femmes, que 70 p. 100 des femmes salariées ne gagnent pas 1.000 francs par mois et que nombre d'entre elles ont un salaire mensuel de 650 francs.

Le mois dernier, lors de l'émission « A Armes égales », que j'ai eu l'honneur d'inaugurer au début de l'année face à M. Michel Debré, le secrétaire général de la C. G. T., M. Georges Séguy, demandait à M. Ceyrac, vice-président du C. N. P. F., s'il était prêt à signer un accord en application duquel il n'y aurait pas de salaire inférieur à 1.000 francs par mois, mais il n'y a pas eu de réponse à cette proposition concrète, et vous-même, monsieur le secrétaire d'Etat, vous êtes sourd lorsqu'il s'agit d'entendre des revendications de cette nature, qui sont cependant justifiées.

Pourtant, la condition ouvrière risque de connaître de nouvelles aggravations. Le VI^e Plan prévoit, en effet, environ 170.000 licenciements dans le textile, 135.000 dans l'habillement et environ 25.000 dans les P. T. T., conséquence de l'automatisation du téléphone. Ces licenciements vont frapper les femmes, mais les hommes ne seront pas épargnés pour autant.

Dans une telle conjoncture, votre activité tend, à l'étape actuelle de la politique du capitalisme monopoliste d'Etat, à écarter les obstacles que rencontrent les grands monopoles dans leur course au profit, en raison même du mécontentement profond que suscite votre politique réactionnaire.

Pour écarter ces obstacles, vous manœuvrez sur trois fronts, et je m'explique

Vous employez des mesures d'intimidation et de répression dans les entreprises avec votre C. F. T., avec votre loi anticasseur et avec des condamnations qui prennent une allure provocatrice, et d'un !

Vous essayez d'intégrer les travailleurs dans votre système et de leur faire admettre les objectifs du grand capital, ce qui

explique vos campagnes sur la « nouvelle société », les « contrats de progrès » et la « concertation », et de deux !

Vous essayez d'intégrer l'opposition non-communiste à votre majorité, ce qui explique « l'élargissement de l'ouverture » dont parle M. le Premier ministre, ce qui a abouti à des ralliements que chacun connaît ; d'autre part, M. J.-J. S.-S. s'efforce d'associer la gauche non-communiste à la stratégie du grand capital en s'employant à mettre sur pied une solution de rechange au service des mêmes intérêts au cas où la situation deviendrait trop tendue, et de trois !

En présence d'une telle situation, nous nous efforçons de rassembler pour une lutte commune les différentes catégories de victimes de votre politique.

Et le sol sur lequel vous évoluez, vous M. le secrétaire d'Etat, ainsi que l'ensemble du Gouvernement et les hommes des monopoles, n'est pas aussi sûr que vous voudriez le faire croire !

La possibilité de secousses est toujours présente à votre esprit car, comme aurait dit « qui vous savez », cela est dans la nature des choses !

C'est pourquoi nous sommes plus que jamais convaincus de la valeur de notre programme de démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme. Il est fondé sur la nationalisation des secteurs-clés de l'économie nationale, sur l'établissement d'un plan démocratique d'équipement tendant à harmoniser l'économie et l'élévation progressive du niveau de vie des masses laborieuses, sur la mise en œuvre d'un régime de démocratie fondé sur la participation effective de la population à la gestion des affaires du pays tant à l'échelon local que départemental, régional et national.

Et nous pensons que ces solutions finiront par s'imposer au peuple de France comme l'unique moyen de mettre un terme à la malfeasance de votre politique.

Aussi, pour aller dans cette voie, entendons-nous nous associer à l'ensemble des démocrates qui veulent ouvrir toutes grandes devant notre pays les portes de l'avenir. (*Applaudissements sur les travées communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Armengaud.

M. André Armengaud. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, si je ne considère que le plan technique, le budget qui nous est présenté est correct, bien établi. L'équilibre est réalisé. Les grands secteurs, tant sociaux qu'économiques, se voient pourvus de dotations supplémentaires et *a priori* il s'agirait d'un succès dont il serait agréable de se satisfaire. D'où un certain nombre d'expressions de bon aloi que l'on lit au fur et à mesure des débats à l'Assemblée nationale. « Budget neutre d'accompagnement », dit M. Philippe Rivain ; « Budget illustrant la volonté du Premier ministre, de construire une société plus juste à l'égard des moins favorisés », c'est l'expression de M. Taittinger ; « Budget réaliste faute d'être un budget nommé désir », dit M. Giscard d'Estaing ; « Budget autrui du Gouvernement que du Parlement », dit encore M. Giscard d'Estaing, en demandant au Parlement de voter son budget et de manifester ainsi son pouvoir politique.

Ce bon aloi est sympathique dans la forme, mais inadapté à la situation de la France telle que je la vois. En effet, on ne voit pas s'amorcer la solution de certains problèmes sérieux en suspens. La loi de finances n'a pas un caractère incitatif suffisant alors que la France est devant des choix et qu'il lui en faut faire consciemment, de bon gré, ce qui présuppose qu'elle y soit disposée, encouragée, pour être dans la course à l'échelle au moins du Marché commun.

Parmi ces problèmes, je citerai, sans m'y attarder, le pouvoir et le respect de la loi, le laxisme à l'égard de l'inflation et des prix, la structure bien insuffisante de notre commerce extérieur et de notre tissu industriel, la mauvaise orientation de l'épargne, qui se défie de l'investissement à long terme, utile à la Nation, et les difficultés qui en résultent pour l'industrialisation, la structure et les modalités de la fiscalité.

En outre, les propos du Gouvernement me paraissent un peu excessifs. D'abord sur le plan économique. M. Giscard d'Estaing l'a dit à la tribune de l'Assemblée nationale et il l'a répété sous une forme un peu différente devant nous : « Le redressement, c'est fini ! » Cela me paraît optimiste ; à mon sens, il est à peine commencé et il est déjà menacé par la hausse des prix et les risques d'importations accrues du fait du desserrement du crédit et de la relance. L'emploi s'étiolle même dans les jeunes générations. La structure du financement des entreprises pour leurs investissements et leur expansion demeure médiocre et la formation professionnelle reste inadaptée aux besoins de l'économie. Nous avons tous, monsieur le secrétaire d'Etat, de grands efforts à faire, vous, Gouvernement, nous, Parlement, les syndicats, les professionnels, pour vaincre la pesanteur de mauvaises habitudes. Votre redressement financier, le retour aux équilibres intérieur et extérieur constituent une plate-forme de départ heureuse, je le constate, mais il faut savoir nous en servir.

Enfin, M. Giscard d'Estaing s'est montré peu optimiste sur le plan du pouvoir politique. Il a dit aux députés : « C'est vous qui avez le pouvoir, manifestez-le en votant intelligemment mon budget. » La question est de savoir où est le pouvoir. Comme l'a dit M. Giscard d'Estaing, le pouvoir est là où les décisions sont prises. Où sont prises les décisions ? Elles sont prises par le citoyen indifférent à la loi quand il s'agit de son bon plaisir ou par les syndicats qui veulent parfois ignorer les lois de l'économie, le lien entre rémunération et services effectivement rendus. Elles le sont par les lobbies qui bloquent les projets : on le voit en matière d'urbanisation, de prix des sols, de lutte contre les pollutions de l'eau et de l'air. C'est au besoin par la rue, témoin mai 1968. C'est souvent par l'administration, la haute, qui fait plaider ses dossiers par les ministres. C'est enfin à l'échelon le plus élevé de l'Etat. C'est en fait partout qu'on trouve le pouvoir, sauf au Parlement alors que c'est du Parlement que doit émaner la volonté populaire après discussion sérieuse avec le Gouvernement chargé de faire des propositions. Malheureusement, nous le constatons, les assemblées sont depuis longtemps invitées à être essentiellement passives, à voter exactement ce qu'on leur demande alors que la nécessité, c'est le dialogue permanent et poursuivi sur les options fondamentales et les solutions assez longtemps pour que la réflexion réciproque produise ses effets jusque dans l'opinion.

Ce n'est pas, monsieur le secrétaire d'Etat, l'audition d'un ministre en commission, pendant deux heures, au cours de laquelle il est assailli de questions, souvent mineures et locales, qui permet de prendre position ou de se former une opinion solide sur les choix du VI^e Plan, la politique sélective ou non du crédit et les critères de la sélectivité, la structure fiscale, l'orientation de l'effort industriel, les orientations de la politique agricole. Vous savez, monsieur le secrétaire d'Etat, car nous en avons fait l'expérience tout récemment encore, que, lorsque certains d'entre nous se donnent du mal pour présenter au ministre avant l'audition en commission un questionnaire très sérieux où des questions fondamentales sont posées, le ministre n'a que quelques instants seulement pour répondre à ces questions qui ne sont qu'à peine effleurées, alors que l'essentiel devrait être discuté.

Ce n'est pas par de nouveaux textes législatifs se superposant à ceux que l'on n'applique pas — les exemples abondent en matière fiscale, en matière de circulation urbaine ou routière et en matière de pollution — que l'on améliore une situation. C'est par la volonté d'appliquer la loi républicaine sans défaillance, intelligemment et avec équité.

Malheureusement, votre loi de finances ne fait pas ressortir cette volonté, alors qu'elle me paraît fondamentale.

On a parlé aussi — c'est M. Taittinger qui l'a fait à l'Assemblée nationale — d'une société plus juste. Malheureusement, ce n'est pas le cas de la nôtre. Il n'y a pas de société plus juste où chacun accepte les mutations dues au progrès technique, accepte le changement, sans l'expansion qui accroît la masse de biens disponibles et facilite, de ce fait, les transferts vers les moins favorisés aussi bien de cette expansion que de la reconversion. Il n'y a pas de société plus juste si l'environnement est haïssable, si les nuisances, les difficultés de chaque jour rendent la vie désagréable à chacun, si le plaisir des uns aboutit à la frustration des autres.

L'expansion, ce n'est pas seulement une hausse moyenne honorable du produit national brut : c'est le sentiment que chaque déclin dans une activité, du fait de son vieillissement, est compensé bien au-delà par un emploi accru et mieux rémunéré dans les activités en croissance.

Répartir une demi-misère ou alléger de 5 p. 100 les charges fiscales des plus pauvres dont la rémunération ou les revenus stagnent et dont les dépenses quotidiennes croissent au-delà de 5 p. 100 dans l'année, ce n'est que maintenir une frustration sans espoir réel d'y remédier.

C'est malheureusement se donner bonne conscience, sans rien toucher aux errements de la société française, dont tous les mécanismes sont bloqués. Pourquoi sont-ils bloqués ? Parce que peut-être dans un monde en mutation accélérée, les modes de gestion de la nation comme de trop d'entreprises sont centenaires d'abord, centralisés à l'excès ensuite, au point de rendre impossibles la démultiplication des décisions et de personnalisation de celles-ci, parce que trop de réglementations ou de mécanismes, adaptés à l'époque de leur mise en place, ne le sont plus, maintenant que capitaux, hommes, marchandises sillonnent le monde bien au-delà des frontières, ou bien parce que, faute d'information sur les avantages des mutations réfléchies, chacun se replie sur lui-même et refuse tout changement.

Il n'y a pas de société juste si, faute d'orientation appropriée, une partie, même marginale, de la jeunesse est sans emploi et si les anciens perdent le leur faute de recyclage avant la retraite. L'effroyable lacune de l'enseignement technique, que toutes les statistiques des demandes et emplois relèvent, demeure, avec les errements du passé, hostile à l'égard de tout enseigne-

ment scientifique. Ce n'est pas non plus faire une société plus juste si le poids croissant du budget social conduit à la rendre insupportable et à en faire sauter les fondements. Sur ce point, malheureusement, il semble que des mesures éparées, pointillistes, ne sont pas suffisantes pour changer le climat sous lequel nous vivons.

Dernière observation : croyez-vous qu'une société soit juste si l'érosion monétaire est telle au cours de deux années consécutives que les revenus fixes subissent une amputation d'environ 6 p. 100 par an ? Depuis quelques années, le capital des personnes physiques ne disposant que de revenus fondés sur des obligations a diminué sensiblement en pouvoir d'achat. Il faut se rendre compte de l'injustice, et c'est là que l'inflation joue un rôle déterminant.

L'alourdissement du budget social ? Nous en avons parlé à l'occasion de l'examen des options du VI^e Plan et je n'insisterai pas outre mesure sur ce point, si ce n'est que pour dire qu'en 1969 déjà, sur un total de 135 milliards de francs, 24 milliards de francs provenaient de subventions de l'Etat et que parmi celles-ci on trouvait sept milliards d'aide de l'Etat aux régimes divers de sécurité sociale.

Si nous regardons les budgets de 1970 et de 1971, on trouve que les contributions traditionnelles de l'Etat continuent à progresser passant de 1.694 millions de francs en 1970 à 1.954 millions de francs en 1971 : 491 millions de francs pour l'établissement national des invalides de la marine, 1.165 millions de francs pour la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, 183 millions de francs pour la caisse autonome mutuelle des agents de chemins de fer secondaires, 115 millions de francs pour la caisse nationale militaire de la sécurité sociale. Si nous regardons l'évolution du budget social lui-même, nous constatons qu'il croît plus vite que le produit national brut, puisque, de 1959 à 1969, la production intérieure brute a augmenté en moyenne de 10,2 p. 100 chaque année, alors que les prestations de sécurité sociale ont augmenté en moyenne de 13,7 p. 100 annuellement. C'est pour cela qu'à l'occasion de l'examen des options du VI^e Plan, nous avons sérieusement attiré votre attention sur le fait que le déficit de l'ensemble des régimes de sécurité sociale pourrait atteindre en 1975 un poids insupportable si l'on n'arrivait pas à freiner la masse des dépenses. Malheureusement sur ce point on n'a pas encore vu s'amorcer, dans le budget de 1971, les différentes mesures nécessaires pour ce freinage. Les recommandations de la commission des finances ont été présentées à l'occasion de l'examen des options du VI^e Plan ; on peut se poser en effet la question de savoir s'il ne vaudrait pas mieux préférer au dé plafonnement des cotisations une franchise sur le montant des dépenses de santé dans la limite d'un montant de salaires dépassant un seuil raisonnable minimum correspondant à un traitement modéré des cadres.

Enfin les transferts économiques continuent à demeurer excessivement lourds. M. Giscard d'Estaing a reconnu tout à l'heure qu'ils baissaient pratiquement de 1 p. 100 au cours de l'année 1971. Néanmoins, ils représentent encore une masse considérable puisque, au titre des subventions au F. O. R. M. A., pour le soutien du marché des sucres et oléagineux, l'industrie houillère, les transports, l'aide à la conversion et à la décentralisation des entreprises, ils avoisinent 14 milliards en 1970.

J'en viens au financement de l'industrialisation. En dépit d'une grande publicité sur l'industrialisation que chacun de nous reconnaît nécessaire, il semble bien que son financement soit l'objet de grandes difficultés. D'abord, les disponibilités nécessaires au financement de cette industrialisation ne s'orientent pas vers elle. En outre, l'épargne demeure liquide au lieu de s'investir. Je rappelle, en effet, qu'en face du bilan net de financement externe estimé, en 1975, à environ 100 milliards de francs, d'après les calculs du Plan, pour les collectivités locales, les entreprises publiques, l'agriculture, le logement des ménages, les entreprises, l'industrie, le commerce, l'insuffisance des ressources à long et moyen termes estimée, en février 1970, à 5,9 milliards de francs, devait s'élever, au moment où l'on nous a présentés les options du Plan, à 10,6 milliards de francs en 1975, tandis que l'excédent des ressources par rapport aux emplois affectés était d'environ 6,4 milliards de francs. Il manquerait donc pratiquement 4 milliards de francs en 1975.

On comprend, dans ces conditions, les inquiétudes de la commission de financement du VI^e Plan où deux tendances se sont manifestées : d'une part, le doute devant la possibilité d'accroître l'épargne et, d'autre part, la politique volontariste favorisant l'épargne et la canalisant vers les emplois productifs par des mécanismes appropriés et déterminants.

Par ailleurs, en matière d'épargne, nous constatons que, en France, environ 53 p. 100 de celle-ci reste placée en billets ou dépôts à vue, contrairement à ce qui se passe en Allemagne, aux Etats-Unis ou au Japon, où 80 à 90 p. 100 de l'épargne

sont placés sous forme de dépôts à terme et investis par conséquent à long terme.

Là aussi, il y a donc une tendance naturelle de l'épargne française à ne pas aller vers les investissements productifs. Qu'est-il fait pour modifier cette tendance ?

En troisième lieu, je pose une question concernant la transformation de l'épargne collectée. Dans quelle mesure le total des ressources qui apparaissait dans le tableau de financement à long terme et qui nous a été fourni à l'occasion des travaux du VI^e Plan, est-il bien transformé par la caisse des dépôts, le Trésor, le Crédit agricole et le secteur bancaire ? Là encore, les experts sont hésitants et l'on se demande sous quelle forme et par quels moyens on pourra faire passer l'épargne gelée vers l'investissement, ce qui est fondamental pour assurer l'expansion.

Enfin, il y a le marché financier. Sur ce point, je ne peux que me référer à ce que disait M. Maurice Lauré, tout récemment, lorsqu'il parlait du marché financier parisien et de l'auto-financement insuffisant des entreprises françaises : « Si les bénéfices sont insuffisants, disait-il, pour assurer un pourcentage honorable d'autofinancement » — dans l'hypothèse de l'investissement en expansion directe ou indirecte — « il ne servira à rien d'emprunter ni même de procéder à des augmentations de capital. En effet, seul le cash flow permet de rémunérer et les emprunts et le capital. Il n'est donc pas sain d'emprunter ou d'augmenter le capital pour pallier l'insuffisance du cash flow. Et c'est pourtant ce que les entreprises françaises ont fait pendant trop longtemps. En France, au cours des dix années allant de 1957 à 1966, elles ont procédé à des augmentations de capital qui, en valeur absolue, ont plusieurs fois dépassé le montant de celles effectuées par les entreprises américaines, alors que l'activité économique française est dix fois inférieure à celle des Etats-Unis. »

Parlant toujours du marché financier, il ajoutait : « Enfin, il serait souhaitable de développer la Bourse de Paris et de lui donner une dimension européenne. En fait, Paris est actuellement une place peu internationale et cela pour un certain nombre de raisons dont les principales sont le contrôle des changes et la fiscalité. Un marché international est, en effet, un endroit où les capitaux du monde entier vont et viennent à leur guise, et sans crainte d'être amputés au passage. » Je pense, monsieur le secrétaire d'Etat, qu'il est important de réfléchir à cet aspect des choses. Un effort immense reste à faire.

Là aussi, le budget est muet.

J'en arrive aux finances extérieures. Vue de façon globaliste, l'argumentation de M. Giscard d'Estaing est valable et la situation s'est améliorée. C'est qualitativement et par zones géographiques qu'il faut examiner les faits.

Le redressement de la situation est précaire du fait même de la spécificité des exportations en forte hausse et de celle des importations.

En ce qui concerne les exportations en hausse, je rappellerai qu'il s'agit de l'automobile, de certains produits agricoles soutenus par le F. O. R. M. A., des ensembles industriels vendus à l'Est, dans le cadre d'accords plus politiques qu'économiques ou commerciaux, et, comme l'a dit M. Pellenc, en Allemagne occidentale.

Les secteurs qualitativement ou quantitativement défaillants le sont demeurés sur le marché international, là où nous sommes en compétition avec les tiers. Rien n'est plus décourageant, croyez-moi, quand on envisage les moyens de redresser la situation, que de voir les plus brillantes réussites de la technique française, qui pourraient bénéficier de marchés à l'étranger, être l'objet de l'hostilité de certains services français — je citerai seulement l'aérotrain de Bertin — ou encore de voir d'autres recherches laissées à l'abandon par crainte du risque de la mise au point — c'est le cas du dispositif de « mémoire active » Sauvan qui révolutionne le « software », alors que les entreprises d'informatique qui feront des progrès dans le « software » seront sans doute demain les leaders de l'informatique.

Il est décourageant aussi d'entendre certains jeunes fonctionnaires sans expérience, dans les commissions du Plan, dire brutalement que rien n'est plus parfait que les mécanismes fiscaux et financiers actuels. Ceux qui tiennent de tels propos méritent de s'entendre dire qu'il sont morts avant d'être nés !

Je suis très frappé aussi de lire certains chiffres relatifs à l'évolution d'industries françaises de base. Le dernier numéro d'*Expansion* a montré à quel point notre retard dans l'industrie de la machine-outil était grave par rapport à l'Allemagne. Il y a des années que je le répète dans cette assemblée et que je le dis au Gouvernement. Quand se décidera-t-il, pour des industries aussi nobles, à changer de méthode afin d'inciter les industriels à s'engager dans des efforts qui permettront de redresser une situation dramatique à terme pour l'évolution de la technique française ?

Je me bornerai à vous renvoyer, monsieur le secrétaire d'Etat, même si vous m'estimez entêté et lassant, aux travaux

de la commission des finances sur les options du VI^e Plan où ces questions ont été discutées en détail, où des propositions précises ont été faites, sans malheureusement faire l'objet d'aucune discussion avec le Gouvernement, alors qu'en pareille matière votre intérêt était exactement le même que le nôtre : donner à la France le substratum industriel dont elle a besoin.

En ce qui concerne l'inflation, je ne reprendrai pas le débat déjà engagé, dans une certaine mesure, non pas entre M. Giscard d'Estaing et moi-même, puisque nous étions d'accord, sur la participation de la France au Fonds monétaire international. Mais la commission des finances m'avait chargé, à cette occasion, de faire un certain nombre d'observations et je me bornerai à répéter mon inquiétude.

Elle porte d'abord sur l'insuffisante considération qu'attache une trop grande partie de la population aux nuisances de l'inflation, sur l'incompatibilité entre une croissance des dépenses publiques et du budget social, plus rapide que celle du produit national brut, et la stabilité des coûts, sur l'incompatibilité entre le blocage des prix à la production et la surveillance très lâche du coût de la distribution, d'une part, la croissance de l'investissement productif dans les branches déficitaires d'autre part.

Mon inquiétude se manifeste aussi quant aux gaspillages de la société de consommation dont on peut craindre que le matérialisme ne nuise au sentiment que chacun doit avoir de son rôle dans la cité. A ce titre, je regrette que les projets de rationalisation des choix budgétaires ne soient encore que des sujets de réflexion au lieu d'être une réalité vivante, donnant aux dépenses publiques, mieux raisonnées, leur réelle efficacité.

Je voudrais dire quelques mots, pour terminer, de la fiscalité. Le document bleu que le ministère des finances a envoyé à tous les parlementaires, intitulé : « Les orientations permanentes de la politique sociale » est bien fait ; il est agréable à lire. Reste à savoir si sa philosophie nous satisfait. Ce n'est pas tout à fait mon cas et je vais vous dire pourquoi.

Je voudrais d'abord liquider un mythe : transférer la charge fiscale de l'impôt indirect à l'impôt direct pour que la répartition entre les deux soit celle prévalant aux Etats-Unis ou en Allemagne, ce n'est pas sérieux, tant que la structure des groupes économique-sociaux et leur part dans le produit national brut seront aussi différentes qu'actuellement par rapport à nos nationaux,

Un pays dont 15 p. 100 de la population est agricole ne peut pas avoir la même fiscalité que celle d'un pays où la population agricole représente 5 p. 100 et où la part du produit national brut de l'agriculture est beaucoup plus faible que chez nous. C'est pourquoi l'Italie et la France ne peuvent avoir pour le moment des recettes fiscales directes comparables, en pourcentage, à la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Belgique, la Hollande ou la Suède. Cela pourra se réaliser dans dix ans si l'on a su reconverter les structures du paysannat, et je rejoins là M. Caillaud lorsqu'il a parlé d'une fiscalité européenne. Mais nous en sommes encore loin, du fait de la différence de structures de nos groupes économique-sociaux.

Je voudrais souligner un autre aspect de la question que vous connaissez bien, monsieur le secrétaire d'Etat, car nous avons déjà rompu des lances à ce sujet : c'est celui de la neutralité fiscale. Elle a pour résultat d'inciter à la dépense plutôt qu'à l'épargne puisque le fisc, sous réserve de quelques accommodements — primes d'assurance-vie ou plan d'épargne — frappe de la même manière le revenu consommé et le revenu investi.

En outre, si l'on effraie l'investisseur en le menaçant d'un contrôle allant jusqu'à celui de la gestion de son portefeuille, on risque de voir le bénéficiaire de revenus soit dépenser son argent en poussant à l'inflation, soit le faire disparaître en biens inertes — tableaux, bijoux, or — soit enfin retirer des sommes considérables du circuit de la production, voire les exporter à la première occasion.

Quand il y a des dégrèvements fiscaux mineurs, leur absence ou leur insuffisante sélectivité, suivant les réemplois dans telle ou telle activité, et leur neutralité en font, sans doute, un avantage certain, mais déplaisant pour ceux qui n'en bénéficient pas, inutile dans les activités déjà florissantes, sans effet quand il s'agit d'opérations risquées mais qui, en cas de succès, seraient utiles à la nation.

Enfin, remarque plus générale, le systématisme de la déduction pour investissements, corrigé par la désignation des activités bénéficiaires, a conduit soit à donner trop à certains sans raison, soit trop peu à ceux qui auraient pris des risques en ayant les connaissances techniques appropriées.

J'avais pourtant, dans une note en date du 10 août 1968 — vous la connaissez bien, monsieur le secrétaire d'Etat — évoqué ces différentes questions en disant : « Nous sommes devant un choix très sérieux : êtes-vous pour une fiscalité variable ou diversifiée suivant l'origine et l'emploi des capitaux ou êtes-vous pour une fiscalité plus neutre ? ».

Je ne vous avais pas caché à l'époque que j'estimais utile d'adopter la première formule, incitatrice et motrice, et je vous avais démontré, dans cette note, que, du fait du taux moyen de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, de l'importance du taux de la T. V. A., sur la production obtenue par les réinvestissements, l'impasse serait au plus de trois ans pour les dégrèvements accordés aux bénéficiaires des sociétés, car, dans le cas des personnes physiques, l'Etat récupérerait, dans l'année même de l'investissement exonéré, plus ce qu'il aurait « lâché ».

Je pensais qu'un jour ou l'autre un entretien aurait lieu entre vous et la commission des finances sur ce point. Celle-ci m'avait chargé de vous remettre ce document. Cette discussion n'a malheureusement pas eu lieu. Nous posions pourtant une question fondamentale : quels sont les choix qui vont être faits en matière de fiscalité ?

De même, en matière de recherche, j'ai eu la maladresse, si je puis dire, de préparer un projet. Il a été examiné avec intérêt par certains membres de la commission « recherche et industrie » du commissariat au Plan. Par contre, vos services ont malheureusement été à cet égard assez désagréables. Je passe sur les termes, peu importe, car je suis « blindé ». Mais ce négativisme me paraissait choquant de la part de garçons jeunes ; ce manque de dynamisme m'a paru particulièrement préoccupant au moment où vous pensez demander au pays de faire un effort d'industrialisation.

En ce qui concerne la fraude, je pense que vous l'avez traitée par un biais. Ce qu'il faut, ce n'est pas tant pourchasser la fraude que l'imperfection des textes provoque que prévenir la fraude et récolter le bénéfice des déclarations exactes.

Des règles de comptabilité simplifiées, mais obligatoires, dans le cas de revenus non déclarés par des tiers, faisant paraître les recettes et les dépenses, la T. V. A. sur les ventes et les achats, avec des normes d'amortissement et de frais généraux adaptées à chaque profession, permettraient même aux moins informés de présenter des comptes rendant possible une appréciation honnête des revenus, surtout si, à la manière britannique, la certification des écritures par un expert comptable pouvait servir de moyen de preuve.

Cela vaudrait mieux que les menaces, les contrôles *a posteriori* qui créent des réactions populaires bien inutiles et font cacher l'argent du possédant. C'est bien plus dans le sens de la prévention qu'il faudrait s'orienter, c'est-à-dire vers l'automatisme de la déclaration exacte, aisément contrôlable et raisonnablement taxée. Pour cela, il faut le vouloir.

Je voudrais donc vous voir animer une politique plus volontariste car, actuellement, nous en sommes malheureusement à des solutions parcellaires.

Je ne parlerai pas des articles 18 et 19, première « mouture », tels qu'ils avaient été déposés et auxquels l'Assemblée nationale a fait un sort. Ils avaient un inconvénient : ils avaient donné l'impression de l'inquisition fiscale et ne répondaient pas à la préoccupation que j'ai exprimée, à savoir d'inciter les contribuables à la déclaration exacte.

D'ailleurs, dans le code général des impôts, vous disposez d'un certain nombre d'armes. Je pense, quant à moi, que les contrôleurs des contributions directes, dans les différentes villes de France, connaissent parfaitement la situation des contribuables. Si un certain nombre de ceux qui « vont un peu fort » dans leurs déclarations fiscales ne sont pas amenés à payer l'impôt qu'ils doivent à la communauté, c'est parce que ceux qui ont de bonnes relations bénéficient de trop d'indulgence.

Par conséquent, je pense que, sur ce point, l'équité voudrait que l'on appliquât d'abord sérieusement la loi, notamment les articles 168 et 180 du code général des impôts, qui vous donnent des armes considérables. Je reconnais volontiers que les légères modifications apportées à l'article 168 renforcent ces armes et, par conséquent, je ne les discuterai pas. J'estime cependant que vous aviez déjà des moyens très importants et que votre administration pouvait, si elle avait été officiellement soutenue par le Gouvernement, mener le combat nécessaire pour pourchasser les fraudeurs.

Je voudrais conclure. Monsieur le secrétaire d'Etat, je ne fais pas un procès à votre loi de finances. Elle est conforme aux traditions un peu statiques du ministère, même si elle se dégage un peu du scepticisme de bon ton d'un certain milieu. Mais la vie, le désir, c'est autre chose.

Il manque à votre loi de finances, comme il manque à l'ensemble de l'administration française, le sel, le levain, qui donnent le goût à la vie. Il manque aussi, et surtout, une procédure efficace de discussion budgétaire. M. le président de la commission des finances comme M. le président du Sénat en ont souvent parlé et en sont bien convaincus. Ce n'est pas le rite du défilé d'orateurs à la tribune, évoquant souvent des

aspects parcellaires, qui permet de débattre de la philosophie d'une loi de finances. M. Christian Bonnet l'a dit lui-même récemment à l'Assemblée nationale, ce qui montre que les réflexions du Sénat peuvent parfois aller plus loin que notre maison.

Ne pourrions-nous pas, monsieur le secrétaire d'Etat — c'est une question que je vous pose, car elle est importante à mon sens — engager sur ce point, celui de la structure du budget, des discussions sérieuses, approfondies, répétées, entre vous, vos collaborateurs et les commissions compétentes des assemblées, pour que nous puissions ensemble et à temps avoir une vue de ce que doit être la politique financière et économique de notre nation ?

En tout cas, ce que je souhaite, ce que je crois nécessaire à la France, c'est plus qu'un budget d'accompagnement. C'est un budget d'incitation sélective là où l'expansion qualitative et quantitative est nécessaire à l'équilibre extérieur permanent, un budget de freinage là où la rationalité des choix budgétaires le montre opportun, là aussi où la tendance inflationniste est menaçante.

Ce serait pour moi le vrai budget-désir, celui d'une loi de finances dont la motrice modulation donnerait à chacun le goût, la passion du progrès et aux vieux, dont il faut tenir compte, la joie de voir derrière eux grandir le succès de la nation. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Martial Brousse.

M. Martial Brousse. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je n'ai pas la prétention, en prenant la parole à cette heure, d'analyser le budget que vous nous présentez, M. le rapporteur général l'ayant fait excellemment avec toute l'autorité qui s'attache à sa fonction et à sa personnalité.

Je voudrais vous dire seulement combien a été grande ma déception en examinant ce budget, particulièrement les textes qui intéressent l'agriculture. Je n'ai pas l'intention non plus d'analyser le budget de l'agriculture, laissant ce soin à nos collègues, les excellents rapporteurs des commissions des finances et des affaires économiques, qui le feront certainement beaucoup mieux que je ne pourrais le faire moi-même, en présence de M. le ministre de l'agriculture.

Si je prends la parole aujourd'hui, c'est parce que j'estime que vous êtes, monsieur le ministre, le principal responsable de l'élaboration de ce budget. Je me dois donc de vous signaler un certain nombre de points qui me paraissent particulièrement choquants pour un ministre qui est non seulement ministre des finances, mais aussi ministre des affaires économiques.

En parcourant le rapport économique et financier qui nous a été distribué, en écoutant la déclaration de M. le Premier ministre, j'ai pu retenir quelques informations qui me semblent en contradiction avec ce budget. C'est ainsi que ce rapport nous indique que la politique de l'exportation constituera, entre autres, un des points d'application de l'action gouvernementale. Je dois donc en conclure que le Gouvernement s'efforcera de rendre la production française plus compétitive et ce dans tous les secteurs de l'économie.

Je voudrais aussi rappeler quelques phrases des déclarations gouvernementales relatives à l'agriculture, qu'il s'agisse de celle de septembre 1969 ou de celle d'octobre 1970, en faisant remarquer cependant combien cette dernière a été brève en ce qui concerne l'agriculture.

En septembre 1969, M. le Premier ministre a mentionné que les objectifs du Gouvernement étaient de favoriser le développement de la coopération et des groupements d'intérêt économique et le passage du maximum d'exploitants vers l'agriculture compétitive. J'ai toujours pensé que, pour atteindre ces objectifs, il fallait permettre aux entreprises, quelles qu'elles soient, d'augmenter leur rentabilité, de diminuer leur prix de revient et qu'il convenait par conséquent d'accroître la productivité.

Parmi les moyens susceptibles d'accroître cette productivité, il en est un très important : c'est d'effectuer des investissements productifs. L'agriculture n'échappe pas à cette règle, mais souvent les exploitants agricoles ne peuvent se lancer dans cette voie parce qu'ils ne sont pas suffisamment aidés par les pouvoirs publics car il est des investissements collectifs auxquels l'Etat se doit — il l'a toujours fait jusqu'à présent — d'apporter son aide financière. Je citerai notamment l'enseignement agricole, les aménagements fonciers, les adductions d'eau, l'électrification rurale.

Or, que nous apporte à ce sujet votre budget ? D'abord, une diminution sensible des crédits affectés à l'ensemble du budget de l'agriculture. Alors que le budget général comporte une augmentation d'environ 9 p. 100, celui de l'agriculture subit une diminution d'environ 4 p. 100, si bien que, malgré un accroissement normal des dépenses de fonctionnement, les cré-

aits de l'agriculture ne représenteront cette année que 9 p. 100 environ du budget national au lieu de 11 p. 100 en 1970. Cette réduction des crédits budgétaires pour l'agriculture est d'autant plus étonnante que les crédits affectés au soutien des marchés sont en très forte diminution.

J'avais pensé naïvement que le budget de l'agriculture augmenterait cette année dans la même proportion que le budget général et que les économies faites sur certains chapitres seraient reportées sur d'autres intéressant le monde rural, notamment sur ceux qui avaient été excessivement réduits en 1970, comme l'enseignement, le remembrement, le stockage et la transformation des produits agricoles, ainsi que le prévoyaient les options du VI^e Plan.

Je n'ignore pas que les crédits destinés à l'action sociale sont augmentés, quoique vos prévisions imposent les agriculteurs dans une proportion bien supérieure au taux d'augmentation de leurs revenus. Cela fait apparaître votre volonté de considérer le budget de l'agriculture dans son expression économique et dans son expression sociale comme un seul et même budget. C'est illogique et cela fait courir le risque de jouer sur l'une ou l'autre partie du budget suivant que l'on veut ou non limiter certaines dépenses de ce budget.

Enfin, monsieur le ministre, puisque vous recherchez toujours des crédits pour alimenter le budget social de l'agriculture, pourquoi ne pas recouvrer toutes les taxes qui vous sont offertes, celles notamment que le Parlement a fixées pour les corps gras ? Pourquoi augmenter la participation des agriculteurs dans une mesure dépassant l'augmentation de leurs revenus et ne pas prélever les taxes prévues sur les bénéfices des margariniers ?

Je constate que le budget de l'agriculture a le triste privilège d'être un des rares budgets, sinon le seul, à voir ses crédits diminuer pour 1971.

De plus, vous chargez le ministère de l'agriculture de la protection de la nature, ce qui est parfaitement normal, j'en suis bien d'accord. Mais ne croyez-vous pas qu'il eût été également normal d'augmenter les crédits de ce ministère pour lui permettre de financer les actions nécessaires à cette protection de la nature ? Au lieu de prévoir une augmentation qui se justifiait, vous avez diminué ses possibilités d'action.

Les investissements productifs dont j'ai parlé plus haut sont-ils donc inutiles et doivent-ils diminuer, comme c'est le cas chaque année, pour finir par disparaître ? Je ne veux pas croire que ce soient là vos intentions, mais les dotations annuelles, de plus en plus faibles, le laissent craindre.

Pour expliquer l'an dernier ces réductions, vous nous avez parlé d'un budget d'austérité. Mais, cette année, la situation — vous nous l'affirmez sans cesse — est bien meilleure et l'agriculture, au lieu d'en profiter, en pâtit. C'est une faute, car le potentiel de production de notre agriculture est considérable et il est profondément regrettable que vous ne mettiez pas tout en œuvre pour l'utiliser au profit même de notre monnaie, car ces exportations, notamment au sein du Marché commun, sans compter la diminution de nos importations de denrées alimentaires, favoriseraient notre balance commerciale dans une mesure qu'il ne convient pas de dédaigner.

Quels sont donc ces investissements dont les crédits s'amenuisent chaque année ? Ce sont d'abord — et c'est peut-être le plus grave — les crédits d'enseignement et de formation professionnelle. Vous vous flattez d'avoir augmenté considérablement les crédits de l'éducation nationale. Pour ma part, je m'en félicite, mais pourquoi s'en tenir là et négliger la formation professionnelle agricole ? Les crédits destinés aux établissements d'enseignement agricole ont diminué, de 1969 à 1970, de 85 p. 100. Disons qu'il ne reste plus rien ou à peu près : 40 millions de francs.

Je sais bien que certains me répondront que, dans ce domaine, tout doit être revu et qu'il va falloir dresser une carte scolaire. Cette carte scolaire, j'en entends parler depuis longtemps ; c'est comme le serpent de mer : on en parle toujours, on ne le voit jamais !

Je sais bien aussi que des abus sur l'implantation de ces établissements se sont produits et que certains départements — que vous connaissez bien, monsieur le ministre — sont amplement pourvus, qu'il s'agisse d'établissements spécialisés ou d'établissements d'enseignement général agricole. Est-ce une raison pour ne pas en implanter dans ceux qui n'en ont pas ou qui en ont très peu et de priver ainsi les agriculteurs de ces régions de toute possibilité de formation professionnelle, à moins qu'ils ne se rendent à l'étranger ?

Je dis « formation professionnelle » car, à défaut de lycées ou de collèges, voilà quelques années, on avait laissé espérer des centres de formation professionnelle, mais ceux-ci attendent sans doute aussi l'établissement de cette carte scolaire ! En attendant, on ferme certains de ces centres où pourtant des fils d'agriculteurs venaient apprendre les rudiments de leur métier.

Vous négligez la formation professionnelle agricole. Celle-ci est-elle inutile en agriculture alors que dans le secteur de

l'industrie — dont à juste titre vous augmentez les crédits — elle serait indispensable ? Jetez un coup d'œil, monsieur le ministre, sur une carte éditée récemment par l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture. Vous vous apercevrez que les départements français où la formation générale et la formation professionnelle sont les plus développées sont les départements où l'agriculture est la moins pauvre, soit les départements du Bassin parisien et du Nord de la France.

Certes, cette formation n'est pas le seul élément de cette relative prospérité, mais c'est un élément important qui s'ajoute du reste à certains autres équipements que vous négligez dans le budget de 1971, comme le remembrement, le drainage, l'électrification.

Consultez les centres de gestion mis en place par la profession, vous y trouverez la preuve que les exploitations les plus rentables ne sont pas, à partir d'un certain seuil, les exploitations les plus importantes, mais celles qui sont les mieux gérées, où l'exploitant possède la meilleure formation lui permettant de s'adapter facilement aux méthodes modernes de production et de modifier la culture traditionnelle.

En assurant cette formation, vous assurerez la rentabilité d'un nombre plus important d'exploitations aujourd'hui marginales, et vous maintiendrez à la campagne une population plus importante.

Je ne puis comprendre, puisque M. le Premier ministre préconise l'intensification de la formation professionnelle, pourquoi seule l'agriculture serait mise à l'écart, surtout lorsque l'on connaît les efforts et les frais consentis par nos voisins et concurrents allemands, hollandais et belges pour accentuer la formation de leurs agriculteurs.

C'est ainsi que les investissements intellectuels hollandais représentent 20 p. 100 du budget agricole néerlandais, qu'il y avait en 1967 un vulgarisateur en France pour 297 hectares contre 123 hectares en Allemagne et 105 hectares aux Pays-Bas.

Encore faut-il rappeler que les vulgarisateurs français sont rémunérés grâce à des taex supportées uniquement par les agriculteurs.

Je ne suis pas le seul à penser ainsi, car j'ai eu connaissance, comme vous sans doute, d'une protestation véhémente de nombreuses organisations syndicales intéressées, au sujet de la modicité des crédits affectés en 1971 à l'enseignement agricole. Certaines de ces organisations sont passées à l'action directe.

D'autres crédits indispensables à l'accroissement de la productivité agricole me paraissent largement insuffisants. Je vous les signale un peu plus brièvement car c'est chaque année que je m'élève, sans résultat d'ailleurs, hélas ! contre l'amenuisement de ces crédits, qui restent un moyen parmi tant d'autres, comme l'augmentation raisonnable des prix des produits agricoles, d'assurer la prospérité de l'agriculture nationale.

Si le Gouvernement souhaite réellement cette prospérité, je ne comprends pas que, chaque année, les crédits permettant de l'assurer soient en diminution ou en augmentation tellement légère qu'ils ne suffisent pas à compenser l'élévation du coût de ces équipements.

Les crédits du chapitre 44-28, qui intéressent la situation sanitaire du bétail, sont en diminution de 53 millions de francs alors que nos exportations ne peuvent s'intensifier parce que notre cheptel n'est pas indemne de brucellose.

Les crédits destinés à une opération telle que le drainage ne sont pas augmentés, alors que le coût de cette opération sera en 1971 nettement plus élevé qu'en 1970. Il en résultera une diminution de la surface assainie et le maintien dans de nombreuses régions de marécages, alors que les exploitants désireux d'obtenir des récoltes de meilleure qualité, notamment en fourrage, sont prêts à consentir d'importants sacrifices financiers pour faciliter leur pénible travail et pouvoir orienter leurs productions.

Cette orientation des productions est préconisée avec insistance par le Gouvernement mais, en même temps, vous réduisez non seulement les crédits pour des investissements qui peuvent permettre cette orientation, mais aussi ceux du chapitre 61-30, qui ont trait à cette orientation des prix, de 2 millions de francs en deux ans.

Quant aux aménagements fonciers, et notamment le regroupement parcellaire, c'est une opération qui devient de plus en plus indispensable au fur et à mesure que se développent la mécanisation et l'augmentation de la surface des exploitations.

Les crédits qui leur sont affectés, déjà largement diminués les années précédentes, sont insuffisamment augmentés pour compenser l'accroissement du coût de cette opération, si bien que les surfaces remembrées en 1971 seront inférieures à celles réalisées en 1970, elles-mêmes en diminution par rapport à celles des années précédentes.

Nous sommes loin des 405 millions de francs votés dans le budget de 1968 et des 500.000 hectares prévus par le VI^e Plan ; et cela au moment où nos partenaires du Marché commun font

des efforts considérables pour réduire le morcellement de leurs exploitations agricoles.

L'intérêt de cette opération est, dans certaines régions, tellement évident, que les conseils généraux votent des crédits spéciaux pour la favoriser.

Je sais bien que certains technocrates pensent et espèrent que la disparition des petites exploitations rendra cette opération inutile. C'est une profonde erreur qui ne résiste pas à un examen même superficiel de la réalité.

Plus les surfaces augmenteront, plus la mécanisation s'accéléra et plus le besoin de grandes parcelles se fera sentir. La réunion de deux exploitations morcelées ne donnera pas une exploitation remembrée, pour la bonne raison que les parcelles ne sont ni forcément contiguës, ni de forme régulière, pas plus d'ailleurs que la réunion résultant d'échanges amiables.

C'est donc une vue de l'esprit que d'espérer résoudre le problème du morcellement des parcelles par la création de grosses exploitations, alors qu'il est prouvé que le remembrement facilite l'accroissement de la superficie moyenne des exploitations.

Je tiens à vous faire remarquer, monsieur le ministre, que dans des régions comme le Bassin parisien et certains départements avoisinants où les grandes exploitations sont relativement nombreuses, les terres sont remembrées de 80 à 100 p. 100.

Une autre contradiction réside dans les crédits du chapitre 61-65 relatifs aux équipements de production, de conditionnement, de stockage, de transformation des produits agricoles. Ces crédits sont diminués de 31 millions, soit de plus de 12 p. 100.

Or, une propagande gouvernementale s'exerce depuis plusieurs années pour l'organisation des marchés agricoles. Cette organisation, étant donné les conditions de la production agricole, ne peut s'effectuer que par une politique de stockage, car la production agricole est soumise aux aléas atmosphériques et de ce fait, ne peut être régulière.

De plus certains produits agricoles ne peuvent se conserver en l'état, notamment toute la production animale. Il faut donc prévoir des possibilités de conservation.

Enfin, il est normal que l'agriculture cherche à exporter des produits élaborés au lieu de matières premières, non seulement pour valoriser la production, mais encore pour assurer un emploi à une main-d'œuvre particulièrement abondante.

Si le Gouvernement, comme il l'assure, veut réellement que l'agriculture s'organise et que les exportations s'accroissent, il devrait inciter les agriculteurs à consacrer d'importants capitaux à la transformation de leurs produits et dans cette action, les aider financièrement car leurs revenus ne leur permettent pas un financement à 100 p. 100.

Votre budget ne se prête pas à cette politique, bien au contraire ; non seulement il ne permettra pas cette incitation de l'organisation des marchés, mais n'allez-vous pas vous-même la freiner en imposant les coopératives à la patente, en prélevant une dîme de 15 millions d'anciens francs sur l'agriculture ? Que devons-nous penser devant de telles contradictions ? Reste l'équipement rural et notamment les crédits d'électrification. Avez-vous pensé, monsieur le ministre, qu'il est indispensable, si l'on veut réaliser certains progrès, qu'un équilibre s'établisse entre divers investissements et qu'un équipement ne peut quelquefois produire son plein effet que si un autre équipement complémentaire est effectué.

Croyez-vous, par exemple, que le progrès réalisé par l'automobile, qui peut atteindre maintenant une moyenne de 100 kilomètres à l'heure aurait été possible, si en même temps les ponts et chaussées n'avaient pas équipé et goudronné nos routes ?

Il en est souvent de même en agriculture. Je vais vous en donner un exemple. Chacun sait combien est astreignante la production laitière. Certains producteurs ont pensé qu'ils trouveraient une relative liberté en installant dans leur exploitation des réservoirs réfrigérateurs permettant de conserver le lait quelle que soit l'heure de la traite. C'était un moyen d'humaniser cette production, tout en offrant l'avantage de réduire le prix du ramassage, le collecteur pouvant ainsi effectuer ce ramassage toutes les quarante-huit heures.

Cet équipement est donc précieux et rentable ; mais pour qu'il puisse être efficace, il faut de l'énergie électrique. Or, il se trouve que nos réseaux électriques actuels sont trop faibles. Ils doivent, pour être utilisés, être renforcés. Malheureusement, les crédits sont insuffisants et les producteurs qui s'équipent, ainsi que je vous l'ai indiqué, ne peuvent utiliser leur nouveau matériel et leurs investissements sont inutiles.

Le Gouvernement encourage, à grand renfort de propagande et par l'octroi de quelques crédits, la production de porcs. Or, pour faire du porc, il faut construire des porcheries. Celles-ci, et c'est normal, sont édifiées en dehors des agglomérations. Elles ont besoin pour fonctionner d'énergie électrique, car je vois mal les usagers effectuer leur travail avec une lampe à huile ou utiliser une autre source d'énergie. Pour leur fournir cette énergie électrique, il faut compléter les réseaux ruraux et les renforcer.

Si ces extensions sont indispensables dans de nombreuses régions, il faut aussi ne pas oublier que certaines fermes isolées ne sont pas encore reliées au réseau. Croyez-vous que ce soit normal en 1970 ?

Monsieur le ministre, non seulement votre budget réduit considérablement les crédits d'investissement pour l'agriculture, mais les maigres crédits qu'il octroie à l'agriculture risquent d'être utilisés dans de mauvaises conditions si vous continuez, comme les années précédentes, à ne les verser qu'au compte-gouttes avec un retard considérable dans l'année.

Dans un département que je connais bien, au 10 novembre, les services de l'agriculture n'ont reçu : pour le drainage, que 65 p. 100 de la dotation ; pour les adductions d'eau, que 65 p. 100 ; pour l'électrification, que 60 p. 100 ; pour le remembrement, que 42 p. 100 ; pour la S. A. F. E. R., que 70 p. 100. Cette répartition tardive, dans nos régions à hiver long et rigoureux, empêche parfois les travaux, qui doivent souvent être reportés à l'année suivante.

Monsieur le ministre, pour toutes les raisons que je viens de vous exposer, j'estime que votre budget n'est pas bon si on le considère par rapport à l'économie générale, puisqu'il tend à négliger une partie importante de cette économie, l'agriculture.

M. Marcel Darou. Très bien !

M. Marial Brousse. Les investissements productifs permettant l'évolution normale de l'économie agricole sont exagérément réduits ou insuffisamment augmentés. Le manque de certains crédits ne permet pas de rendre efficaces certaines dispositions susceptibles d'accroître le progrès agricole et de rendre moins pénible le travail des paysans.

Votre budget, qui sacrifie l'avenir de l'agriculture, semble être à l'image d'une politique délibérément orientée vers une économie industrialisée qui a été annoncée par les plus hautes autorités de ce pays et que je ne désapprouve pas, à condition que ne se trouve pas sacrifiée l'économie agricole.

Tout se passe comme si le revenu des agriculteurs — et les prévisions du VI^e Plan le confirment — pouvait être constamment diminué, nous éloignant ainsi de plus en plus de cette parité des revenus pourtant préconisée par la loi d'orientation agricole qui reste trop souvent lettre morte.

La diminution, malgré le développement des attributions de ce ministère, des crédits de fonctionnement et d'aide affectés à l'agriculture alors que les crédits de tous les autres ministères augmentent, le maintien et parfois la diminution des crédits d'investissement, malgré l'augmentation du coût de ces investissements, ne peuvent être acceptés par certains parlementaires qui estiment que l'agriculture de ce pays ne doit pas disparaître, mais participer en bonne place à l'essor économique de la nation. (*Applaudissements.*)

M. Marcel Darou. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Tournan.

M. Henri Tournan. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, au début de son intervention devant l'Assemblée nationale, M. le ministre de l'économie et des finances a exprimé son regret de ne pouvoir sans doute convaincre ceux qui « malgré de nombreux indices convergents, s'obstinent à nier le redressement français et à force de fouiller les statistiques, finissent par trouver, ici ou là, un chiffre qui semble leur donner raison ». Cependant, n'est-ce pas précisément en régime démocratique le devoir de l'opposition de ne pas céder à l'optimisme qu'expriment naturellement les responsables de l'action gouvernementale ? Et lorsqu'elle s'exerce avec mesure, la critique stimule le pouvoir et en définitive sert l'intérêt général.

Tel est, en tout cas, l'état d'esprit dans lequel nous entendons participer à la présente discussion et exprimer le point de vue de notre groupe sur la loi de finances pour 1971.

Mais est-il besoin de fouiller les statistiques dans une intention de dénigrement systématique pour observer que la situation économique, financière et sociale comporte d'importantes zones d'ombre puisque, si nous nous référons aux débats du Palais Bourbon, les membres de la majorité elle-même partagent semblable opinion ?

Le plan dit de « redressement économique et financier », avait pour buts essentiels de freiner, sinon de stopper l'inflation, c'est-à-dire la hausse des prix qui avait rendu inévitable la dévaluation du 8 août 1969 et de redonner ainsi confiance en notre monnaie en rétablissant trois équilibres fondamentaux, celui du budget de l'Etat, celui de l'offre et de la demande intérieures et celui de notre balance commerciale.

Un certain nombre de mesures furent prises pour décourager la consommation intérieure, favoriser l'épargne et éviter que

des hausses excessives ne fassent disparaître rapidement la prime à l'exportation que constituait la dévaluation, car il s'agissait, en première priorité, de dégager des excédents de production exportables, afin de rééquilibrer au plus tôt nos échanges avec l'étranger.

Cette politique, qualifiée de désinflation, pour ne pas employer le mot de déflation, qui évoque trop de mauvais souvenirs, ne devait pas porter atteinte à l'expansion, nécessaire pour assurer le plein emploi et faire progresser le niveau de vie des classes laborieuses. Mais, ainsi que nous l'avions alors déclaré, les expériences passées nous incitaient à un certain scepticisme.

Or, quels résultats apparaissent en cette fin d'année 1970 ?

Nous observons, tout d'abord, que les exportations se sont fortement développées sous le coup de fouet de la dévaluation et aussi en raison des tendances inflationnistes qui se sont fait jour au même moment à l'étranger et, en particulier, chez nos partenaires européens. Toutefois, l'augmentation plus rapide que prévue des importations a empêché de parvenir au complet équilibre du commerce extérieur, qui était escompté pour la fin du premier semestre de 1970 ; mais, depuis, l'évolution des échanges avec l'étranger, selon les indications que vient de nous donner M. le ministre de l'économie et des finances, aurait permis actuellement d'atteindre cet équilibre.

Certes, la production intérieure augmente depuis le début de la présente année à un rythme de 6 p. 100 ; c'est un taux relativement satisfaisant, bien qu'il soit inférieur à celui de l'année 1969 au cours de laquelle il a été de 8 p. 100. Mais cette augmentation est due à une conjoncture internationale exceptionnellement favorable et qui ne paraît pas devoir durer. En outre, la consommation intérieure demeure stagnante.

L'économie française souffre d'un ralentissement dû aux mesures déflationnistes qui ont été prises et, si la situation n'était pas redressée rapidement, on pourrait craindre une nouvelle recrudescence du chômage qui, cela est déjà très inquiétant, a augmenté de 19 p. 100 en un an.

Enfin, il ne sera pas possible de limiter à 3,9 p. 100 la hausse du coût de la vie pour l'année en cours ; cette hausse pourrait atteindre 5,6 p. 100, ce qui prouve que l'équilibre n'est pas réalisé dans ce domaine essentiel.

Ainsi, la réalité est-elle assez éloignée des prévisions officielles. Et M. Gilbert Mathieu n'hésitait pas à écrire, dans le journal *Le Monde* du 13 octobre dernier, que « ... le Gouvernement s'était gravement trompé dans ses prévisions économiques pour 1970, que ses choix politiques l'avaient empêché de formuler un pronostic serein sur l'avenir économique national... ».

Nous voulons bien admettre qu'en un tel domaine, aussi complexe et aussi mouvant, l'erreur soit excusable. Mais on comprendra que nous formulions quelques réserves quant aux perspectives économiques dans lesquelles s'insère le projet de budget de 1971.

Dans le rapport économique et financier joint au projet de loi de finances que nous allons examiner, le Gouvernement déclare que le budget de l'Etat « porte le sceau d'une volonté nouvelle : celle d'accompagner en 1971 une forte expansion conduite dans l'équilibre ».

Cette formule neuve recouvre au fond la même idée exprimée autrefois par le slogan : « l'expansion dans la stabilité ».

Toutefois, dans le même document, les difficultés de l'entreprise sont mises en évidence, afin peut-être de préparer l'opinion aux démentis que les faits pourraient apporter puisqu'il y est indiqué : « La politique conjoncturelle devra concilier des objectifs qui paraissent contradictoires : la poursuite de la désinflation de notre économie et le maintien de l'équilibre des finances extérieures, dans un contexte moins favorable ».

Une relance de la consommation intérieure, qui a été fortement freinée par la politique de déflation pratiquée depuis un an, est apparue indispensable pour assurer à la production nationale de nouveaux débouchés que les marchés extérieurs ne paraissent plus devoir offrir ; elle doit être obtenue par de nouvelles conditions de ventes à crédit, plus libérales, mais cependant variables selon les secteurs.

Or l'efficacité de ces mesures, au demeurant bien timides, semble devoir se faire attendre. Je reconnais que les propos que M. le ministre de l'économie et des finances a tenus tout à l'heure à la tribune semblent prouver que la situation est un peu meilleure dans ce domaine.

De même, les mesures de désencadrement du crédit, qui viennent d'être prises en vue de faciliter le développement des activités industrielles et commerciales et qui étaient particulièrement urgentes pour les petites et moyennes entreprises, sont assorties de telles précautions qu'il est permis de se demander si cette politique, apparemment moins stricte, va avoir des effets tangibles sur une conjoncture intérieure maussade.

Enfin, les récentes baisses intervenues sur le loyer de l'argent devraient avoir des répercussions favorables en allégeant les charges de la production, et on peut se demander si le maintien

du contrôle des changes ne permettrait pas de faire davantage sans qu'il en résulte des risques sérieux pour la balance des paiements extérieurs.

Parmi les perspectives économiques retenues figure un glissement de l'indice des 259 articles, qui ne devrait pas dépasser 3 p. 100 au cours de 1971 ; cette prévision, nous dit-on, est ambitieuse et réaliste. Nous souscrivons volontiers au premier qualificatif, mais nous sommes moins convaincus de la valeur du second, car l'évolution du coût de la vie au cours de la présente année a, dès maintenant, montré que cet objectif du Gouvernement n'était vraisemblablement pas réalisable. Peut-être compte-t-on, pour réussir, sur une entente du marché de l'emploi, c'est-à-dire sur un accroissement du chômage qui a, depuis plusieurs mois, une fâcheuse tendance à se développer. Mais nous ne saurions admettre, pour des raisons sociales évidentes, une telle éventualité.

La politique de redressement qu'annonçait le budget de 1970 a été supportée surtout par les classes laborieuses. Le projet de budget qui nous est soumis donne lieu aux mêmes critiques. Nous craignons même que la politique dont il est l'expression, axée uniquement sur la recherche des équilibres, n'aboutisse à des tensions telles que son succès soit, en définitive, très incertain, même si ceux qui l'entreprennent n'attachent pas, comme nous, une importance primordiale à ses incidences sociales.

Cet budget, en effet, ne nous paraît pas permettre, en dépit des affirmations officielles, une relance suffisante de l'expansion et une meilleure répartition du revenu national.

Mais, avant même d'examiner le projet de budget, tant en ce qui concerne les dépenses que les recettes, nous voudrions faire deux remarques d'ordre général.

La première a trait à l'équilibre du budget. Bien qu'au cours de la discussion générale devant l'Assemblée nationale, M. le ministre de l'économie et des finances s'en soit défendu, nous persistons à nous demander si les rentrées budgétaires ne sont pas quelque peu sous-estimées. Nous constatons, en effet, que le budget de 1969 faisait apparaître un découvert prévisionnel de 6.354 millions de francs et que son découvert d'exécution était seulement de 1.350 millions, les recouvrements s'étant accrus de 7.370 millions. De même, en 1970, les recouvrements vont dépasser très sensiblement les prévisions, si l'on se réfère au collectif budgétaire annoncé dans la presse et qui fait état d'un dépassement de 4.700 millions de francs, quoique, dans le détail, les différentes recettes fiscales n'aient pas évolué selon les prévisions.

M. Jean Nayrou. C'est arrivé opportunément !

M. Henri Tournan. Ce collectif est en effet arrivé opportunément. J'ai été très surpris, monsieur le secrétaire d'Etat, qu'il soit annoncé dans la presse le jour même de l'ouverture de la discussion générale de la loi de finances devant le Sénat.

M. Jean Nayrou. C'est exact !

M. Henri Tournan. Il semble donc que l'estimation des ressources ait été faite avec une très grande prudence. Cette attitude de l'administration pouvait se justifier par la nécessité de freiner les dépenses supplémentaires qui risquaient d'apparaître au cours de la discussion parlementaire lorsque les députés avaient l'initiative des dépenses. Mais elle ne l'est plus aujourd'hui, car le Gouvernement dispose de l'article 40 de la Constitution qui lui permet de faire déclarer irrecevables toutes les dispositions entraînant des dépenses nouvelles. Si donc, comme nous inclinons à le penser, les recettes sont sous-estimées, le budget est en réalité en suréquilibre ; il aura des effets déflationnistes qui ne sont pas conciliables avec l'objectif qui lui est assigné d'accompagner l'expansion. Cela serait d'autant plus regrettable que, comme nous le verrons, certains secteurs particulièrement sensibles sur le plan économique et social sont très insuffisamment dotés.

Notre seconde remarque concerne la progression à peu près identique de la production intérieure brute et des dépenses de caractère définitif, la première étant de 9 p. 100 et la seconde de 8,7 p. 100. Le Gouvernement justifie ce parallélisme par « le souci d'assigner aux finances publiques un rôle d'accompagnement de la croissance, en évitant que celle-ci n'exerce sur l'offre globale une pression inflationniste. »

Cette conception selon laquelle les dépenses publiques ne doivent pas s'accroître plus que la production intérieure brute nous paraît contraire à l'évolution normale des sociétés modernes.

La justice sociale, le développement économique, l'aménagement du territoire et de l'environnement, le progrès dans son sens large entraînent nécessairement une intervention accrue de l'Etat qui a naturellement pour tâche de promouvoir l'intérêt général, car les initiatives privées, mues par le profit, ne sauraient, à elles seules, y faire face. Aussi est-il logique que les dépenses collectives aient tendance à croître plus rapidement que les dépenses privées.

La détermination du montant des différents crédits budgétaires dépend des tâches que le Gouvernement et le Parlement entendent faire assumer par l'Etat. Votre conception politique libérale vous conduit à une diminution systématique de celles-ci, que nous ne pouvons approuver, bien quelle permette, je le reconnais, de réduire le volume des dépenses publiques. Mais nous n'en estimons pas moins, pour autant, qu'il faille évidemment, dans les décisions à prendre, tenir compte des possibilités contributives de la nation.

A ce propos, vous estimez que la limite de la pression fiscale est atteinte ; nous pensons que, dans un tel domaine, la réponse doit être nuancée. Sur le plan global, il est possible de répondre en se référant aux renseignements contenus dans le rapport de M. Rivain, rapporteur général de la loi de finances devant l'Assemblée nationale. A la page 33 du tome I de ce rapport, il est indiqué que la France se situe parmi les pays industriels qui ont une pression fiscale modérée comparativement au produit national brut ; ainsi l'Allemagne, l'Angleterre et la Suède connaissent une pression fiscale supérieure à la nôtre. Aussi la question qui se pose a trait moins à la charge fiscale totale supportée par le pays qu'à sa répartition équitable entre tous les Français, ce qui, nous en convenons, est loin d'être résolu.

Le désengagement de la puissance publique, qui est la doctrine actuelle du pouvoir et à laquelle nous ne saurions souscrire, se traduit par la débudgétisation de certaines dépenses, leur transfert aux collectivités locales, dont la situation financière est pourtant le plus souvent critique, ou leur « privatisation ». Les routes, le téléphone, les transports, les entreprises nationales, le logement social perdent leur caractère de service public et sont abandonnés au secteur privé, le critère de rentabilité se substituant à celui de l'intérêt général. Mais, en réalité, les charges, qui ne sont plus assurées par l'intermédiaire du budget de l'Etat, n'en demeurent pas moins et, pour y faire face, nous assistons à d'incessantes hausses de tarifs, dont celle, annoncée tout récemment, des tarifs des transports est un exemple parmi tant d'autres, qui sont un facteur important de l'augmentation du coût de la vie contre laquelle le Gouvernement entend pourtant lutter. Comment, dans ces conditions, l'Etat pourra-t-il soutenir efficacement les objectifs prioritaires définis par le VI^e Plan ?

L'examen de l'ensemble des dépenses publiques à caractère définitif permet de constater, par rapport à 1970, une augmentation moyenne de 8,7 p. 100 qui se traduit par des progressions variables selon les grandes masses budgétaires.

Les dépenses de fonctionnement des services civils s'accroissent de 12,8 p. 100. En revanche, les dépenses civiles en capital n'augmentent que de 7 p. 100 pour les autorisations de programme et de 4 p. 100 pour les crédits de paiement. Nous rappellerons que le montant des autorisations de programme prévues pour 1969 était légèrement supérieur, avant blocage, il est vrai, à celui inscrit dans le projet de budget actuel ; or l'érosion monétaire tend à rendre ce rapprochement encore plus significatif.

On est donc en droit de constater, comme le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, membre éminent de la majorité, que les efforts de compression portent encore sur les dépenses d'équipement, avec pour conséquence une croissance plus rapide des dépenses de fonctionnement et un écart toujours plus grand entre ces deux catégories de dépenses au détriment des premières.

Ainsi, les crédits destinés aux logements n'augmentent que de 7,6 p. 100 en valeur et on pourrait en inférer que les mises en chantier ne progresseront pas ; mais, il est vrai, le Gouvernement vient de décider d'augmenter de 20.000 le nombre des logements aidés mis en chantier en 1971 en débloquant 253.400.000 francs d'autorisations de programme. Nous prenons volontiers acte de cette décision qui, cependant, est peu de chose eu égard aux besoins qui sont considérables.

De même les équipements collectifs agricoles — mon collègue, M. Brousse, vient d'en parler — demeurent sacrifiés puisqu'ils ne progressent que de 3 p. 100, ce qui correspond à peine à la hausse des prix escomptée. Il est vrai que les investissements, dans ce secteur, revêtent un caractère d'urgence tel que, sous la pression de l'Assemblée nationale, le Gouvernement a consenti, là encore, le déblocage de 70 millions d'autorisations de programme.

La santé publique, la jeunesse et les sports n'augmentent que très faiblement sur 1970. Mais que dire de l'éducation nationale, où les autorisations de programme diminuent en valeur sur l'année dernière ?

Sans doute convient-il de noter, en dehors du budget général, deux augmentations de dépenses en capital marquant les priorités décidées en matière de télécommunications et de voirie. Le budget annexe des P. T. T. voit ses crédits de paiement s'accroître de 34 p. 100 et ses autorisations de programme de 11 p. 100 et le fonds spécial d'investissement routier est

doté de crédits de paiement en hausse de 14,7 p. 100 et d'autorisations de programme en augmentation de 34 p. 100. Cette dotation assez importante concerne essentiellement les tranches nationales et urbaines, les voiries départementales et communales ne recevant que des crédits inchangés, d'un montant tout à fait dérisoire.

Ce sont ces crédits hors budget qui permettent de faire apparaître une progression des dépenses civiles en capital de 10,2 p. 100. Il n'en demeure pas moins que, dans de nombreux secteurs, les investissements publics n'augmentent pratiquement pas en valeur et, par conséquent, diminuent en volume.

En ce qui concerne les dépenses militaires, si les crédits globaux s'accroissent de 6,2 p. 100 se décomposant comme suit : dépenses ordinaires, 8,8 p. 100 et dépenses en capital, à savoir, crédits de paiement, 4 p. 100, et autorisations de programme, 13,8 p. 100, cette dernière progression s'insérant dans le cadre de la nouvelle loi de programme des équipements militaires, ces équipements bénéficient toujours de la sollicitude du pouvoir, puisqu'ils augmentent plus que les investissements civils et ne comportent pas comme ceux-ci de tranche optionnelle.

A ce propos, il convient d'évoquer l'innovation qu'a constituée la création, en 1970, du fonds d'action conjoncturelle.

M. Jean Nayrou. C'est une réussite !

M. Henri Tournan. Nous allons effectivement le voir.

Ce fonds avait reçu les autorisations de programme bloquées en 1969, qui s'élevaient à 5.232 millions, et 2.228 millions au titre de l'exercice en cours. Or, ainsi que l'a indiqué M. le rapporteur général, sur ces sept milliards et demi, un arrêté non publié du 15 juillet dernier a annulé définitivement les crédits gelés en 1969, à savoir 5.232 millions, tandis que la moitié seulement des crédits d'engagement bloqués pour 1970, soit 1.114 millions, ont été utilisés.

Certes, les 1.030 millions d'autorisations de programme et les 250 millions de crédits de paiement inscrits au fonds d'action conjoncturelle en 1971 ont été quelque peu réduits à l'occasion de la discussion devant l'Assemblée nationale, en faveur des logements sociaux.

La nécessité de maintenir en 1971 ce fonds ne nous paraît pas évidente et l'on peut se demander si le Gouvernement n'y a pas inscrit des crédits, moins pour des raisons conjoncturelles que pour permettre de donner quelques satisfactions au Parlement, qui a ainsi l'impression, bien illusoire, de jouer encore un rôle dans l'élaboration du budget de la France.

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Henri Tournan. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Le caractère particulièrement concret, fouillé et sérieux de l'intervention de M. Tournan me conduit à lui apporter une précision, s'il le permet, concernant le fonds d'action conjoncturelle.

Ce fonds d'action conjoncturelle a été inscrit en 1971 dans un esprit différent de celui qui avait présidé à la création du fonds d'action conjoncturelle de 1970.

En 1970, le Gouvernement avait l'intention de ne débloquer les crédits du fonds d'action conjoncturelle que dans la mesure, qui lui paraissait peu probable, où la conjoncture le permettrait, c'est-à-dire où le redressement serait réalisé et les équilibres rétablis. A la vérité, il ne l'avait jamais caché : au départ, il lui semblait peu probable que des déblocages soient opérés. Cependant, le rétablissement des équilibres s'étant effectué aux yeux du Gouvernement plus rapidement et d'une façon plus substantielle qu'on avait pu le penser au début du plan de redressement, il a considéré comme possible de débloquer la moitié des crédits inscrits au fonds d'action conjoncturelle et d'attendre pour décider du sort réservé à la seconde moitié. Sur ce point, il ne s'est pas prononcé et les crédits restent toujours au fonds d'action conjoncturelle. Voilà pour 1970.

En ce qui concerne 1971, l'esprit est totalement différent et l'intention du Gouvernement est exactement contraire. Son intention est *a priori* de débloquer les crédits. Le Gouvernement agit simplement par mesure de précaution. Dans le cas où l'évolution de la conjoncture ne se ferait pas de façon satisfaisante et conformément aux prévisions, à ce moment-là seulement, il pourrait revenir sur son intention, mais, en réalité, les crédits sont très probablement destinés à être débloqués.

Je voulais, pour votre information et compte tenu du caractère général de votre intervention, monsieur Tournan, vous apporter cette précision.

M. Henri Tournan. Je vous remercie, monsieur le secrétaire d'Etat, des renseignements que vous me donnez. Malgré tout,

ils ne me convainquent pas complètement, en ce sens que nous constatons que les rentrées fiscales ont été beaucoup plus importantes que prévues, que le Gouvernement, très certainement, en était informé depuis quelque temps et que, par conséquent, il aurait très bien pu faire disparaître dès maintenant du budget de 1971 ce fonds d'action conjoncturelle. (*Nombreuses marques d'approbation sur les travées socialistes.*)

M. Jean Nayrou. Très bien !

M. Henri Tournan. Enfin, je crois que le fonds d'action conjoncturelle — je vais le dire quand même — ne va pas avoir une vie bien longue et que les observations que je puis encore faire n'auront pas un caractère permanent.

Pour nous, le fonds d'action conjoncturelle paraît être un artifice qui devrait disparaître au plus tôt de la présentation budgétaire, car il ôte au vote du budget une grande partie de sa signification. Sans doute le Gouvernement n'est-il jamais obligé de dépenser la totalité des crédits votés et, en matière d'investissements publics civils, la lenteur administrative est souvent entretenue avec soin pour retarder l'emploi des crédits ainsi que la Cour des comptes en a fait souvent l'observation dans ses rapports annuels. Aussi cette faculté supplémentaire donnée au Gouvernement d'agir comme bon lui semble nous paraît à la fois inutile et choquante. Il serait préférable de ne faire figurer dans le budget que les crédits que l'on est décidé à engager au cours de l'année et de revenir devant lui, si des ajustements se révèlent nécessaires, par le dépôt d'un collectif budgétaire.

A ce point de notre exposé, nous sommes obligés de faire état des informations publiées aujourd'hui même par la presse au sujet de l'exécution du budget de 1970, en regrettant que M. le ministre de l'économie et des finances ne les ait pas commentées et n'ait pas donné devant notre Assemblée les renseignements directement, car les rentrées fiscales meilleures, dont nous ne pouvons que nous réjouir et qui figuraient dans le collectif annoncé, permettraient le déblocage de 4.700 millions de crédits pour l'industrie, les régions et l'enseignement. Nous sommes donc bien fondés à nous demander si le projet de budget actuel ne doit pas être revu dans sa contenance elle-même, ce qui ne fait que confirmer malheureusement le caractère un peu académique de nos débats sur le plan parlementaire.

La répartition des crédits, telle qu'elle apparaît dans ce projet de budget, n'est pas fondamentalement différente de celle du budget dont l'exécution est en cours. Les investissements publics qui conditionnent pour une large part l'expansion, un des objectifs majeurs que l'on entend poursuivre, sauf quelques rares exceptions, demeurent sacrifiés. En revanche, les grandes entreprises du secteur privé conservent et même accroissent leurs positions dominantes dans l'économie et l'Etat tend à leur transférer des tâches d'intérêt général, telles que les routes et les télécommunications, qui normalement lui incombent.

Mais, si l'efficacité, le progrès et l'équité ne trouvent pas leur compte dans ce budget, que dire des propositions qui nous sont présentées pour le financer ?

Les charges fiscales, malgré quelques aménagements minimes, sont toujours inégalement réparties, car les classes laborieuses, et au premier rang de celles-ci les salariés, en supportent une part excessive au profit des classes les plus fortunées.

Il est communément admis que la place des impôts indirects dans l'ensemble des recettes fiscales est trop importante. Ces impositions, qui sont des taxes sur la consommation, sont une des causes principales de vie chère et frappent aveuglément toute la population sans tenir compte de la situation réelle de chaque contribuable. Elles sont relativement beaucoup plus lourdes pour les pauvres que pour les milieux aisés. Or, cette place demeure toujours considérable et a même tendance à augmenter.

Le produit de la taxe sur la valeur ajoutée et des autres impôts sur la consommation représentent 55,20 p. 100 de l'ensemble des recettes fiscales en 1960 et 61,76 p. 100 en 1969. La proportion devrait un peu diminuer en 1970, mais serait de 62 p. 100 en 1971.

Ainsi, selon les documents officiels, alors que l'ensemble des ressources fiscales augmentera en 1971, par rapport aux prévisions rectifiées de 1970, de 7,9 p. 100 le produit de la T. V. A. proprement dit progressera de 9,4 p. 100, donc très sensiblement davantage, les réductions de taux concernant certaines denrées alimentaires n'ayant qu'une incidence en baisse dérisoire, à savoir, 4 p. 100. On est donc fondé à considérer que, dans ce domaine, on s'éloigne encore un peu plus de la justice fiscale.

Quant aux impôts sur le revenu — impôt sur le revenu des personnes physiques, taxe complémentaire et impôt sur les sociétés — ils représentaient, par rapport au total des charges fiscales, 24,35 p. 100 en 1960 et 27,11 p. 100 en 1969. Mais ce supplément de charges est supporté surtout par les impôts sur les personnes qui passent de 10,98 p. 100 en 1960 à 17,8 p. 100 en 1969, en augmentation de 6,9 points, tandis que l'impôt sur

les sociétés passe de 13,4 p. 100 à 9,25 p. 100 en régression de 4,15 points, pour la même période. En 1971, la part des impôts sur le revenu des personnes physiques continuerait à augmenter, puisqu'elle serait de 18,6 p. 100, et celle de l'impôt sur les sociétés s'élèverait à 10,1 p. 100, en très légère augmentation.

Là encore, il ne nous paraît pas que l'équité fiscale trouve son compte. Aucune mesure n'est prévue dans le budget pour permettre un rendement accru de l'impôt sur les sociétés, et celles-ci continueront à bénéficier de toute une série de privilèges fiscaux : amortissements dégressifs, déductions fiscales pour investissements, etc., qu'il serait bon de revoir avec soin.

Mais le Gouvernement, qui cherche à satisfaire en priorité les intérêts des grosses entreprises, dont il attend l'industrialisation sauvage du pays, ne saurait par conséquent pratiquer une telle politique, cependant conforme à l'équité.

D'ailleurs, le pouvoir définit l'équité fiscale, qu'il se déclare décidé à réaliser, par le principe, en théorie acceptable, « à revenu égal, impôt égal », mais en fait une application des plus discutables en matière d'impôts sur le revenu. En effet, en allégeant la charge des non-salariés, il anticipe sur les résultats des travaux entrepris par l'administration pour parvenir à une meilleure connaissance des revenus des différents groupes socio-professionnels. C'est ainsi que l'extension à l'ensemble des contribuables de la réduction de 5 p. 100, qui représente une perte de recettes de 850 millions, aboutira à la suppression de cette bonification dont profitaient les salariés, qui ne sera que de 3 p. 100 en 1971 et disparaîtra complètement en 1972.

D'autre part, sur les 3.150 millions d'allègements fiscaux figurant au présent budget au titre des impôts directs perçus par voie de rôle, les mesures prises en faveur des personnes de condition modeste s'élèvent seulement à 100 millions. La suppression de la taxe complémentaire et des majorations progressives prévues par la loi de finances de 1970, qui correspondent à des pertes de recettes respectives de 500 et 750 millions, itnèrent les classes aisées. Quant à l'élargissement du barème, qui entraîne une moins-value de recettes de 940 millions, il concerne l'ensemble des contribuables et non pas seulement les plus modestes, pour qui il représente peu de chose.

En réalité, toutes ces mesures sont prises pour apaiser les mécontentements qui s'expriment avec le plus de vigueur, et l'on ne peut considérer que le Gouvernement procède selon une ligne directrice cohérente.

Enfin, la place des impôts sur les successions et des autres impôts sur la fortune, déjà très modeste dans l'ensemble des recettes fiscales, tend plutôt à diminuer : 5,07 p. 100 en 1960 et 4,69 p. 100 en 1969. Les estimations pour 1975 font apparaître une réduction de ce pourcentage de 0,36 point, le pourcentage devant être inchangé en 1971.

La faiblesse de ces impôts montre dans quel esprit est toujours conçue la fiscalité française. Nous pensons qu'un impôt sur le capital revêtant la forme d'une taxe statistique, même peu élevée, constituerait une indispensable étape dans la voie de l'équité fiscale. Elle aurait en outre l'avantage de permettre la connaissance des patrimoines et ainsi d'aider à déceler et à combattre la fraude fiscale.

A cet égard l'emprunt Pinay à capital garanti constitue une fraude légale particulièrement choquante. Aussi estimons-nous nécessaire et urgent de procéder à sa conversion, puisqu'elle est devenue maintenant juridiquement possible.

La fraude est une des tares majeures du système fiscal français. Son montant est très élevé. M. Philippe Bauchard estime, dans la revue *L'Expansion* d'octobre dernier, qu'elle atteindrait environ 10 p. 100 des recettes de l'Etat, soit une somme de l'ordre de 16 milliards. Il est évident que si les services fiscaux parvenaient à la faire disparaître en majeure partie, les ressources nouvelles ainsi collectées pourraient permettre de financer une politique économique et sociale beaucoup plus dynamique et d'introduire plus de justice dans la société française, ce qui ne manquerait pas d'atténuer les antagonismes entre les diverses catégories socio-professionnelles.

Nous ne pouvons évoquer dans son ensemble un problème aussi complexe. Nous nous bornerons à constater que l'article 18 relatif à la taxation d'après les éléments du train de vie ne modifie pas le barème qui est resté inchangé depuis plusieurs années, et que l'article 19 concernant la taxation d'après la dépense, bien qu'il ne fût pas d'une sévérité excessive, a été rejeté par l'Assemblée nationale.

A la place de cet article 19, qui devait se substituer à l'article 180 du code général des impôts, le Gouvernement a seulement fait voter, en fin de discussion, une modification très légère dudit article 180, dont l'efficacité paraît bien douteuse.

Quant aux articles 20, 21 et 22, ils ont été modifiés dans le sens d'une très nette atténuation. Ces hésitations et ces revirements ne peuvent que nous confirmer dans notre conviction que la majorité actuelle n'entend pas lutter vraiment contre la fraude.

Dans sa déclaration faite en début de session devant le Parlement, M. le Premier ministre offrait au pays les séduisantes perspectives d'une société nouvelle, « plus efficace dans la conquête du bien-être, plus juste à l'égard des moins favorisés, plus responsable dans son fonctionnement même, plus humaine dans sa vie quotidienne ». Si, à l'Assemblée nationale, nos amis n'ont pas accordé leur confiance au Gouvernement dont le chef tenait un tel langage, ce n'est pas tant parce qu'ils en désapprouvaient l'esprit, que parce qu'ils savaient que la majorité, d'essence conservatrice, ne permettrait pas la réalisation des objectifs proposés.

Depuis douze ans, la France est dirigée, à quelques nuances près, par la même majorité et, à quelques vicissitudes près, par les mêmes hommes, et de l'aveu de ses dirigeants, tout reste encore à faire en ce qui concerne le bien-être, la justice, la responsabilité, l'efficacité.

Le projet de budget qu'on nous demande d'approuver ne marque pas la nécessaire rupture avec les méthodes et les orientations antérieures ; il ne correspond pas à la politique générale qui nous est annoncée et dont il devrait être la traduction. Comment, dans ces conditions, ne formulerions-nous pas à son sujet notre scepticisme et nos réserves ?

Une expansion vigoureuse est la condition préalable de l'amélioration tangible du niveau de vie des travailleurs ; elle ne saurait être stimulée par ce budget où la place des investissements demeure beaucoup trop réduite. Quant à la répartition des charges, nous ne voyons pas, bien au contraire, qu'elle ait été modifiée dans le sens de la justice.

Nous reconnaissons certes, car nous tenons à être objectifs et mesurés, qu'un certain changement dans le style et un comportement plus courtois à l'égard du Parlement et notamment du Sénat peuvent être mis à l'actif de l'équipe actuelle, bien que l'annonce du collectif budgétaire par voie de presse au moment de l'ouverture du présent débat nous choque un peu. Nous savons qu'il ne nous sera pas possible, compte tenu de la majorité massive qui le soutient et des armes de procédure dont il dispose, d'obtenir du Gouvernement que ce budget soit substantiellement modifié comme nous le souhaiterions.

Nous suivrons cependant ce débat budgétaire avec soin ; nos amis viendront exposer notre point de vue et défendre, le cas échéant, les amendements qui nous paraîtront utiles car, attachés à la démocratie, nous entendons ainsi lutter contre les usages qui, depuis un certain nombre d'années, ont été, en fait, au Parlement les moyens de participer activement à l'élaboration de textes qui ne peuvent exister sans la sanction de son vote. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Coudé du Foresto.

M. Yvon Coudé du Foresto. Monsieur le président, messieurs les secrétaires d'Etat, j'avais comme il se doit, préparé soigneusement par écrit mon improvisation. (*Sourires.*) Je vous en épargnerai la lecture, tout au moins pour la plus grande partie, après tant d'orateurs éminents et surtout à l'heure où nous sommes.

Je voudrais, d'entrée de jeu, déroger un peu à mes habitudes. Vous savez, monsieur le secrétaire d'Etat, que même lorsque je formule des critiques, c'est toujours en termes modérés, mais cette fois-ci je le serai un peu moins, parce que je considère quelque peu scandaleuse la manière dont nous nous saisissons, cette année, du budget de 1971.

Je m'explique : nous sommes soumis à des délais constitutionnels et la commission des finances a l'habitude d'examiner les budgets bien avant qu'ils ne soient discutés à l'Assemblée nationale de façon à gagner du temps et à être en mesure de rapporter au moment de la discussion devant le Sénat. Cette année, à la suite de l'événement exceptionnel qu'a été le décès du général de Gaulle, il y a eu un décalage, que nous comprenons parfaitement, de quarante-huit heures, mais ce décalage a entraîné d'autres conséquences : en dernière heure, à l'Assemblée nationale, de très importantes modifications ont été apportées par des amendements qui, parfois, sont d'origine gouvernementale. Ces textes sont parvenus à la commission des finances si tardivement que nous n'avons eu, en tout et pour tout, que trois heures et demie pour examiner tous les articles de la première partie de la loi de finances. Cette première partie est la plus importante et cela ne paraît pas être une méthode extrêmement sérieuse. Je tenais à vous le dire.

Mon propos, je vais le ramener à l'examen des termes mêmes de la déclaration de M. le ministre des finances que j'ai suivie avec beaucoup d'attention, surtout dans la partie qui traite de questions d'ordre général.

M. le ministre des finances a fait état, tout d'abord, de la croissance relativement plus faible des dépenses de l'Etat par rapport à celle du produit national brut. Pour ma part, je souscris bien volontiers à l'amélioration que cela constitue. D'autre part, il a évoqué l'évolution de la consommation. Après

avoir cité les chiffres se rapportant au premier trimestre puis au second, il s'est félicité, à juste titre, d'une reprise de la consommation intérieure au cours du troisième trimestre. Là, permettez-moi de vous dire que je suis un peu plus réservé ; de notoriété publique, le second trimestre est toujours déficient et le troisième est, au contraire, toujours en reprise. Nous nous prononcerons donc lorsque nous connaîtrons le quatrième, qui est le plus important et qui nous donnera une physionomie exacte de la situation.

Et puis — je crois d'ailleurs qu'un orateur précédent l'a indiqué — dans certaines professions, notamment dans le textile, nous assistons actuellement à des licenciements massifs, ce qui ne paraît pas coïncider exactement avec cette reprise de la consommation dont parlait M. le ministre des finances en citant précisément le textile. J'aimerais avoir quelques explications sur la contradiction apparente entre ces deux constatations.

Ensuite, M. le ministre des finances a souligné qu'il avait été possible de désencadrer le crédit. J'ai eu l'occasion, en commission des finances — et je crois que vous étiez présent — de lui indiquer que ce désencadrement me paraissait curieux, car il se combinait avec des méthodes bancaires qui conduisaient en fait à des résultats qui n'étaient pas extrêmement différents de l'encadrement proprement dit. Et pour cette raison, monsieur le secrétaire d'Etat, je voudrais bien avoir quelques précisions, car j'ai rencontré des banquiers, y compris des représentants de la Banque de France, qui m'ont, sur ce sujet, apporté des précisions qui me semblent bien inquiétantes.

Enfin, M. le ministre des finances nous a parlé de l'évolution des prix. Nous avons assisté à une controverse entre le ministre des finances et M. le rapporteur général sur le niveau de cette hausse des prix à la fin de l'année. Je vous avoue que je n'ai pas l'intention de prendre parti. Sera-t-elle de 4,7 p. 100 ou de 5,7 p. 100 ? Selon que l'on consulte les statisticiens ou la ménagère qui va faire son marché, les opinions sont extrêmement divergentes. Un fait est certain, c'est que le rapport de l'O. C. D. E., auquel le ministre des finances a fait référence, fait état d'une inflation que je ne voudrais pas qualifier de galopante, mais tout de même extrêmement importante, dans tous les pays du monde occidental. Autrefois, deux solides piliers subsistaient : d'un côté l'Amérique avec le dollar, de l'autre l'Allemagne avec le mark. Ces deux piliers s'étant, en partie, effondrés, nous sommes alors sans garde-fous et nous nous trouvons à peu près désarmés dans la lutte contre l'inflation.

Quand je rapproche le propos de M. le ministre des finances concernant la neutralité du budget tout en maintenant le plein emploi, de la réflexion du rapporteur de l'O. C. D. E. — il est quelque peu revenu depuis sur sa position — nous signalant que l'on ne pourrait atteindre ce résultat qu'à la condition d'admettre un certain chômage, je vous avoue que je suis extrêmement inquiet. Je suis d'autant plus inquiet qu'on a cité ici un certain nombre de chiffres concernant le chômage. Je ne veux pas les reprendre, mais je constate que personne jusqu'à présent n'a fait état des offres d'emplois non satisfaites. Et pourtant, cela démontre qu'il y a un déséquilibre total dans la formation professionnelle et c'est un des problèmes sur lesquels il convient de mettre l'accent.

Les uns et les autres, nous connaissons un certain nombre de jeunes que l'on a orientés ou laissé s'orienter tout seuls vers des voies sans issues. Je me demande si, du côté de l'éducation nationale, un effort sérieux ne devrait pas être entrepris, effort qui n'est pas facile, peut-être même pas très populaire, mais qu'il faudra bien que vous entrepreniez.

Pour ma part, je trouve la politique d'accompagnement insuffisante et je préférerais une politique d'entraînement. A ce sujet, les considérations développées sont plus curieuses encore. M. le ministre des finances a indiqué qu'il voulait d'abord effectuer un effort d'investissement productif, que le budget allait dans ce sens, qu'il fallait éviter les évolutions inflationnistes et que jusqu'à présent on avait réalisé la croissance de l'économie soit à l'aide de la monnaie, soit à l'aide de l'épargne, qui doit être garantie et rémunérée si on veut avoir recours à elle. J'en suis bien d'accord, mais j'ai été très étonné de constater qu'on ne faisait en aucun cas appel à l'autofinancement.

Vous savez que nous étions assez en retard sur ce plan par rapport aux pays fortement industrialisés et que s'il y a redressement, surtout pour certaines professions, cet autofinancement est encore insuffisant à mes yeux. Si l'on ne veut pas revenir à l'inflation, que l'on a écartée, il n'est pas non plus possible de tout demander à l'épargne qui n'est pas malheureusement intarissable. Une réflexion du ministre des finances m'a laissé rêveur. Indiquant que la croissance économique était de 9 p. 100 en valeur et la progression du budget de 8,8 p. 100 seulement au lieu de 6,2 p. 100 en 1970, il en

concluait qu'il s'agissait d'un budget d'entraînement puisque la progression du budget était à peu près équivalente à la croissance économique.

En fait, il semble bien qu'il ait prévu ce budget pour une hypothèse qui n'est pas envisagée, car si la croissance économique n'était pas de 9 p. 100 le budget serait un véritable budget d'entraînement et non plus d'accompagnement. Je ne comprends pas très bien et je voudrais que vous m'expliquiez, monsieur le secrétaire d'Etat, comment on peut faire état dans un budget d'une hypothèse qui en fait n'est même pas envisagée.

Je ne reviendrai pas sur la question du fonds d'action conjoncturelle, car nous en avons beaucoup débattu. Pour ma part, je pense que vous n'en avez pas besoin, puisque vous n'avez jamais besoin de dépenser les crédits maxima qu'on vous accorde. Je pense, de plus, qu'il s'agit d'une véritable délégation de pouvoir que vous nous demandez ainsi. Or, cette Assemblée a toujours été hostile aux délégations de pouvoir et je continue à l'être. Si nous avons tiré une croix sur 1969 et aussi une croix, contrairement à ce que vous avez dit il y a un instant — M. le ministre de l'économie et des finances en commission des finances a été extrêmement précis — sur la question du fonds d'action conjoncturelle en 1970 qui n'a pas encore été débloqué, nous ne voyons pas pourquoi il subsiste encore pour 1971. Vous n'avez absolument pas besoin d'une autorisation pour bloquer les crédits que vous n'êtes pas obligé d'utiliser complètement. (*Très bien ! à gauche.*)

Enfin, vous avez parlé d'un certain nombre d'équipements collectifs et on nous a signalé que vous aviez fait un effort de sélection. Effectivement, on ne peut pas tout faire à la fois et je le comprends très bien !

M. le ministre des finances nous a cité les chapitres qui avaient été retenus, essentiellement l'investissement routier, les télécommunications et les équipements urbains et portuaires. Mais, à partir du moment où vous réalisez un équilibre et où vous accroissez certains postes de 40 p. 100, il faut prendre les crédits ailleurs. Où les avez-vous pris ? Sans entrer dans les détails, je suis obligé de penser que vous les avez pris sur un certain nombre d'autres investissements collectifs, ce qui risque de freiner l'équipement de nos campagnes, mais également la décentralisation. C'est très grave — nous aurons l'occasion d'y revenir lors de la discussion des budgets de l'industrie et de l'agriculture — et nous risquons d'aller à des mécomptes extrêmement sérieux.

Je reviens à mon « improvisation » sur un point qui a été évoqué par certains de mes prédécesseurs à cette tribune et qui me paraît essentiel.

Vous nous avez parlé des allègements et l'on a eu raison de souligner qu'ils portent pour 90 p. 100 de leur valeur sur les impôts directs et pour 10 p. 100 sur les impôts indirects.

Or, dans un pays moderne, c'est l'impôt direct qui doit prévaloir. On nous a expliqué que c'était extrêmement difficile, surtout dans un pays à vocation agricole, comme l'a dit mon collègue M. Armengaud. Mais il n'en est pas moins vrai que cette disproportion, que vous aggravez encore, est extrêmement inquiétante, et ce à un double titre.

Le premier, c'est que l'imposition indirecte, que vous le vouliez ou non, frappe tous les ménages, quels qu'ils soient et quels que soient leurs revenus. Alors que l'impôt direct permet des redistributions de revenus — je vais y revenir dans un instant — et est un impôt social, l'impôt indirect est antisocial.

La seconde raison qui me fait critiquer cette méthode, c'est que le volume et le taux de l'impôt indirect sont un des éléments essentiels de la fraude.

Bien entendu, nous voterons votre texte contre la fraude, bien entendu nous sommes tous contre la fraude, mais, il est deux sortes de fraudeurs : les gros fraudeurs, qui sont peu nombreux, parfaitement connus du fisc et qu'on aurait déjà pu poursuivre si l'on avait voulu le faire car l'on a des armes assez puissantes...

M. Etienne Dailly. C'est exact !

M. Yvon Coudé du Foresto. ... puis toute une série de fraudeurs qui sont appâtés par l'ampleur de l'impôt indirect que vous leur imposez. En particulier, en ce qui concerne la T. V. A., le taux maximum, 33 p. 100, favorise la fraude, le marché noir et le travail noir, ce qui me paraît être une très mauvaise opération !

Enfin, je voudrais, avec beaucoup de précaution, évoquer un problème qui nous a été exposé bien souvent par les cadres, qui se plaignent de la fermeture de l'éventail des salaires. Celle-ci est regrettable, mais elle me paraît malheureusement inéluctable, dans la mesure même où l'on élève le plancher des salaires et, par conséquent, le plancher du revenu de chaque individu.

En revanche, je suis extrêmement sensible aux conséquences de la majoration de l'impôt général sur le revenu. Vous avez pris solennellement, monsieur le ministre, vous, vos prédécesseurs, M. le ministre des finances, M. le Premier ministre, l'engagement de supprimer cette majoration exceptionnelle. Or, vous ne l'avez pas fait et les cadres sont encore plus sensibles à l'aspect moral de cette décision qu'à son aspect financier. Ils estiment, et je ne peux que leur donner raison, que c'est là une espèce d'escroquerie morale de l'Etat et que, dorénavant, ils ne pourront plus lui faire confiance. C'est extrêmement grave et nous aurons l'occasion d'en découdre au sujet d'un texte que nous avons adopté en séance, l'année dernière, dans le collectif budgétaire, en accord avec vous et qu'un décret récent vient de rendre à peu près caduc. Là aussi, c'est une fraude de l'Etat, puisque de fraude il s'agit !

Je passe assez vite maintenant, car l'heure avance, sur les déclarations de M. le ministre des finances. Je veux être objectif et je ne prétendrai pas que tout soit mauvais dans ce budget, qui a pas des aspects positifs.

Le premier, c'est, comme vous nous l'avez d'ailleurs indiqué voici un instant, que le ministre d'Etat chargé de la défense nationale ait proposé un budget inférieur, pour la première fois, à celui de l'éducation nationale. C'est une entreprise heureuse et nous pensons que vous êtes ainsi, sans vouloir sacrifier notre défense — peut-être plus critiquée dans ses détails que dans son montant global — dans la bonne voie.

Pour la première fois aussi, nous avons constaté le désir de ne pas augmenter la pression fiscale globale, mais, bien entendu, vous nous permettez, au moment de la discussion de chacun des budgets, de maintenir nos réserves quant à la répartition.

Nous constatons également un certain désir, encore flou, de relance de l'économie, un désir très flou même, car un budget d'accompagnement, alors que l'économie est encore convalescente, me paraît tout à fait insuffisant et c'est un budget d'entraînement qui est nécessaire.

J'avais écrit que je souhaitais que le collectif budgétaire nous apportât un certain nombre d'apaisements, mais, depuis, il est connu, et M. Tournan a indiqué tout à l'heure que nous regrettons, à juste titre il faut bien le dire, que la presse nous en ait divulgué le contenu le jour même où nous discutons du budget pour 1971 !

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Yvon Coudé du Foresto. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Puisque vous reprenez l'argument présenté tout à l'heure par M. Tournan, je répondrai qu'il n'y a là aucune manœuvre particulière de la part du Gouvernement : le Conseil des ministres ayant approuvé hier le collectif budgétaire, il est donc tout à fait normal que la presse d'aujourd'hui en rende compte. Si la discussion du budget, comme vous l'avez dit tout à l'heure, avait commencé mardi au Sénat, le collectif budgétaire n'aurait néanmoins été connu que jeudi. Les événements ayant reculé de deux jours le début de la discussion, le hasard des choses a fait que le collectif budgétaire a été connu aujourd'hui, mais ce n'est là qu'une coïncidence dont je ne vois pas que le Sénat ait à s'émouvoir le moins du monde.

M. le président. C'est tout de même un désagrément, monsieur le secrétaire d'Etat !

M. Yvon Coudé du Foresto. Je ne vous ferai pas un procès d'intention en vous prêtant des arrière-pensées que vous n'avez probablement pas, mais il faut bien rappeler que nous avons l'habitude d'être avertis par la presse d'un certain nombre de désirs et de décisions gouvernementaux.

Ce collectif budgétaire, nous en connaissons maintenant les grandes lignes, et il nous apporte quelques satisfactions dans certains domaines. Vous y avez apporté, en séance publique à l'Assemblée nationale, un certain nombre d'améliorations et celle-ci les a adoptées, mais je voudrais néanmoins indiquer combien nous sommes inquiets de voir que nous ne réunissons pas à reprendre avec vigueur une expansion économique que vous-même souhaitez.

Je pense que nous aurons l'occasion, au moment de la discussion des différents budgets, de modifier certains d'entre eux, mais vous savez très bien que notre marge de manœuvre est extrêmement réduite et qu'après avoir voté la première partie, qui est une véritable loi des maxima, nous sommes à peu près désarmés, car vous disposez de l'article 40 de la Constitution.

Je serais heureux, monsieur le secrétaire d'Etat, de vous apporter d'ores et déjà l'annonce que nous voterons votre

budget, mais je n'en sais rien ! Tout ce que je peux vous indiquer, c'est que nous avons enregistré avec plaisir les aspects positifs, que certaines de nos inquiétudes ne sont pas encore dissipées, que la discussion sera certainement assez âpre et que nous verrons, au moment où nous aurons à exprimer un vote, dans quel sens nous le ferons. (*Applaudissements à gauche et sur les travées socialistes.*)

M. le président. Je propose au Sénat de suspendre maintenant ses travaux et de les reprendre à vingt-deux heures quinze. (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à vingt heures dix minutes, est reprise à vingt-deux heures quinze minutes.*)

M. le président. La séance est reprise.

Nous poursuivons la discussion du projet de loi de finances pour 1971, adopté par l'Assemblée nationale.

Dans la suite de la discussion générale, la parole est à M. Gargar.

M. Marcel Gargar. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, dans le cadre de la discussion générale, mon intervention consistera en quelques brèves observations. Mieux que je n'aurais su le formuler, les orateurs qui m'ont précédé, la plupart des journaux et une bonne partie de l'opinion publique considèrent le budget présenté à notre examen comme un budget morne, sans innovation et même conservateur. On est d'accord pour estimer que la pression fiscale des impôts indirects est trop forte par rapport aux impôts directs.

Avec nombre d'économistes, nous pensons que seule une profonde réforme fiscale peut réduire les inégalités entre les citoyens et développer l'efficacité de l'économie française et celle des départements d'outre-mer, trop étroitement dépendants. Les aménagements fiscaux avancés par le Gouvernement paraissent être de la poudre aux yeux. Dans une intention sous-jacente, le Gouvernement a semblé vouloir mettre salariés et non-salariés sur un pied d'égalité pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Mais il demeure, quand on va au fond des choses, que les salariés, dont les revenus sont déclarés par leurs employeurs, resteront toujours surimposés par rapport aux autres catégories de redevables dont les revenus sont toujours minorés et bénéficient légalement de savantes déductions de frais et d'amortissements divers. Une timide tentative pour atteindre les gros revenus et les enrichissements occultes a connu des fortunes diverses pour aboutir en fin de compte à un compromis du Gouvernement et de sa majorité. Mais gageons que les dispositifs contre la fraude fiscale ne trouveront pas souvent leur application contre les dissimulateurs de revenus qui disposent toujours d'une arme de parade.

Ainsi vont persister et s'aggraver les inégalités fiscales, les insuffisances de rendement de l'impôt direct et, pour se procurer des ressources, le Gouvernement aura recours à la facile tentation du renforcement des taxes indirectes appelées impôts invisibles ou indolores, mais toujours facteurs de vie chère, nuisibles à la classe ouvrière, aux moyennes et petites activités, commerciales ou artisanales, et aux agents de la fonction publique. Les disparités et les injustices fiscales ne sont pas moins grandes en matière de T. V. A. Pourquoi les produits alimentaires et de large consommation sont-ils imposables, même à taux réduit ? Pourquoi si grande est la différence de taux de la T. V. A. entre les hôtels à petit et moyen standing — 17,5 p. 100 — et les palaces — 7,5 p. 100 ?

La Guadeloupe et les départements d'outre-mer en général, dont la pauvreté et le dénuement sont bien connus, doivent faire à notre avis l'objet d'une exemption totale de la T. V. A. Cette mise des départements d'outre-mer hors du champ d'application de la T. V. A. contribuerait partiellement, mais efficacement à régler les douloureux problèmes économiques et sociaux. Comment englober plus longtemps des petites îles appelées départements, distantes de 7.000 ou de 15.000 kilomètres de leur métropole, privées d'industries, des bienfaits des progrès techniques, encombrées de chômeurs, tributaires de l'importation pour tout, comment continuer, dis-je, à les englober dans le système fiscal du continent français, à leur faire subir de lourds prélèvements fiscaux provenant des impôts indirects et principalement de la T. V. A., aggravant les difficultés de ces pays sous-développés économiquement et socialement ?

Sait-on assez que par un artifice fiscal douanier ces micro-départements insulaires sont considérés pays d'exportation et d'importation par rapport à la France continentale ? Le calcul de la T. V. A. à l'entrée se fait sur la valeur de la marchandise à laquelle s'ajoutent tous les frais d'approche, coût, fret et emballage. Ainsi, bien que bénéficiant d'un taux minoré de 40 p. 100 du taux normal, les produits reçus restent encore trop lourdement taxés ; d'où le coût très élevé de la vie dans

ces pays isolés. Je ne mentionne même pas la lourde taxation des marchandises en provenance de l'étranger, la barrière protectionniste jouant à plein.

Si le Gouvernement veut vraiment aider ces départements à sortir de leur indigence et de leur misère économique grandissante, il y a lieu de placer ces pays insulaires dans une zone franche, libre, exempte de tous impôts indirects d'Etat pour une durée minimum de vingt-cinq ans.

La suppression de la vignette automobile se justifie aussi quand on considère l'absence totale dans les départements d'outre-mer de services de transports publics; d'où obligation pour beaucoup de se procurer une voiture neuve ou d'occasion. Là-bas, plus qu'en France, posséder une voiture ne constitue pas un signe extérieur de richesse. C'est même une sujétion parmi tant d'autres.

Mes propositions paraîtront inacceptables au regard de votre orthodoxie économique et fiscale, mais elles vont dans le sens des intérêts des peuples des départements d'outre-mer, en constantes difficultés avec une économie artificielle.

Le budget de 1971 étant « d'accompagnement », peu de dispositions financières sont prévues pour résoudre ou atténuer les difficultés présentes des petits agriculteurs, commerçants, artisans, fonctionnaires d'Etat ou de préfecture. Les agents des P. et T., ces mal-aimés, attendent toujours que leur situation s'améliore tant en France qu'en Guadeloupe.

Les problèmes du chômage et du sous-emploi restent entiers en France et plus encore dans les départements d'outre-mer. En gros, on dénombre plus de 450.000 chômeurs en France auxquels s'ajoute le contingent annuel de migrants en provenance des départements d'outre-mer. D'après l'I. N. S. E. E., 28 p. 100 des actifs potentiels de 18 à 25 ans n'ont pas de travail en Guadeloupe, sans compter la population féminine chroniquement inemployée dans ces départements d'outre-mer.

Contre ce chômage persistant, vous proposez deux solutions : l'exil en métropole et le tourisme.

Cette migration, assurée par le Bumidom se traduit par le départ annuel vers la France de 8.000 personnes venant concurrencer la main-d'œuvre française sur le marché du travail. Ne craignez-vous pas qu'à terme, ne surgisse un racisme non pas épidermique, mais économique à l'instar de ce qui se passe en Grande-Bretagne avec ses migrants antillais ?

Lors des débats budgétaires à l'Assemblée nationale, un député n'a-t-il pas souhaité que la création d'emplois s'effectue au bénéfice des Français et non à celui de la main-d'œuvre immigrée ? Il y a pire encore si le Gouvernement persiste dans ses intentions d'expédier les chômeurs antillais et guyanais en Amérique latine et au Canada.

Je demeure d'ailleurs inquiet et sceptique quant à l'efficacité du transfert d'une partie de la population de ces îles sous d'autres cieux, car en ce qui concerne la Guadeloupe cela se solde par une opération nulle ou aggravante, puisque dans ce pays réputé très accueillant et ne connaissant pas, au contraire de la Martinique et de la Guyane, le phénomène de rejet, il rentre annuellement 1.500 à 2.000 personnes en provenance des îles environnantes ou de l'Europe. Ainsi, la population autochtone peut avant longtemps se voir digérer ou remplacer par des éléments allogènes plus dynamiques du fait de leur complexe d'occupants ou de conquérants pacifiques.

S'agissant de l'agriculture dans les départements d'outre-mer, en dehors des belles promesses, ce principal secteur de l'économie ne reçoit pas d'incitation suffisante de la part du Gouvernement pour une rénovation, une révolution dans l'agriculture qui porte toujours la marque colonialiste.

Illusion perdue que celle qu'avait fait naître chez les petits agriculteurs la loi du 2 août 1961 sur la réforme foncière dans les départements d'outre-mer. La Safer de la Guadeloupe n'a pu agir faute de crédits et du droit de préemption. Aussi les possibilités d'accession à la propriété sont devenues un mythe pour les agriculteurs dont c'est la vocation de travailler la terre. Les deux principales productions, la banane et la canne à sucre, connaissent de grandes difficultés du fait de notre intégration au Marché commun et des cyclones répétés. Les dispositions de la loi sur les calamités agricoles ne sont pas étendues aux départements d'outre-mer.

Les moyens et petits commerçants écrasés par l'impôt et la concurrence des magasins à grande surface sont dans une situation des plus critiques. La plupart ferment et le nombre des chômeurs grossit.

L'artisanat n'est pas mieux loti. Le tourisme malgré les efforts méritoires des responsables locaux, ne reçoit pas toute l'aide désirable pour un développement rapide, harmonieux, rentable et profitable à tous les niveaux.

Les lois sociales en vigueur en France sont partiellement et très mal appliquées dans les départements d'outre-mer. Aucun effort sérieux n'est entrepris pour l'implantation d'industries et pour faire avancer notre économie et résorber le chômage

grandissant. L'I. D. I. dont on parle tant, sera-t-il étendu aux départements d'outre-mer ? La création en Guadeloupe d'un centre d'orientation scientifique fonctionnant comme annexe du Palais de la découverte passera-t-elle dans les faits, la ville de Pointe-à-Pitre lui ayant déjà réservé un terrain à cet effet ?

Les besoins des départements d'outre-mer sont grands dans les domaines de la formation professionnelle, des bâtiments scolaires, des crèches, des écoles maternelles, des lycées agricoles, des logements H. L. M. et P. L. R. et des équipements sanitaires hospitaliers. La culture est stagnante.

A cet égard, pourquoï le ministre de l'intérieur nous traitant en peuple mineur interdit-il l'entrée en Guadeloupe et dans les D. O. M. en général des films projetés en France ?

J'évoque pour mémoire la revendication, longtemps formulée par les fonctionnaires retraités des départements d'outre-mer, surtout des Antilles et de la Guyane, par laquelle ils demandaient la majoration de 40 p. 100 de leur pension de retraite à l'égal des fonctionnaires actifs et des retraités réunionnais.

Vous penserez sans doute, monsieur le secrétaire d'Etat, que j'anticipe sur le déroulement de la discussion budgétaire. Il n'en est rien car j'ai préféré adresser d'abord et directement mes observations à celui qui dispose, avec le Premier ministre, de la masse budgétaire à répartir entre tous les ministères dont les départements d'outre-mer sont partie prenante de portions congrues.

Je pense également que l'arme absolue dont vous disposez, je veux parler du fonds d'action conjoncturelle, critiquée non sans raison par nombre de parlementaires, ne sera plus bloquée, comme l'an dernier, pour le financement des constructions scolaires, à la Guadeloupe en particulier.

Il reste que je formule les plus expresses réserves sur le contenu de ce budget qui n'augure rien de dynamique pour le démarrage du VI^e Plan et qui s'éloigne des perspectives favorables à la classe ouvrière et paysanne de France et d'outre-mer. Et, si le « pouvoir est là où sont prises les décisions », selon l'expression de M. Giscard d'Estaing, pour changer la situation dans les départements d'outre-mer, laissez à ceux-ci la possibilité de prendre des décisions conformes à leurs intérêts et à leur désaliénation. (*Applaudissements sur les travées communistes et socialistes.*)

M. le président. Monsieur Armengaud, je vous remercie d'être venu représenter en séance la commission des finances. Celle-ci est réunie, en effet, pour examiner avant demain matin un très grand nombre d'amendements, car, dans les délais qui nous sont impartis après la réception des textes, la commission doit siéger en même temps que le Sénat. Pour ma part, je le regrette, et sans doute vous aussi, monsieur le ministre.

Dans la suite de la discussion générale, la parole est à M. Georges Marie-Anne.

M. Georges Marie-Anne. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, depuis la rentrée parlementaire, le 2 octobre dernier, c'est la première fois que j'aborde cette tribune. Mes premiers mots, ce soir, seront pour rendre un hommage public à l'action déployée par le Gouvernement pour aider la Martinique à panser ses blessures et à réparer le désastre que nous a causé la tempête « Dorothee » qui s'est abattue sur l'île dans la nuit du 20 au 21 août dernier.

Nous avons été aussi très sensibles aux témoignages de sympathie qui nous ont été adressés, durant cette épreuve, par nos amis de la métropole.

Selon les dires des experts, le météore a libéré une puissance énergétique de plusieurs mégatonnes, à la suite de quoi une trombe d'eau s'est déversée sur les hauteurs de Fort-de-France.

Nos rivières, au lit très encaissé, ont eu à évacuer, en moins de vingt-quatre heures, une masse prodigieuse d'eau représentant, selon certaines estimations, trois à quatre fois le débit de l'Amazone.

Déracinant les arbres, arrachant les ponts, détruisant les maisonnettes imprudemment construites trop près des berges, le flot dévastateur, parvenu dans les parties basses, a submergé tout le centre de la ville de Fort-de-France, qui s'est trouvé noyé sous un mètre cinquante d'eau boueuse.

Au petit matin du vendredi 21 août, la ville présentait un aspect infiniment pitoyable. Une épaisse couche de boue limoneuse recouvrait tout dans les maisons, sur les trottoirs, sur les chaussées. Les voitures, charriées et fracassées par le courant, se retrouvaient dans les rues dans les positions les plus hétéroclites.

Plus d'eau potable, plus d'électricité, plus de téléphone, les stocks des commerçants et des pharmaciens complètement détruits, les mobiliers particuliers démolis, plusieurs communes isolées par des glissements de terrain et la rupture des ponts, bref un véritable désastre, telle était, en gros, la situation, ce matin-là.

Dès le lendemain, le ministre de tutelle chargé des départements d'outre-mer venait se rendre compte sur place de l'étendue du sinistre, nous apporter le réconfort du Gouvernement et s'enquérir de nos besoins.

Le préfet, avec une compétence éclairée et un inlassable dévouement, prit la situation en main, mettant en œuvre le plan Orsec, galvanisant les énergies, mobilisant toutes les forces vives du département : l'armée, le S. M. A., la gendarmerie, la police, les pompiers, les techniciens de toutes disciplines.

Des navires furent déroutés de leur destination primitive pour venir débarquer leurs cargaisons à Fort-de-France. Des hélicoptères furent transportés de métropole par avion afin de rétablir les liaisons avec les quartiers isolés. Une compagnie du génie militaire fut amenée à pied d'œuvre.

Dans un esprit de total dévouement, chacun eut à cœur de donner le meilleur de lui-même.

L'épouse même du préfet réendossa, pour la circonstance, la blouse blanche d'infirmière et d'assistante sociale de ses jeunes années pour se porter au secours des blessés.

Je pense aussi, en particulier, à tous ces jeunes métropolitains du contingent qui, la tête nue au soleil et les pieds dans la boue, ont dégagé promptement les rues de Fort-de-France, désensablé les bassins de captation et rétabli les conduites d'eau.

Que serait devenue notre infortunée petite île dans cette tourmente si elle n'était accolée à cette grande et généreuse patrie qu'est la France ? Certes, les dommages occasionnés aux biens tant privés que publics demeurent considérables et les intéressés attendent, avec une légitime impatience, les mesures d'aide qui leur ont été promises. Mais, grâce aux mesures prises, la vie de la Martinique fut remise sur les rails dans les huit jours. L'eau potable, l'électricité, le téléphone et les communications intercommunales furent rétablies dans les meilleurs délais.

C'est pour tout cela que, à tous ceux qui nous ont aidés et entourés, je veux, du haut de cette tribune, dire un grand et chaleureux merci. Au nom de la population que je représente ici, je veux également exprimer à M. le Président de la République et à M. le Premier ministre notre reconnaissance et nos remerciements pour les dons personnels qu'ils nous ont envoyés.

Il ne reste à prier le Gouvernement de bien vouloir hâter la mise en application des mesures arrêtées pour venir en aide aux sinistrés car les appels sont de plus en plus pressants.

J'en viens maintenant à l'objet spécifique de nos débats, à savoir la discussion générale du budget de 1971. Mes propos seront circonscrits à la situation de cette partie de la France qui s'appelle les « départements d'outre-mer ».

Tous nos malheurs, monsieur le secrétaire d'Etat, se résument en trois mots : le sous-développement économique. Des efforts très louables ont été consentis pour doter ces nouveaux départements d'un appareil administratif, éducatif et social aussi satisfaisant que possible. Les équipements collectifs, bien qu'encore incomplets, ont atteint un niveau appréciable par rapport au point de départ.

Grâce aux mesures intervenues en matière d'hygiène et de santé publique, comme en matière d'assistance aux familles et aux personnes âgées, la mortalité infantile a régressé jusqu'à atteindre actuellement le taux des pays d'Europe. En outre, l'espérance moyenne de vie, qui ne dépassait guère quarante-cinq ans, se situe entre soixante-cinq et soixante-dix ans. Les enfants ne meurent plus en bas âge et les adultes vivent beaucoup plus vieux. Qui songerait à s'en plaindre ?

Malheureusement, la croissance économique n'ayant pas suivi le même rythme, nous connaissons maintenant un dangereux déséquilibre car, la pression démographique augmentant sans cesse, nous sommes menacés d'explosion.

Un premier impératif s'impose : juguler la démographie galopante par tous les moyens appropriés. L'action entreprise jusqu'à présent est beaucoup trop timide et trop discrète. L'imminence du péril dont nous sommes menacés exige que, par-delà les réticences, certes respectables, le Gouvernement mette en œuvre les moyens qui assurent la vulgarisation des méthodes pour permettre à chacun de déterminer en toute liberté la dimension de sa famille.

La seconde exigence, tout aussi impérieuse que la première, est de développer l'économie de production dans le cadre des options retenues par le Plan. Deux obstacles s'opposent à ce développement de l'économie de production dans les départements d'outre-mer : l'insuffisance des capitaux et le manque de coordination et d'harmonisation de l'action gouvernementale.

Dans ces départements, les investissements productifs sont insuffisants parce que nous manquons de capitaux. Depuis quelque vingt ans, y a été mis en place un ensemble de mesures tendant à promouvoir le développement de l'économie. Certaines de ces mesures, qui venaient à expiration le 31 décembre 1969, ont été reconduites par la loi de finances pour l'an dernier. Celle pour 1976, en ses articles 26, 64 et 65, reconduit certaines autres.

Malgré toutes ces mesures, les résultats restent médiocres. Pourquoi ? Parce que l'idée qui les inspire procède d'un point de vue trop étriqué. Le ministre des finances nous dit : « Faites des bénéfiques et j'exonérerai ceux-ci des impôts qui me sont dus si vous les réinvestissez dans le cadre des directives prévues par le Plan. Outre les réductions d'impôts, je vous accorderai des exonérations de taxes sur les matériaux et les matériels ainsi que des primes diverses ». Mais il faut d'abord qu'il y ait des bénéfiques à réinvestir.

Or, en l'état actuel de notre économie de production, qui est encore essentiellement agricole, les affaires existantes ne permettent pas de dégager un volume de bénéfiques suffisants qui puissent être réinvestis et assurer la promotion industrielle et touristique de notre département.

Il nous faut un apport de capitaux extérieurs. Or, le ministre des finances se refuse jusqu'à présent à rien faire qui puisse inciter les capitaux métropolitains à sortir de l'hexagone pour aller s'investir dans les départements d'outre-mer. Ce n'est pas à partir des affaires existantes dans ce département qu'on pourra leur faire franchir le seuil de démarrage. Et c'est faute de l'admettre que toutes les mesures jusqu'ici intervenues sur le plan interne, si généreuses soient-elles, demeurent d'un effet quasiment nul, comme cauteur sur jambe de bois.

Je demande au ministre des finances de reviser ses conceptions. Il faut faire intervenir des mesures spécifiques appropriées qui, pendant un laps de temps donné, incitent des bénéfiques réalisés en métropole à aller s'investir dans les départements d'outre-mer. Ce n'est qu'au prix de ce sacrifice, limité dans le temps, que l'on pourra assurer le développement économique de ces départements.

Le second obstacle est le manque de coordination de l'action gouvernementale. Je n'en veux pour preuve que ce qui se produit en matière d'hôtellerie. La construction des hôtels de grand tourisme est une des options fondamentales retenues par les plans successifs, le IV^e, le V^e et bientôt le VI^e.

Or rien de corrélatif n'a été fait pour que la production de ces départements d'outre-mer puisse satisfaire les besoins du tourisme. On importe quasiment tout du dehors pour construire l'hôtel, pour le meubler et pour nourrir le touriste, de sorte qu'il ne nous reste que le prix des services. L'agriculture n'a pas suivi. Par ailleurs, ces hôtels sont menacés de liquidation parce que le coefficient de remplissage est insuffisant.

Le ministère des finances a octroyé, comme nous le disions ci-dessus, des exonérations d'impôts et de taxes, des primes, des prêts, des facilités appréciables, sur le plan interne, pour la construction des hôtels, mais ceux-ci manquent de clients parce que le ministre des transports n'accorde pas aux agences les autorisations de charters nécessaires ou, tout au moins, ne les accorde que fort parcimonieusement.

Or il s'agit de touristes à transporter, en provenance des villes du Canada et des Etats-Unis, directement aux Antilles. On ne voit pas en quoi les intérêts de la compagnie nationale Air France peuvent s'en trouver lésés. C'est là un interdit qu'il convient de lever sans plus longtemps différer, si l'on veut éviter que les gérants des hôtels ne mettent la clé sous la porte.

Telles sont, mesdames, messieurs, les observations que suscite de ma part la discussion du budget de la nation pour 1971. (*Applaudissements sur les travées de l'U. D. R. ainsi qu'au centre et à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Guy Petit, dernier orateur inscrit.

M. Guy Petit. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, le débat sur le budget offre l'une des rares occasions de dialogue entre le Gouvernement et le Parlement. J'ai d'ailleurs l'impression que, ce soir, monsieur le secrétaire d'Etat, cela se traduira par une simple conversation. (*Sourires.*) Bien mince apparaît notre marge de discussion. Je suis cependant persuadé que le ministre des finances, par le truchement de votre personne, voudra nous fournir, au long de ces débats, toutes les explications nécessaires.

Mes premiers propos seront pour féliciter le Gouvernement, tout particulièrement le ministre des finances et ses collaborateurs immédiats, tels que vous-même, des résultats obtenus depuis leur accession au pouvoir. La succession était lourde, en effet, car le désordre et la défiance s'étaient introduits dans nos finances, notre monnaie et notre économie.

La dévaluation fut repoussée à l'automne 1968 moins pour des raisons techniques que pour des motifs de prestige. Les prix augmentaient démesurément, la monnaie s'effritait ; la dévaluation d'août 1969 fut une réussite et la hausse des prix, quoique supérieure aux prévisions, n'a pas épousé une courbe catastrophique. Le franc apparaît maintenant comme une monnaie assainie, voire comme une monnaie forte.

Corrélativement, le commerce extérieur, ce souci permanent de notre économie, marque un certain redressement. Dans ce domaine, celui du bilan chiffré, que j'appellerai le domaine déshumanisé, la hausse continue des prix avec son cortège de revendications sociales reste cependant le facteur le plus préoccupant.

La partie est-elle définitivement gagnée dans ce domaine ? Certains clignotants s'allument, comme l'a signalé M. le rapporteur général, mais il importe avant tout d'analyser les conditions de départ et d'apprécier le chemin heureusement parcouru. Si nous nous en tenons — et nous avons quand même des raisons sérieuses de nous y tenir — à ce que nous a dit cet après-midi M. le ministre des finances avec son talent exceptionnel de clarté et de persuasion, nous avons tout lieu d'être optimistes et satisfaits.

Je dois reconnaître d'ailleurs très objectivement qu'en très grande partie cela nous apparaît comme vrai. Actuellement, l'ensemble de notre économie et de nos finances a réussi, ce qui est assez important, à suivre et quelquefois à précéder les objectifs que l'ensemble de la nation cherche à atteindre.

Il demeure cependant de graves lacunes que le trop court délai de deux budgets — un budget de sauvetage, celui de 1970 voté en 1969, et un budget ne représentant encore qu'une amorce de remise en ordre, celui de 1971 — n'a pas permis d'effacer. Il est temps d'y songer.

Le concours de la nation aux agriculteurs est depuis longtemps entré dans les usages. Il connaît cette année un sérieux tassement, mais je ne crois pas que la méthode employée depuis très longtemps soit effectivement la bonne.

Depuis plusieurs années, tous les ministres de l'agriculture — M. Duhamel ne s'en est pas fait faute — ont déclaré qu'il y avait lieu de reviser l'orientation de notre politique en ce domaine. Nous aidons les produits de façon unitaire, ce qui permet tout juste aux petits exploitants de tenir la tête hors de l'eau et ce qui enrichit, ou tout au moins soutient de manière exagérée de nombreux autres exploitants. Des motifs de solidarité, des conditions politiques au sens élevé du terme, des facteurs humains pour tout dire rendent indispensable l'aide de la collectivité nationale à ce secteur de base. Mais il faut cesser de subventionner aveuglément le produit. Ce qu'il faut, c'est venir en aide aux agriculteurs qui en ont besoin, à ceux dont l'activité est mise en péril et dont le maintien sur leurs terres est indispensable à l'équilibre économique et social du pays. En quelque sorte, il faut apprécier l'ensemble du secteur agricole. Ce qui doit prédominer dans le souci du Gouvernement et dans le nôtre, c'est le maintien à la terre de ceux qui y sont indispensables, pour des raisons sociales, économiques et humaines.

Mais il semble que l'effort demandé à la nation soit quelque peu excessif lorsqu'il s'agit — c'est ce qu'on pratique depuis des années — de soutenir aveuglément le produit, lequel bénéficie de conditions beaucoup plus favorables dans certaines régions que dans d'autres. On conçoit très bien qu'une petite marge indispensable à certains est, pour d'autres, presque un superflu.

Une révision de cette politique s'impose, mais il ne suffit pas que les ministres de l'agriculture successifs le déclarent ; encore faut-il que cette doctrine se traduise dans les propositions budgétaires du Gouvernement. Je suis persuadé, puisque les ministres de l'agriculture le disent, que, grâce à la solidarité de l'ensemble du Gouvernement, nous parviendrons à une politique plus sélective — c'est ce que je demande dans ce domaine — qui nous permettra d'aider davantage ceux qui en ont besoin et peut-être un peu moins ceux qui n'en ont pas besoin. Pourquoi donc tarde-t-on à passer aux actes ? Je vous demande, monsieur le secrétaire d'Etat, de nous fournir une explication et de nous dire quelles seront les orientations du Gouvernement à cet égard.

Malheureusement — j'aborde un autre domaine — ni le budget, ni la législation ne nous permettent de déceler le moindre indice favorable à une classe sociale en perdition : celle des petits commerçants, des petits industriels et des artisans. Des drames se jouent chaque jour, qui ne paraissent pas à la une des journaux. Peu à peu, les rideaux de fer se baissent définitivement, les petites usines, les chantiers, petits et moyens, ferment.

Quelles sont les causes de cette désagrégation progressive d'une classe sociale qui, pendant un siècle, représenta le fondement de notre société ? Ces causes sont multiples. La principale, celle qui achève des entreprises déjà en difficulté, tient à la création de grosses concentrations capitalistes industrielles ou commerciales. Déjà accablés par la poussée de la fiscalité directe et indirecte, par les charges sociales nécessaires sans doute, mais dont le poids est venu se cumuler avec celui des impôts, les petits commerçants ont vu diminuer spectaculai-

rement leur chiffre d'affaires, tandis que leurs frais généraux s'inscrivaient en hausse régulière.

Attirés par une publicité massive, brutale et quelquefois sauvage, comme « le supermarché casse les prix » et par de larges possibilités de parcage, ce qui joue un rôle déterminant en la matière, les consommateurs désertent les voies souvent trop étroites et encombrées du centre de nos villes. Le service anonyme a remplacé le service personnel et le contact humain du fournisseur avec son client.

On peut se demander si tout est régulier et même si tout est légal dans ce genre de commerce, celui des grosses concentrations et des grandes surfaces. J'avais posé à cet égard deux questions écrites. Je dois dire en toute loyauté que l'on m'a répondu à côté, comme il arrive souvent dans les questions écrites qui n'ont pas le caractère d'un véritable dialogue contradictoire. Les baisses artificielles ayant pour but de fausser la loi du marché sont interdites par l'article 419 du code pénal. Si l'on voulait bien chercher, on mettrait en évidence bon nombre de méthodes illégales, mais on comprend fort bien que les statistiques qui servent à fixer l'indice du coût de la vie s'accommodent parfaitement de cette situation.

Toujours est-il qu'une classe sociale qui forme la majorité des travailleurs indépendants est en voie de disparition, tandis que ne se manifeste à aucun titre, et sur aucun plan, sinon de façon presque infime sur certains détails, l'esprit indispensable de solidarité de la société. C'est, dit-on, la marche inéluctable et irréversible de l'évolution économique.

Si encore les commerçants acculés à la faillite, ou tout au moins à la fermeture, avaient la faculté de vendre à d'autres leurs fonds de commerce ! Mais je connais des rues entières dont les rez-de-chaussée sont traditionnellement occupés par des boutiques, où les fonds de commerce ne trouvent plus aucun acheteur. Les répercussions ne manqueraient pas de se faire sentir sur les propriétaires d'immeubles, et qui paiera les patentes aux collectivités locales lorsque tout le petit commerce aura disparu ?

Cependant, l'aspect social et humain de ce triste phénomène doit retenir notre attention plus encore que ses incidences économiques et politiques. La plupart des victimes de cette situation luttent souvent avec l'énergie du désespoir. Telle petite commerçante qui avait acquis, voilà une dizaine d'années, un fonds de crèmerie d'un montant de neuf millions d'anciens francs en y investissant toutes ses économies et qui s'était constitué une excellente clientèle, se voit maintenant contrainte de s'employer dans un établissement de nuit, en fin de semaine, pour faire face aux exigences du fisc et du régime social. Sa santé s'altère gravement à cause du manque de sommeil et de repos qui en résulte et son fonds de commerce s'avère invendable.

Tel professionnel de qualité avait créé, voilà plus de trente ans, un commerce de radio et de télévision. Aujourd'hui, âgé de soixante-cinq ans, il n'arrive pas à faire face à ses échéances et il est acculé à la faillite, car le supermarché lui enlève une bonne part de sa clientèle. Lui non plus ne parvient pas à céder un fonds de commerce qui était florissant et qu'il aurait pu céder, il y a cinq ou six ans, dans de bonnes conditions.

Quelle espérance notre société apporte-t-elle à ces innombrables commerçants — quelques centaines de milliers — qui sont dans le même cas ? Leur seule espérance est la faillite et une misérable retraite après toute une vie d'un courageux labeur.

Nous aimerions savoir quelles mesures compte nous proposer le Gouvernement pour porter remède à des faits aussi navrants.

Attend-on qu'éclate une révolte qui couve et qui s'est traduite par des manifestations regrettables, mais explicables ? N'est-il pas possible de dégager des crédits, qui ne seraient pas considérables pour permettre aux travailleurs indépendants d'organiser leurs achats — ils ne parviendront pas à le faire eux-mêmes ; il faut qu'ils soient guidés, conseillés et surtout qu'ils soient matériellement aidés, au moins au départ — pour leur permettre d'organiser leur publicité, pour verser une indemnité de départ à ceux que la conjoncture contraint à l'abandon, à l'instar des indemnités viagères de départ consenties aux agriculteurs âgés, et aussi pour faciliter la construction de parkings à proximité des centres commerciaux urbains ? Les communes s'emploient à la réalisation de ce genre d'ouvrages, mais vous connaissez aussi, ainsi que M. le ministre des finances qui est maire, la grande pitié des communes de France.

J'en arrive tout naturellement à la situation des collectivités locales et, en particulier, des communes sur lesquelles va porter ma dernière observation. Il est inutile de s'appesantir sur les incidences du transfert de charges opéré depuis quelques années, dans le sens Etat-communes, transfert qui a provoqué de très sérieuses perturbations dans les finances locales et se trouve être, ainsi que l'avait reconnu M. le ministre de l'intérieur lors du débat au Sénat sur le budget de 1970, l'une des principales causes de la hausse parfois démesurée des impôts locaux.

L'application de la T. V. A. aux travaux et achats communaux est encore venue aggraver ces difficultés. D'une étude présentée par mon collègue et ami M. le docteur Grenet, maire de Bayonne, à l'Union des maires des grandes villes, il résulte effectivement que les travaux immobiliers sont imposés aux taux de 17,6 p. 100 dans certains cas : « travaux concourant à la construction et à la livraison ou à la réfection des voies et bâtiments des collectivités locales, ainsi que de leurs établissements publics ». Tous les autres travaux immobiliers sont taxés au taux de 23 p. 100.

En ce qui concerne les fournitures aux communes, le taux de la T. V. A. est le taux normal, soit en règle générale 23 p. 100.

Les conséquences financières sont d'autant plus pesantes pour les finances locales que, situées au dernier stade de la consommation, les communes ne peuvent bénéficier d'aucune déduction pour leurs investissements. Avant l'application de la T. V. A. aux collectivités, ces dernières remboursaient aux entreprises et à leurs fournisseurs le simple taux de 8,5 p. 100. On peut ainsi chiffrer l'aggravation qui découle de l'application de la T. V. A. en moyenne à 12 p. 100 si l'on tient compte de l'ensemble des travaux, notamment des travaux non subventionnables.

Parallèlement, les nouvelles modalités appliquées aux subventions — qu'il s'agisse des 10 p. 100 accordés par le ministre de l'intérieur pour la construction ou la réparation des bâtiments communaux ou de celles qui résultent en fait de barèmes forfaitaires sur dépenses fictives en matière de constructions scolaires — font que la subvention réelle de l'Etat est ramenée à environ 30 p. 100, alors que, jusqu'en 1963, l'Etat accordait aux villes dans ce domaine 55 p. 100 de la valeur réelle des bâtiments primaires et 50 p. 100 du prix du terrain.

Il est certain qu'il y a dans ce domaine des subventions et de leurs modalités de calcul, une hypocrisie condamnable de la part de l'Etat et des complications absolument inadmissibles. Nous avons connu un temps où les communes bénéficiaient de subventions nettes en pourcentage. Nous savions que pour un achat de terrain le pourcentage était de 50 p. 100 et que pour les constructions de bâtiments tel autre pourcentage s'appliquait, selon la situation financière de la commune, selon la valeur de son centime additionnel et selon sa population. Nous savions ainsi très exactement où nous allions.

Avouez que la situation actuelle ne fait pas honneur à l'esprit de simplicité, sinon de simplification, que souhaite et veut restaurer le Gouvernement, selon le désir qu'il exprime à tout instant. Nous aimerions, nous aussi, y voir clair. Le système fiscal est déjà suffisamment compliqué, avec cette diversité des taux de T. V. A. applicables selon des catégories d'opérations très différenciées !

Encore faudrait-il que les communes puissent évaluer avec exactitude les subventions qu'elles peuvent recevoir. La situation actuelle crée des anomalies absolument invraisemblables. Par exemple, une commune achète à un prix très bas six hectares de terrain pour y construire un C.E.S. : elle réalise donc une belle opération dont elle est félicitée d'ailleurs par le ministère de l'éducation nationale. Mais encore faudrait-il, par la suite, tenir compte du fait que le terrain a été acheté à bas prix. Si l'état du terrain est tel que des fondations spéciales sont nécessaires, les communes seules doivent les prendre en charge, l'Etat ne pouvant en aucune façon y contribuer. L'Etat bénéficie du fait que le prix unitaire du terrain a été intéressant et réalise alors une bonne opération. Pourtant la valeur du terrain devrait s'analyser en y incluant le prix du terrain et le coût des fondations spéciales.

Comment calcule-t-on la subvention que l'Etat va accorder à la commune ? On ne tient pas compte de la surface réelle du terrain, même si celui-ci offre toutes les possibilités pour la construction de l'établissement scolaire. L'Etat ne subventionne qu'à raison de vingt mètres carrés par élève. S'agissant d'un établissement de 600 élèves, la subvention n'est calculée que sur 18.000 mètres carrés. Ce n'est pas sérieux, ce n'est pas honnête.

On semble, à l'heure actuelle, s'orienter vers une déconcentration effective. Cette déconcentration, il y a bien longtemps que je l'espère, puisqu'il y a dix-huit ans que j'invente le Gouvernement à avancer dans cette voie. Seuls les préfets disposent des moyens leur permettant de faire beaucoup dans ce domaine.

Je félicite donc le Gouvernement des mesures de déconcentration qu'il vient de prendre et qui nous permettront, à coup sûr, de gagner beaucoup de temps.

Véritablement, dans ce domaine du calcul des subventions, il faudrait instituer un barème simple, afin d'éviter les chicanes perpétuelles. J'espère, notamment en matière de constructions scolaires que, du fait de la déconcentration décidée, le trésorier payeur général et ses services pourront désormais résoudre le problème du contrôle financier en quinze jours alors qu'il fallait au contrôleur d'Etat placé auprès du ministère de l'éducation nationale un minimum de huit mois, quand ce n'était pas deux

ans, pour donner son visa. Il y a là certainement un progrès en perspective, à la condition que vous ayez dans les départements — si vous n'en avez pas, il faudra en trouver — des fonctionnaires des services extérieurs, notamment des services des finances, courageux et capables d'exprimer leur opinion.

M. Jean Nayrou. Il faudrait aussi qu'il y ait plus de crédits.

M. Guy Petit. Mais, mon cher collègue, les crédits — c'est vrai aujourd'hui et ce sera éternellement vrai — sont et seront toujours insuffisants, il ne faut pas se faire d'illusion. Je ne pense pas qu'un jour nous-mêmes ou nos enfants ou nos arrière-petits-enfants puissent assister à un dialogue Gouvernement-Parlement entièrement satisfaisant. Le Parlement n'a plus qu'un rôle mineur. Nous le savons. Nous ne pouvons que faire des recommandations au Gouvernement...

M. Louis Talamoni. Nous enregistrons ces propos.

M. Guy Petit. ... nous ne pouvons utiliser aucune forme de pression, nous ne pouvons nous mettre en grève, ce n'est assurément pas notre rôle. Donc, on trouvera toujours que les crédits sont insuffisants, même s'ils sont très importants, car il a tout de même été fait un effort global très important pour l'éducation nationale, nous ne le discutons pas.

M. Etienne Dailly. Me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Guy Petit. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Dailly, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Etienne Dailly. Je voudrais m'élever avec force contre ce que vient d'affirmer M. Guy Petit, à savoir que le rôle du Parlement est mineur. Son rôle est si peu réduit que s'il lui plaît de refuser le budget ou de le transformer radicalement, il le refusera ou il le transformera. Nous sommes ici pour prendre nos responsabilités.

M. Louis Talamoni. Chiche !

M. Etienne Dailly. Cela regarde chacun de nous, mais il ne faut pas dire, au moment où nous sommes en train d'examiner le budget de la nation, que nous avons un rôle mineur. Nous sommes là pour accepter ou pour refuser ce qu'on nous propose.

M. Louis Talamoni. Effectivement, c'est tout ce que nous pouvons faire.

M. le président. Demandez-moi la parole si vous le désirez, monsieur Talamoni.

M. Etienne Dailly. C'est notre responsabilité. Puisque vous m'avez autorisé à vous interrompre, monsieur Petit, je ne voudrais pas vous laisser clore votre propos sur les constructions scolaires sans dire à M. le secrétaire d'Etat que si, comme vous venez de l'indiquer, il importe de faire cesser ces tracasseries abusives et de permettre aux contrôles administratifs de s'exercer dans des conditions de diligence permettant aux collectivités locales d'obtenir les subventions en temps utile pour faire face à leurs dépenses, il serait non moins souhaitable que cesse la pratique qui consiste en définitive à tourner la loi de 1881 sur l'instruction publique qui, à ma connaissance, est toujours en vigueur.

C'est le Gouvernement, aux termes de la loi, qui subventionne les constructions scolaires et il doit les subventionner au taux de 80 p. 100. C'était vrai dans le temps passé ; ce n'est plus le cas et tous les maires présents le savent.

Pourquoi ? Parce que depuis quelques années, les subventions ne sont plus calculées sur les dépenses réelles, mais sur une dépense dite subventionnable et dont le montant est de surcroît bloqué à sa valeur au 1^{er} janvier 1964. De cette dépense subventionnable ont été exclus les logements connexes aux groupes scolaires sous le prétexte, semble-t-il, que la loi de 1881 vise « les maisons d'école » et que les logements des maîtres qui, jusque-là, étaient considérés comme faisant partie du groupe scolaire, certes dans des limitations très strictes, ne renaient pas dans ce que la loi de 1881 recouvre sous la terminologie de maisons d'école.

Lorsque nous faisons nos comptes aujourd'hui, monsieur le secrétaire d'Etat, nous touchons une subvention égale à 80 p. 100 de cette dépense subventionnable, bloquée au 1^{er} janvier 1964 et qui ne comprend plus le prix des logements, ce qui revient à dire que nous touchons effectivement entre 48 p. 100 et 50 p. 100 du prix du groupe scolaire, le reste devant être supporté par la commune. Plus grave encore, mes chers collègues, les communes doivent financer le solde de la dépense par des fonds libres, parce que sur la dépense qui n'est pas

subventionnable, on ne leur reconnaît pas le droit d'emprunter à la caisse des dépôts et consignations ou autre organisme.

Je pense que puisque vous évoquiez ces problèmes scolaires, ces considérations méritaient d'être rappelées.

M. Guy Petit. Mon cher collègue, nous avons certes la faculté de repousser le budget ; telle n'est pas d'ailleurs en l'occurrence mon intention, car outre les accessoires dont nous parlons et qui sont importants, il y a aussi le principal, c'est-à-dire un budget qui, dans son ensemble, est cohérent et me paraît constituer une incitation suffisante au développement et à la prospérité économique pour que nous l'acceptions. Si du reste il n'était pas voté en temps utile, la Constitution donne au Gouvernement le droit de le promulguer par décret. En fait, nous savons que le budget sera voté.

Vos observations à propos des subventions attribuées pour les constructions scolaires sont tout à fait pertinentes. Elles rejoignent les protestations des maires. Notre collègue et ami M. Dailly nous dit que théoriquement les subventions devraient atteindre 80 p. 100 de la dépense. Je ne sais très précisément ce qu'il en est pour les petites communes, mais pour les grandes villes, selon l'étude qui a été faite par mon collègue le maire de Bayonne — et les connaissances que je peux avoir de la question me permettent d'y souscrire — les subventions attribuées dans ce cas ne sont pas supérieures à 30 p. 100. En fait, telle est la réalité.

Ce que nous vous demandons, monsieur le ministre, c'est essentiellement de mettre de l'ordre dans le système d'attribution des subventions pour les constructions scolaires. Nous voudrions que soient écartées, voire définitivement supprimées, toutes ces causes de chicanes subalternes, toutes ces astuces peu glorieuses qui ouvrent une contestation permanente entre les services de l'éducation nationale et ceux du ministère des finances et le contrôleur financier au sujet de l'assiette et du taux de la subvention.

Cette assiette est fictive et une assiette fictive est absolument irréaliste. M. Dailly a eu raison tout à l'heure de critiquer cette assiette fictive. Lorsqu'une commune achète un terrain pour la construction d'un groupe scolaire, comme de toute manière la commune ne peut l'acheter qu'au prix fixé par les domaines, c'est-à-dire par hypothèse à un prix juste et normal, pourquoi par la suite venir chicaner ? On ne peut pas toujours morceler des héritages et au fond, l'achat d'un terrain de six hectares peut se révéler utile par la suite. Alors pourquoi ne subventionner que l'achat de 18.000 mètres carrés ? C'est ce genre de contestation que nous voudrions voir disparaître. Nous ne voudrions pas qu'on nous oppose des arguments de cet ordre.

Nous voudrions savoir que dans tel cas bien précis, nous obtiendrions tel pourcentage de subvention, afin qu'un contentieux ne soit pas perpétuellement ouvert chaque fois qu'une commune sollicite une subvention, sous prétexte de l'importance du centime démographique ou de toutes autres considérations qui n'ont pour objet que de permettre à l'Etat de procéder à des opérations de regroupement inadmissibles.

Il a été fait — je le dis franchement et loyalement — d'énormes progrès. Le redressement financier est, sinon définitivement acquis, du moins en bonne voie et le discours de M. le ministre des finances cet après-midi était à cet égard très réconfortant.

M. André Aubry. Vous avez un excellent moral ! (*Sourires.*)

M. Guy Petit. Alors, qu'on en finisse avec ces procédés subtils et profondément irritants.

Puisque je parlais des communes et des taux de T. V. A. appliqués aux travaux des communes, plusieurs solutions sont possibles pour mettre fin à cette anomalie, anomalie qui est d'autant moins justifiable que les communes sont des organismes publics et que leurs activités ressortissent exclusivement à l'intérêt public. Il est urgent de trouver un moyen raisonnable de décharger les communes d'une fiscalité écrasante.

Je rappelle que nous payons la T. V. A. au taux maximum pour nos travaux immobiliers et nos constructions. Je rappelle encore que les communes sont les seuls investisseurs qui ne peuvent opérer une déduction des taxes payées pour leurs investissements. Or, le VI^e Plan prévoit que 66 p. 100 des investissements qu'il comporte incomberont aux collectivités locales. Une telle proportion, déjà démesurée, l'est encore davantage si les communes doivent continuer à payer à l'Etat les taux que j'ai indiqués pour tous les travaux qu'elles effectuent en tant que maîtres d'ouvrage.

Notre collègue, M. Louis Jung avait demandé le remboursement par l'Etat aux communes des sommes encaissées à l'occasion de travaux d'équipement. Cette requête avait été repoussée au nom de l'universalité de la T. V. A., ce qui est une théorie commode. Quand on ne sait que répondre

aux demandes formulées, on invoque une théorie, un principe, en l'occurrence l'universalité de la T. V. A.

Il apparaît à ceux qui sont assujettis à la T. V. A. que cette universalité se traduit en réalité par une très large diversification. Cette théorie, en réalité, ne couvre que des apparences.

Une autre solution consisterait pour l'Etat à majorer les subventions, ce qui aurait cependant l'inconvénient de laisser hors du champ d'application de ces subventions les dépenses non subventionnables. Il semble que la meilleure solution consisterait à n'appliquer aux communes que le taux réduit de 7,50 p. 100 à la condition que toutes les fournitures achetées aux entreprises par les services de voirie communale, d'électrification ou d'assainissement, bénéficient de ce taux réduit au même titre que les travaux.

Il y aurait bien d'autres détails à analyser, bien d'autres mises au point à faire, mais je tenais essentiellement, monsieur le secrétaire d'Etat, à attirer votre attention sur ces contribuables et redevables — qui comptent, hélas ! depuis plusieurs années, parmi les plus défavorisés, ce qui est un paradoxe du système fiscal français — que sont les communes de France. On pourrait d'ailleurs y assimiler les départements qui ne sont pas mieux traités.

Si l'on veut s'acheminer d'une manière réaliste et efficace vers cette politique d'équipement et de progrès social que veut promouvoir le Gouvernement, il faut cesser de pourchasser nos collectivités comme s'il s'agissait de fraudeurs. Je pourrais vous donner, monsieur le secrétaire d'Etat, de multiples exemples de l'acharnement manifesté par certains agents du fisc, notamment en matière de contributions indirectes, à l'égard des communes auxquelles les textes ont été appliqués de la manière la plus rigoureuse et parfois la plus outrancière. C'est vraiment un non-sens, une très mauvaise optique de ce qu'est l'intérêt public que de s'acharner sur des détails. Il y a, hélas ! certains de vos agents qui le font pour essayer, comme si cela allait sauver la nation, d'arracher de l'argent aux communes pour le verser dans les caisses de l'Etat. Il y aurait peut-être des instructions à donner à ce sujet. Il ne faut pas considérer les maires, qui agissent dans un but tout à fait désintéressé, et les communes et leurs services comme des fraudeurs. Il faut se montrer beaucoup plus large à leur égard.

Malgré ce que certains ont pu dire, vous avez réussi. Je crois, en tout cas, que vous êtes sur le chemin du succès. Cette remarquable performance de redressement financier...

M. Louis Talamoni. Sur le dos des communes !

M. Guy Petit. ... qui d'ailleurs domine tout, fait que je voterai le budget.

Mais, je vous en conjure, il faut maintenant assainir un climat qui n'a cessé de se dégrader entre les divers titulaires de la puissance publique à tous les échelons. En 1969, le « pays réel » que constituent les communes de France, que constitue aussi cette assemblée, le Sénat, qui en est la représentation traditionnelle, a montré quelles étaient sa force, sa vitalité. Je souhaite trop profondément et de tout cœur qu'il soit désormais plus à l'aise sans pour autant exprimer — on l'a dit à tort à propos du discours du ministre des finances — d'autosatisfaction.

Beaucoup de périls ont été conjurés. Il est absolument indispensable de créer un meilleur climat pour que tous, que ce soit le Gouvernement, le Parlement, l'ensemble de l'administration, que ce soit aussi, car ils comptent énormément dans cette vieille terre de France, les élus locaux, s'attellent au même char pour conduire le pays dans la même direction. (*Applaudissements au centre et à droite.*)

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Tout à l'heure, pendant l'intervention de M. Guy Petit, j'entendais un parlementaire qui disait : « Eh bien, il a le moral ! ». Je ne sais pas si M. Guy Petit a le moral, mais le Gouvernement l'a et il l'a parce qu'il considère que les résultats obtenus depuis quinze mois en ce qui concerne le rétablissement des équilibres fondamentaux de notre économie — équilibre budgétaire, équilibre de notre commerce extérieur et de notre balance des paiements, équilibre de notre production et de notre consommation, c'est-à-dire de l'offre et de la demande — sont spectaculaires.

Lorsque l'on assiste aux réunions internationales d'économistes, à l'O. C. D. E. ou à l'O. N. U. par exemple, on est très frappé de voir que les spécialistes internationaux — leur presse s'en fait d'ailleurs très largement l'écho — sont unanimes à rendre hommage à la politique menée par le Gouvernement et aux résultats qu'il a obtenus.

M. Maurice Coutrot. Que s'était-il donc passé avant ?

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. C'est la raison pour laquelle je constate une fois de plus, avec je dirai presque une pointe de regret, que c'est surtout chez nous que la critique se fait la plus vive et la plus acerbe, mais c'est normal car après tout, sans critique, il n'y a pas d'action possible et l'on risque de s'endormir. Je dois dire que lorsque l'on est ici on est à l'abri de cette tentation.

Cela dit, je vais essayer de répondre aux orateurs qui sont intervenus, tout au moins à certaines de leurs questions car d'autres se rapportent à des points particuliers qui relèvent plus directement de la discussion qui aura lieu dans cette enceinte à l'occasion de tel ou tel budget.

Je regrette que la procédure, toujours bousculée et que l'on déplore tous les ans à la même époque, ne permette pas à la commission des finances de siéger ici ce soir. En dehors de deux de ses représentants, MM. Armengaud et Coudé du Foresto, elle est en effet réunie au complet pour examiner un très grand nombre d'amendements au projet de loi de finances. Je vais néanmoins reprendre quelques-uns des éléments que M. Pellenc a avancés dans son intervention après le discours de M. le ministre de l'économie et des finances.

J'ai tout d'abord été frappé par les appréciations que M. Pellenc a apportées sur la situation de l'emploi, appréciations qui ont été d'ailleurs reprises par plusieurs orateurs, notamment par M. Duclos. Nous sommes un pays qui n'a jamais supporté la récession et qui, notamment, n'a jamais supporté une crise sérieuse de l'emploi ou le développement du chômage. Nous sommes, Dieu soit loué ! parmi les grands pays industriels, un de ceux qui ont été le plus épargnés par ce fléau social, qu'il s'agisse de l'avant-guerre ou de l'après dernière guerre. C'est la raison pour laquelle, lorsque l'on évoque ces problèmes, il faut le faire avec beaucoup de soin et beaucoup de précision, après s'être entouré d'un certain nombre de renseignements, de façon à éviter de développer, ainsi que cela s'est passé voici deux ans ou deux ans et demi, une psychose du chômage parmi les travailleurs de notre pays, et ce d'autant que la situation telle qu'elle a été dépeinte ne me paraît pas correspondre à ce qui se passe actuellement.

En effet, on a avancé le chiffre de 450.000 chômeurs. Naturellement, l'énonciation brutale d'un tel chiffre pourrait donner à penser que la situation est réellement alarmante. Je ne dis pas qu'il n'y a pas, depuis quelques mois, et ceci est lié au ralentissement de la conjoncture internationale comme de la conjoncture nationale, un problème qui se pose et qui est l'objet des préoccupations du Gouvernement. Mais comment pouvez-vous affirmer et qui pourrait affirmer qu'il y a 450.000 chômeurs ou moins, ou d'ailleurs plus ?

En réalité, il n'y a qu'un seul élément statistique sur lequel nous puissions nous fonder, c'est celui des demandes d'emplois non satisfaites. Là encore il convient, si l'on veut examiner avec objectivité une situation, de manipuler ces statistiques avec la plus grande précaution. Chacun sait qu'elles recouvrent une vérité très hétérogène. En effet, plus de la moitié des demandeurs d'emplois le sont pendant une période inférieure à un mois, c'est-à-dire le temps normal de passage d'une situation à une autre. On ne peut donc pas considérer qu'il s'agit là de chômage. Un quart environ sont des travailleurs qui, en raison de l'insuffisance — je n'hésite pas à le dire — des méthodes et des moyens de formation professionnelle, ne sont pas adaptés aux emplois nouveaux et qui, par conséquent, posent un problème tout à fait différent.

L'énoncé brutal d'un chiffre qui recouvre ainsi des situations différentes ne rend donc pas exactement compte de ce qui se passe en matière d'emploi et risque d'avoir, au meilleur sens du terme, des conséquences politiques graves, qui doivent être appréciées par des représentants éclairés du peuple avec tout le sérieux que cela exige.

On dit ensuite : 450.000 chômeurs, pourquoi ? Parce qu'on veut multiplier le nombre des demandeurs d'emplois non satisfaits par un coefficient. A chaque nouveau recensement, on s'aperçoit que le coefficient utilisé était faux. Là encore il faut être extrêmement prudent dans l'utilisation de ces données et bien plus qu'en valeur absolue, il est intéressant d'examiner l'évolution en valeur relative. Nous sommes actuellement, il faut bien le reconnaître, dépourvus de moyens pour apprécier convenablement la situation. Il y a deux ans, en 1968, une série de dispositions dont vous vous souvenez ont été prises. Elles étaient relatives à l'emploi et elles en ont profondément perturbé la statistique. La création de l'agence nationale pour l'emploi a démontré, dans les départements où elle fonctionne déjà — je représente à titre personnel l'un de ces départements — que l'augmentation importante du nombre des demandeurs d'emplois inscrits dans un département ne correspondait

absolument pas à une transformation, dans ledit département, de la situation même de l'emploi. Elle a démontré aussi qu'un certain nombre de gens qui, pour telle ou telle raison, ne se seraient pas antérieurement inscrits, le font maintenant parce qu'ils sont mieux accueillis que dans les anciens services de l'emploi lesquels, il faut bien le reconnaître, n'étaient pas dignes de notre pays, et viennent de ce fait gonfler les statistiques sans toujours d'ailleurs rechercher véritablement un emploi, mais souvent parce qu'ils voudraient en changer.

Il y a un deuxième élément, c'est que les allocations de chômage ont été considérablement augmentées tant sur le plan paritaire, par les A. S. S. E. D. I. C. et l'U. N. E. D. I. C., que sur le plan des allocations d'Etat, et qu'il en résulte dans les statistiques une augmentation du nombre des demandeurs d'emplois, les intéressés n'ayant pas éprouvé auparavant le besoin d'effectuer les démarches nécessaires pour obtenir ces allocations étant donné leur faible montant.

Il faut donc être extrêmement prudent dans la manipulation des chiffres qui ne correspondent à aucune réalité, ni économique ni sociale. On ne peut prétendre qu'il y a 200.000, 300.000 ou 450.000 chômeurs dans notre pays.

MM. Maurice Coutrot et Louis Talonni. Il n'y en a peut-être pas !

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je me suis donné la peine de fournir une explication que je crois sérieuse, qui n'était pas agressive, et des éléments techniques d'appréciation. Si vous voulez les prendre sur le mode ironique, je me dispenserai de donner d'autres renseignements. Voilà pour ce qui concerne l'emploi.

A propos des prix, votre rapporteur général a eu un échange de vues avec le ministre de l'économie et des finances sur lequel je ne reviendrai pas. Au sujet des statistiques, il a mis en doute la réalité ou la validité de l'indice des 259 articles. Chacun sait que cet indice fait actuellement l'objet d'études afin de déterminer dans quelle mesure il pourrait être repris pour donner une meilleure photographie de la situation des prix. Ce qui importe dans un indice, c'est davantage son évolution dans le temps, qui permet de faire une comparaison et de voir comment évoluent les prix, que l'indice lui-même qui, forcément, ne peut pas être parfait, qu'il s'agisse de l'indice des 259 articles ou de tout autre indice.

En ce qui concerne la croissance industrielle, votre rapporteur général a cité des chiffres qui auraient pu faire croire à une sorte de ralentissement de l'économie industrielle. Je voudrais indiquer à cet égard que l'indice provisoire de la production industrielle, qui a été connu hier ou avant-hier, s'établissait, au mois de septembre 1970, à 159. Je reconnais que cette indication ne signifie pas grand chose, mais je constate que cet indice dépasse de 5,3 p. 100 le niveau atteint en septembre 1969. Par conséquent, la progression enregistrée en une année est sans aucun doute, je le pense tout au moins, l'une des meilleures parmi les grands pays industriels. Cet indice ne peut donc pas servir de prétexte à une présentation alarmante de la situation industrielle de notre pays. Les enquêtes de conjoncture montrent que cette croissance se poursuit à peu près au même rythme. Il va de soi qu'il y a un ralentissement normal dû notamment à l'évolution de la conjoncture internationale. Il est également connu que la consommation est en train de reprendre.

Je dirai à cet égard, m'adressant notamment à M. Guy Petit, qui a tout particulièrement souligné les difficultés et le malaise du petit commerce — sur ce point je répondrai tout à l'heure — qu'il est caractéristique de constater que depuis un mois environ la consommation a repris à un rythme très fort, qu'elle s'applique presque exclusivement au petit commerce et non pas du tout, pour des raisons que je ne suis pas, en l'état actuel des choses, en mesure d'expliquer, au commerce intégré et aux grandes surfaces.

M. Pellenc a parlé, comme d'ailleurs presque tous les orateurs, de la fiscalité. J'en dirai quelques mots en répondant à l'intervention de M. Caillavet qui était plus particulièrement axée sur ce problème.

Je relèverai tout de suite une des critiques formulées par M. Pellenc concernant le maintien de certaines majorations au sujet de quel il a porté, ainsi que certains autres orateurs, un jugement assez sévère.

De quoi s'agit-il ? Après les difficultés de 1968, parmi les mesures de redressement qui ont été rendues nécessaires par la situation budgétaire, le Gouvernement vous a demandé d'approuver pour 1969 une majoration exceptionnelle appliquée aux revenus élevés, puisque aussi bien cette majoration variait de 2 à 15 p. 100 pour les cotes d'impôts supérieures à 5.000 francs. Cet impôt exceptionnel a rapporté, en 1969, la somme de 1.600 millions de francs.

Pour le budget de 1970, c'est-à-dire l'année dernière, un débat s'est instauré ici même, à l'initiative notamment de votre rapporteur général, sur l'éventualité de la suppression, désirée par la commission des finances — de la majoration exceptionnelle taxant les hauts revenus.

En réalité, le Gouvernement, pour des raisons également budgétaires, a estimé devoir maintenir en partie cette majoration dont je rappelle que le taux a été abaissé à peu près de moitié, puisqu'il ne variait plus que de 2 à 7,5 p. 100 et qu'il ne concernait plus que les cotes dépassant 7.000 francs au lieu de 5.000 francs. En 1970, cette demi-majoration, exceptionnelle en quelque sorte, votée par le Parlement malgré un avis défavorable émis par votre rapporteur général, a rapporté 750 millions de francs.

Il est exact que cette année, comme l'a rappelé M. Pellenc, le Gouvernement avait annoncé la suppression définitive de cette demi-majoration, et aujourd'hui, plusieurs orateurs nous ont fortement reproché de ne pas l'avoir supprimée, nous disant que les cadres ne pourraient plus avoir confiance dans le Gouvernement puisqu'il n'avait pas tenu parole sur ce point.

De quoi s'agit-il exactement ? Il est nécessaire à partir du moment où l'on annonce une réforme fiscale et des orientations fiscales à moyen terme, d'entreprendre une large concertation des organisations syndicales et professionnelles qui sont concernées et qui, de plus en plus, très légitimement, estiment devoir apporter leur contribution à l'effort de réflexion dans les domaines économiques ou financiers. Cette concertation a eu lieu ; elle a fait apparaître que si les orientations générales pouvaient être contestées sur tel ou tel point, il n'y avait pas eu de difficulté particulière, mais que, par contre, il semblait nécessaire de faire un effort supplémentaire dans le budget de 1971 en faveur des catégories les moins favorisées, et que, tout naturellement, cet effort supplémentaire pouvait être gagé, d'une part, par une contribution demandée aux revenus les plus élevés, et d'autre part, d'ailleurs, par l'impôt dit impôt sur les banques, qui avait été voté l'année dernière.

C'est la raison pour laquelle, revenant sur ce qu'il avait primitivement annoncé, le Gouvernement a effectivement décidé de maintenir une partie de la majoration, partie d'ailleurs relativement modeste puisque cette majoration ne sera plus que de 1 à 3 p. 100 des cotes d'impôt égales ou supérieures à 10.000 francs et ne rapportera, en 1971, que la somme de 180 millions, soit à peu près de 10 à 12 p. 100 de ce qu'elle avait rapporté en 1969.

A la vérité, il fallait savoir ce que nous voulions : à partir du moment où l'on faisait une concertation, il fallait bien en tirer des conséquences, sans quoi elle n'aurait strictement servi à rien. Les allègements supplémentaires prévus au profit des petits contribuables seront donc gagés par un apport demandé, pour la dernière fois, aux contribuables les plus aisés.

M. Pellenc a également fait état des dispositions que le Gouvernement proposera à votre vote en même temps que le collectif de fin d'année en ce qui concerne la patente, en indiquant que le Gouvernement avait l'intention de la diminuer et cela sans bourse délier puisqu'aussi bien il le faisait au détriment des finances locales.

Je dirai qu'il s'agit là — et c'est normal puisque le collectif n'a pas encore été examiné par la commission et par le rapporteur général — d'une appréciation rapide d'un phénomène qui est en fait différent.

Le Gouvernement a décidé de réduire de 12 p. 100 en 1971 et de 15 p. 100 en 1972 les patentes payées par les petits patentés, c'est-à-dire ceux qui occupent un ou deux employés.

Cela représente incontestablement une perte pour les communes, cette perte étant compensée par une recette équivalente, à quelque chose près en plus ou en moins.

M. Louis Talamoni. En plus ou en moins ?

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. C'est impossible à dire, mais les calculs montrent que l'on parvient à un chiffre exactement semblable.

M. Louis Talamoni. Si le résultat était en moins, l'Etat couvrirait-il la différence ?

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. On ne peut pas le savoir. Nous ne connaissons pas exactement le nombre de petits patentés.

Le domaine fiscal est un domaine sérieux. L'appréciation actuelle...

M. Louis Talamoni. Pouvez-vous prendre l'engagement que cela ne se fera pas sur le dos des collectivités locales ?

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Je n'ai pas à en prendre cet engagement, car, en réalité, la compensation au profit des

collectivités locales est sans doute supérieure à la perte qu'elles enregistreront. Seulement comme nous sommes incapables de vous donner les chiffres précis, je ne crois pas honnête de dire que je peux l'affirmer.

Si vous me permettez de vous dire en quoi consiste cette compensation, vous serez mieux éclairé : il s'agit de l'assujettissement à la patente de l'ensemble du secteur bancaire — crédit agricole, par exemple — qui, jusqu'ici, n'y était pas astreint.

J'indique tout de suite d'ailleurs, parce qu'un certain nombre de critiques ont été naturellement portées avant même que l'on puisse savoir de quoi il s'agissait, comme il est juste, que les coopératives agricoles ne seront pas assujetties à la patente dans cette affaire.

Je n'ai que modérément apprécié les observations faites par M. Pellenc sur la contribution importante que les agents de la direction générale des impôts apporteraient aux fraudeurs. Je me dispenserai de tout commentaire sur ce point qui ne me paraît pas digne d'être retenu par cette assemblée.

M. Pellenc a également critiqué le caractère fictif de l'équilibre qui, d'après lui, n'a pu être obtenu que parce que l'on a débudgétisé. Là encore, je voudrais mettre un peu les choses au point et dire qu'il faut examiner les dossiers économiques avec un minimum de recul et de sérieux.

M. Pellenc déclare : votre équilibre n'existerait pas si les investissements que vous demandez dans le secteur des télécommunications ou dans le secteur autoroutier à un financement privé étaient réintégrés dans le budget. Cela serait exact si les investissements financés par le budget, c'est-à-dire les autorisations de programme inscrites, étaient en diminution sensible ou même peu sensible car on pourrait affirmer qu'il y a transfert et sous forme de report d'un effort budgétaire sur le financement privé. Mais cette observation tombe particulièrement mal s'agissant de deux budgets qui, précisément, concrétisent une augmentation importante des autorisations de programme inscrites qui s'accroissent de 15,5 p. 100 pour les télécommunications et de 44 p. 100 pour les autoroutes. Dans ces conditions, on peut difficilement prétendre que le budget se décharge sur le secteur de l'emprunt privé d'une partie de ce qu'il a assumé jusque-là.

En réalité, M. Pellenc semble, dans cette affaire, regretter que l'on ait fait appel à d'autres sources de financement pour consentir un effort supplémentaire permettant d'en terminer avec ces deux goulots d'étranglement indiscutables que les autoroutes et les télécommunications opposent à notre développement économique. Je ne puis, pour ma part, que m'en réjouir et je ne vois pas pourquoi ce problème se trouve lié à celui de l'équilibre du budget.

M. Pellenc a craint qu'il n'y ait des régressions dans certains secteurs budgétaires, par rapport non pas à 1970, mais à 1969, et cela en raison de l'effort sélectif fait par le Gouvernement.

Je rappelle qu'à maintes reprises, les années passées — voilà deux ans encore — notre commission des finances a insisté tout particulièrement pour que le Gouvernement fasse un effort de sélectivité. Elle a demandé deux choses : la rationalisation des choix budgétaires et la sélectivité dans les investissements.

On a fait de la sélectivité cette année. Comme l'a très justement remarqué le ministre de l'économie et des finances, cette sélectivité est soumise aujourd'hui à critique. Mais de toute façon, je rassure M. Pellenc en lui disant que les secteurs qu'il a cités sont très généralement en progression, même par rapport à 1969, s'agissant de l'agriculture, des transports urbains, de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et de la santé publique. Il lui suffira de se reporter aux documents pour s'apercevoir que le budget de 1971 enregistre une progression par rapport à 1969, faible pour certains domaines, forte pour les autres — c'est la conséquence d'une politique sélective — mais il n'y en a pas qui soit en diminution.

Enfin, plusieurs orateurs ont contesté la nécessité du fonds d'action conjoncturelle. En particulier, quelques-uns ont dit : « Après tout, vous n'aviez pas besoin de cette technique inutile, puisque aussi bien vous n'êtes pas obligés de dépenser tous les crédits ». Certains ont même ajouté, ce qui n'a pas été sans m'étonner : « c'est une procédure hypocrite ».

Je voudrais bien savoir où est l'hypocrisie quand on annonce à l'avance ce que l'on veut faire alors qu'on nous propose, au contraire, de ne pas dépenser tout ce que l'on a inscrit dans le budget ! Là serait véritablement l'hypocrisie.

En réalité, nous admettons que des crédits qui sont inscrits doivent tout naturellement être dépensés, cela sans y mettre aucune hypocrisie, et qu'au contraire, lorsqu'on n'est pas sûr de pouvoir ou de vouloir les dépenser, ils soient inscrits à une rubrique spéciale qui nous permette d'accorder les autorisations de programme en fonction de l'évolution de la conjoncture.

Je vous ferai remarquer qu'en réalité la quasi-totalité des budgets des grands Etats contemporains comportent un fonds

d'action conjoncturelle, qu'il s'appelle ainsi ou autrement, car cela correspond bien à la nécessité de plus en plus évidente de faire face aux évolutions de l'économie.

Certains ont dit que le fonds devait figurer pour la dernière fois dans le budget. Je ne sais pas si tel sera le cas, mais je suis persuadé que nous serons amenés à conserver, sous une forme ou une autre, une possibilité d'adaptation de nos dépenses publiques à l'évolution de la conjoncture, de façon à ne pas être purement et simplement dépourvus de tout moyen d'action. Face à la conjoncture dans un monde où elle enregistre des évolutions de plus en plus rapides et de plus en plus accentuées, il est bien évident que nous avons besoin d'un moyen d'intervenir par le biais de la dépense publique, comme il nous est nécessaire de le faire par le biais du crédit ou des taux d'intérêt, sur l'évolution de cette conjoncture, et qu'un fonds de ce genre est un élément désormais essentiel de la politique en matière de dépenses publiques.

M. Caillavet a fait un long et positif procès de la fiscalité. En son absence, puisqu'il siège à la commission des finances, je dois indiquer que certains des arguments qu'il a développés sont loin de rencontrer mon hostilité.

Il est un peu tard — nous aurons demain l'occasion de le faire — pour développer ce qu'est la politique actuelle du Gouvernement dans le domaine de la fiscalité. Pour ce qui est de sa politique en matière d'évolution des poids respectifs de la fiscalité indirecte et de la fiscalité directe, je voudrais simplement donner ce soir quelques éléments, me proposant de revenir demain sur le fond du débat au moment de l'examen des textes fiscaux.

M. Caillavet estime que la fiscalité indirecte est trop lourde et il la compare avec la fiscalité des Etats qui nous entourent, notamment au sein du Marché commun. Mais tout cela est une question de choix. Nous constatons tout d'abord que l'impôt sur les sociétés rapporte à peu près partout le même pourcentage par rapport au produit national et que ce pourcentage évolue avec les profits ; c'est ce qui nous a permis d'enregistrer depuis 1969 une augmentation très importante du rendement de cet impôt. Au-delà d'une certaine limite — comme l'a très justement réaffirmé M. Coudé du Foresto — c'est en réalité l'autofinancement qui se détériore et qui se réduit.

La France n'a pas laissé à ses entreprises, à ses sociétés, les moyens d'autofinancement nécessaires pour réaliser les investissements indispensables et c'est une des causes de notre retard en matière industrielle. Naturellement, les entreprises sont obligées de suppléer aux insuffisances des profits qu'elles peuvent affecter à l'autofinancement par un recours au crédit et il en résulte des surcharges sur le plan financier et, par conséquent, par rapport à leurs concurrents, un handicap qu'elles sont obligées de surmonter et qui se traduit dans l'évolution de nos prix.

Il faut être bien conscient du fait, et M. Coudé du Foresto l'a très justement précisé, que l'autofinancement est un élément essentiel. Comme le soulignait M. le ministre de l'économie et des finances, on ne peut pas indéfiniment financer avec la monnaie ; il faut financer essentiellement avec l'épargne, c'est-à-dire notamment avec l'épargne des entreprises par l'autofinancement.

Reste le grand débat entre l'impôt indirect, c'est-à-dire la T. V. A. pour l'essentiel, et l'impôt direct. Il est vrai qu'en France, l'impôt indirect est sensiblement supérieur à ce qu'il est dans les autres pays du Marché commun. Il est vrai par contre que l'impôt direct est sensiblement inférieur à ce qu'il est dans ces autres pays. Pas un pays industriel n'enregistre, comme chez nous, un aussi petit nombre de contribuables à l'impôt sur le revenu et, également, un barème aussi faible. Par compensation, l'impôt indirect est plus élevé.

On peut discuter indéfiniment des vertus économiques et sociales, des avantages et des inconvénients de l'impôt direct et de l'impôt indirect. Il est certain qu'une fiscalité, c'est un peu comme un costume ; elle doit être faite d'aussi près que possible, sur mesures et s'appliquer au corps social tel qu'il existe.

Le Français n'aime pas payer l'impôt direct. C'est pourquoi, sous réserve des aménagements nécessaires, il n'est pas possible de lui faire subir un accroissement sérieux car il est arrivé pratiquement aux limites du tolérable. Par conséquent, il nous faut un impôt indirect plus important.

M. Armengaud, M. Coudé du Foresto et M. Caillavet, nous ont fait part de leurs inquiétudes ou de leurs réserves sur les conséquences internationales de cette disparité. Je ne crois pas que l'on puisse affirmer qu'une T. V. A. élevée est un élément de handicap industriel.

En effet, personne ne peut honnêtement démontrer qu'une T. V. A. à un taux élevé, présente des inconvénients ou des avantages. C'est un problème très complexe qui fera sans

aucun doute l'objet de longues études sur un plan économique et sur lequel aucun expert n'est actuellement capable de vous donner une conclusion irréfutable.

Je ne m'étendrai pas davantage sur ces questions fiscales en raison de l'heure, et parce que nous reviendrons demain sur l'ensemble de ces problèmes.

Je tiens maintenant à faire remarquer à M. Caillavet, ainsi qu'à certains autres orateurs, qu'ils n'ont pas donné une expression complète de la vérité en déclarant que très peu de choses ont été faites pour les revenus les plus bas. Je rappellerai les chiffres exacts que vous pourrez retrouver dans le budget pour éviter sur ce point des ambiguïtés fâcheuses. Tout d'abord, il est incontestable qu'on a prévu un allègement beaucoup plus important des impôts directs que de la T. V. A., mais cela répond aux engagements qui avaient été pris. Je vous rappelle que votre assemblée, l'année dernière, était intervenue fermement à plusieurs reprises pour qu'ils soient respectés. Il s'agit de la suppression de la taxe complémentaire, qui, se traduit pour le budget par une perte de 500 millions de francs. Je rappelle vos débats de l'an passé pour vous demander l'indulgence cette année, en constatant que nous avons tenu parole : la réduction des majorations s'inscrit en perte pour 570 millions dans le budget ; l'élargissement des tranches du barème qui s'impute bien entendu à l'impôt direct et qui a été une des revendications les plus ardemment soutenues par votre commission des finances et par votre rapporteur général coûte 1.075 millions de francs au budget cette année. L'intégration dans le barème de 2 points de réduction coûte 860 millions de francs. Enfin un certain nombre de mesures concernant les salariés à revenus modestes ainsi que les personnes âgées et les handicapés se traduisent par une perte de 300 millions de francs.

Si l'on prend l'ensemble des mesures intéressant la T. V. A. pour un montant de 410 millions de francs et les mesures diverses, on s'aperçoit que c'est à un allègement global, à fiscalité constante, de 3.630 millions de francs que l'on arrive dans le budget de 1971. Nous reviendrons sur ce point en examinant les différents articles sur la fiscalité.

Je ne dirai rien de l'intervention de M. Duclos. La forme même de son intervention, par la diffusion d'une lettre privée du ministère de l'intérieur, je crois, m'a paru tout à fait douteuse dans son esprit et par conséquent je n'ai rien à ajouter. M. Duclos n'a rien dit de nouveau, ni d'original. Au surplus la forme de son discours ne m'a pas paru digne de cette assemblée.

M. Armengaud, comme à son habitude, a soulevé un nombre considérable de problèmes qui intéressent l'ensemble de l'activité économique intérieure et extérieure. Si je voulais lui répondre de façon sérieuse, il me faudrait, car je n'ai pas son don de concision, au moins deux ou trois fois plus de temps qu'il n'en a eu besoin pour m'exposer ces problèmes. Je m'en suis entretenu avec lui. Ce que M. Armengaud souhaite, si je l'ai bien compris, ce n'est pas que nous ouvrons ce soir un débat qui nous conduirait aux premières heures du matin, mais un dialogue non pas seulement avec lui, mais avec votre commission des finances, sur les dix ou quinze problèmes essentiels qui caractérisent la situation économique, financière, fiscale, et l'évolution de notre société dans le domaine de la production et des échanges.

Je lui dis tout de suite que je suis tout prêt à répondre aux sollicitations de la commission des finances. Nous sommes prêts, M. Giscard d'Estaing, moi-même et M. Bailly, pour les problèmes nous concernant, à venir, quand vous le souhaitez, répondre à vos questions.

M. André Armengaud. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le secrétaire d'Etat.

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Armengaud, avec l'autorisation de l'orateur.

M. André Armengaud. Je vous remercie, monsieur le secrétaire d'Etat de votre déclaration. Toutefois, je pense que vous devriez mettre au point une procédure car, jusqu'à présent, vous venez volontiers, M. Giscard d'Estaing et vous-même devant la commission des finances...

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Chaque fois qu'on nous le demande.

M. André Armengaud. ... mais en coup de vent et vous êtes « bombardé » de tant de questions diverses, dont certaines sont mineures ou locales, que nous ne pouvons pas engager un débat au fond. Il conviendrait de mettre au point une véritable procédure de concertation afin que l'on puisse, pendant l'inter-session, étudier les problèmes qui nous préoccupent.

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Vous trouverez en tout cas le ministère des finances et ses représentants très ouverts à cette procédure de concertation. La meilleure formule serait de limiter de façon très précise l'ordre du jour à deux ou trois questions pour permettre de traiter en deux ou trois heures à fond un sujet déterminé.

M. le président. Nous prendrons donc des rendez-vous.

M. Jacques-Chirac, secrétaire d'Etat. M. Brousse, en termes qui m'ont touché tout particulièrement, a parlé des insuffisances cruelles du budget de l'agriculture et notamment du budget d'équipement, ainsi d'ailleurs que de son budget d'enseignement. La plupart des questions qu'il a posées — il en est de même pour M. Guy Petit, en ce qui concerne les réorientations de la politique agricole — relèvent des explications que le ministre de l'agriculture, auquel je ne peux me substituer dans cette affaire, pourra apporter au Sénat. J'indique cependant que le Gouvernement va déposer devant le Sénat, comme il s'y est engagé, un amendement qui augmentera de 60 millions de francs les autorisations de programme du budget d'équipement de l'agriculture, ces 60 millions devant être répartis sur deux ou trois chapitres d'équipement, notamment le remembrement, les adductions d'eau, dans des conditions que le ministre de l'agriculture vous précisera.

Je voudrais également dire à M. Brousse, qui a pu craindre que la protection de la nature ne se fasse au détriment du budget traditionnel de l'agriculture, dans la mesure où elle s'ajouterait aux missions de ce département ministériel sans que pour autant on lui donne des moyens supplémentaires, qu'il est dans l'erreur. Le Gouvernement a en effet déposé un deuxième amendement devant votre assemblée prévoyant l'affectation de ressources nouvelles pour un montant de 28 millions à des actions spécifiques en matière de protection de la nature. Par ces deux amendements, le Gouvernement répond, au moins partiellement, et d'une façon non négligeable, à vos préoccupations.

Pour ce qui concerne la politique en matière d'enseignement agricole, je laisserai le soin au ministre de l'agriculture de vous exposer la politique qu'il entend mener au nom du Gouvernement dans ce domaine.

M. Tournan a fait une étude critique du budget. Si ses critiques sont sans aucun doute sur un certain nombre de points parfaitement fondées, elles le sont moins qu'il n'y paraît sur d'autres. L'ampleur de son exposé ne me permet pas de répondre à tous les points qu'il a soulevés. Je voudrais simplement noter deux choses sur lesquelles son information ne m'a pas paru correspondre exactement à la réalité et qui ne sont pas des affaires négligeables. Il a d'abord affirmé que les allègements en faveur des personnes de condition modeste ne représentaient dans l'ensemble que 100 millions. En réalité, monsieur Tournan, vous devez faire allusion, parlant de ces 100 millions, au coût de la mesure relative à l'établissement d'un plancher pour frais professionnels, plancher fixé à 1.200 francs et qui intéresse les revenus les plus modestes. Mais je me permets de vous faire remarquer que vous omettez de mentionner, d'une part, les 300 millions de francs d'allègements consentis en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées, qui sont bien aussi des contribuables de condition modeste, d'autre part, les efforts faits en faveur des bas revenus, notamment par l'élargissement des tranches du barème. Au total, c'est environ 500 millions de francs qui sont affectés aux revenus les plus modestes.

Mais peut-être n'ai-je pas compris exactement l'impact que vous donniez à votre affirmation, et vous voudrez bien m'en excuser.

Vous avez également évoqué, monsieur Tournan, des sous-estimations de ressources, appréciation qui a été reprise par d'autres orateurs. Le Gouvernement ne sous-estime pas les ressources, en tout cas il ne le fait pas volontairement. En règle générale, jusqu'au budget de 1968, les ressources ont été à peu près exactement évaluées; mais, pour les budgets de 1969 et 1970, des mouvements très sensibles, des à-coups très importants de la conjoncture ont déjoué incontestablement les appréciations que l'on pouvait porter sur les ressources; cependant, globalement, pour 1970, la réalité sera conforme aux prévisions.

Ce qui est vrai, c'est que les différentes catégories d'impôts n'ont pas produit ce que l'on avait estimé au départ. Il est exact que l'impôt sur les sociétés a été considérablement sous-estimé; en 1970, et vous le constaterez en examinant le collectif budgétaire, il rapportera 3.500 millions de francs de plus que nous ne l'avions estimé au départ, en raison de l'augmentation des prix et surtout de l'accroissement de l'activité économique à un rythme supérieur à celui qui était prévu.

Par contre, le produit de l'impôt général sur le revenu a été inférieur aux estimations parce que l'on n'avait pas chiffré

avec suffisamment d'exactitude le coût des différentes mesures d'allègement du barème prises l'année dernière, notamment sur les basses tranches de revenus.

Je peux également vous dire que, pour 1971, nous avons estimé très sincèrement les ressources.

M. Henri Tournan. Peut-être, mais, depuis que vous avez procédé à vos estimations, une évolution a pu être constatée en fin d'année et l'on peut donc conclure que vos estimations sont néanmoins assez faibles, dans l'état actuel des choses.

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Vous l'affirmez et peut-être avez-vous raison. Cela signifie que vous avez, sur l'évolution de notre économie, une opinion que je ne partage pas.

J'ai dit que j'avais bon espoir, que j'avais le moral. Vous paraissez avoir, vous, un moral d'acier et je m'en réjouis, surtout s'agissant d'un expert tel que vous et de surcroît membre de l'opposition. Pour ma part, je préfère être plus prudent et j'en reste aux évaluations et estimations qui ont été établies. Si une bonne surprise vient, tant mieux, mais ne pensez pas qu'elle sera importante, car les suppléments de ressources devront de toute façon compenser les charges inévitables du collectif budgétaire.

Au total, on ne peut pas parler de sous-estimation. Cette idée paraît cette année à la mode, puisqu'elle a été développée d'abord à l'Assemblée nationale et maintenant au Sénat, mais je ne crois pas qu'elle corresponde à une réalité.

J'aurais encore beaucoup à dire à M. Tournan, mais l'heure tardive ne me le permet pas.

Dans son exposé, M. Coudé du Foresto a évoqué un certain nombre de problèmes, notamment fiscaux. Je lui ai répondu tout à l'heure sur l'épargne et l'autofinancement et j'aurai l'occasion de lui répondre demain en ce qui concerne la fiscalité.

M. Coudé du Foresto a indiqué que la fraude ne concernait pas seulement l'impôt sur le revenu, mais se généralisait de façon importante sur la T. V. A., en raison de l'importance des taux. C'est un fait dont je lui donne acte et je puis l'assurer que le Gouvernement — dont la volonté d'extirper la fraude de notre corps social est bien ancrée — place la lutte contre la fraude de T. V. A. au premier rang de ses préoccupations, notamment la lutte contre les circuits de vente sans facture dans un certain nombre de domaines que nous connaissons bien. Mais encore faut-il le prouver.

M. Yvon Coudé du Foresto. Et le travail noir se développe, lui aussi, avec une rapidité extraordinaire.

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Les deux sont liés.

M. Gargar a évoqué un certain nombre de problèmes spécifiques concernant la Guadeloupe et je laisserai au ministre délégué chargé des départements et territoires d'outre-mer le soin de lui répondre. Je lui rappelle simplement, lorsqu'il demande une exemption totale de la T. V. A. pour les départements d'outre-mer ou la suppression de la vignette automobile, qu'il est déjà prévu dans ces départements des exonérations sectorielles de T. V. A., des régimes dits de longue durée, des exemptions temporaires d'impôts, notamment d'impôt sur les sociétés et qu'un effort est pas conséquent déjà sensible dans ce domaine.

M. Marie-Anne a évoqué des problèmes intéressant plus particulièrement la Martinique. J'ai été très sensible à ses paroles sur les conséquences dramatiques du cyclone Dorothee. Ce qu'il n'a pas précisé dans le tableau lucide et réaliste qu'il nous a dressé, c'est tout d'abord le courage exemplaire et l'extraordinaire dignité dont ont fait preuve les populations de la Martinique dans cette affreuse tourmente, qui les a éprouvées brutalement sans que rien ait permis de le prévoir; il a également passé sous silence, lorsqu'il a fait l'éloge de l'action de tel ou tel fonctionnaire, voire du Gouvernement, le rôle exceptionnel qui a été le sien, l'efficacité de son action et son dévouement tout à fait extraordinaire pour la cause de ces populations sinistrées. M. Marie-Anne a apporté un certain nombre de précisions sur les besoins spécifiques de l'économie de la Martinique et, plus généralement, des départements d'outre-mer. Comme à M. Gargar, je lui dirai que je laisse au ministre délégué chargé des départements et territoires d'outre-mer le soin de lui apporter toutes les précisions nécessaires.

Enfin, M. Guy Petit a soulevé trois problèmes, et d'abord celui de la réorientation de la politique agricole. Je laisserai au ministre de l'agriculture le soin de lui répondre et je me bornerai à noter les conséquences budgétaires importantes de cette orientation. Nous progressons, ne serait-ce que modestement, dans le sens indiqué par M. Guy Petit, puisque le budget social de l'agriculture passe de 40 à 48 p. 100 de l'ensemble des concours budgétaires et que ce sont bien les agriculteurs les plus déshérités qui bénéficient de cette augmentation.

Par ailleurs l'aide aux produits, c'est-à-dire le soutien des marchés, exige une part moindre du budget de l'agriculture, ce qui explique une certaine diminution du montant global de ce budget. Je partage tout à fait l'avis de M. Guy Petit sur la nécessité, pour des raisons sociales et humaines naturellement, mais surtout économiques, de maintenir notre agriculture traditionnelle, qui est un élément fondamental d'équilibre de la société, du milieu humain. Le Gouvernement — et ce propos ne surprend personne dans la bouche d'un représentant d'une région totalement rurale — tient essentiellement au maintien, à l'évolution favorable et à l'adaptation, dans le cadre de la grande mutation qu'elle connaît actuellement, de l'exploitation familiale agricole.

M. Guy Petit a également soulevé le problème des artisans, commerçants et industriels de modeste condition qui traversent, pour un ensemble de raisons d'ailleurs différentes selon les catégories, une crise sérieuse d'adaptation aux conditions de la société, de la production et des échanges.

J'y suis également très sensible et l'on ne peut pas dire que nous ne faisons rien. Dans le domaine qui est le nôtre, sur le plan de la fiscalité, un effort important va être fait pour cette catégorie de contribuables.

Je ne reviens pas sur ce qui a été dit à propos de la diminution des patentes, mais l'orientation du Gouvernement au sujet de l'impôt général sur le revenu, qui a été d'ailleurs critiquée par certains orateurs et qui se traduit par l'affirmation que le revenu, à partir du moment où il est exactement connu, doit être taxé de la même façon, va dans le sens des intérêts des petits commerçants et des artisans qui, indiscutablement, étaient surtaxés par rapport aux travailleurs salariés, alors que la connaissance de l'assiette de leur impôt était beaucoup moins mauvaise que certains ne le prétendent.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a pris la mesure consistant, dans un premier temps, à intégrer dans le barème les cinq points de la réduction d'impôt des salaires, ce qui est un pas important vers l'égalité; dans un deuxième temps, lorsqu'il sera patent que la fraude n'existe plus dans tel ou tel secteur concernant l'artisanat, le commerce et la petite industrie, il sera tout à fait légitime d'étendre l'avantage de la déduction forfaitaire de 20 p. 100 également aux revenus émanant de cette catégorie de travailleurs.

M. Yvon Coudé du Foresto. Voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Coudé du Foresto, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Yvon Coudé du Foresto. Monsieur le secrétaire d'Etat, l'une des causes des ennuis que traversent l'artisanat et la petite industrie tient aux retards considérables de paiement des travaux effectués sur le compte de l'administration et aux difficultés de trésorerie qui en résultent. Je connais des cas dramatiques de petits industriels pratiquement en faillite parce que l'Etat ne paie pas en temps voulu les travaux qu'il a commandés et c'est un point sur lequel je voudrais attirer votre attention.

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. C'est peut-être vrai, dans une certaine mesure, pour des entreprises d'une certaine importance, mais moins pour les petits commerçants et les petits artisans auxquels pense M. Guy Petit, qui n'ont qu'un, deux ou trois salariés et qui n'ont pas pour habitude de passer des marchés avec l'Etat.

Votre observation conserve tout son sens lorsqu'il s'agit de la petite industrie et, à la suite, notamment, des interventions des deux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, des instructions très strictes ont été données il y a trois mois par M. le ministre de l'économie et des finances pour accélérer les paiements des marchés passés avec la petite et moyenne industrie.

Enfin, M. Guy Petit a, bien entendu, repris à son compte un exposé très largement approuvé par l'ensemble de votre haute Assemblée concernant la récupération de la T. V. A. sur les marchés passés par les collectivités locales. Nous avons déjà eu deux débats au Sénat et j'ai eu l'occasion de répondre en détail sur ce point. Je ne reviendrai donc pas sur les raisons pour lesquelles, tant sur le plan politique que technique, il ne me paraît pas possible d'accéder, dans l'état actuel des choses, à la revendication — dont je ne conteste pas la légitimité — clairement exprimée par M. Guy Petit dans son exposé.

La T. V. A. est un impôt général, réel, normalement incorporé dans les prix des produits, payé par l'utilisateur en bout de chaîne et, par conséquent, elle ne peut pas être supprimée pour les collectivités locales, ce qui serait tout à fait contraire à la technique même de cet impôt moderne.

Je ne pense pas, monsieur le président, qu'il soit utile d'ouvrir sur ce sujet un débat qui serait le troisième en quelques mois et il suffit pour connaître l'opinion du Gouvernement, de reprendre le *Journal officiel*.

En réalité, M. Guy Petit a placé le problème sur son vrai terrain lorsqu'il a conclu en demandant des subventions supplémentaires aux collectivités locales.

La T. V. A. est un impôt moderne que tout le monde nous envie (*Sourires*), que tous les pays veulent imiter. Actuellement, des missions, aussi bien américaines que japonaises viennent s'inspirer d'une méthode qui depuis que nous l'avons mise en œuvre, a été adoptée par tous les pays européens qui nous entourent. Ce serait absurde de casser une mécanique moderne pour répondre à un besoin qui, en réalité, est un besoin global de moyens des collectivités locales. C'est un autre problème qu'il n'est pas raisonnable d'essayer de résoudre par le biais de la fiscalité. Il s'agit des subventions aux collectivités locales. C'est un problème d'une tout autre ampleur. Il est certain que nos collectivités locales — j'ai comme vous des responsabilités locales qui me font toucher du doigt dans un département particulièrement pauvre les problèmes que cela soulève — ont des besoins qu'elles ne peuvent pas satisfaire. La fiscalité étant ce qu'elle est, la richesse nationale étant ce qu'elle est, il n'est pas possible d'aller au-delà de ce que l'on fait actuellement en matière d'aide aux collectivités locales pour des besoins qui ont subi depuis dix ans une explosion considérable à la suite de l'évolution des techniques et du fait de la carence du passé, de la part d'un certain nombre d'administrateurs locaux du siècle dernier. (*Sourires*). Je voudrais que personne ne se sente visé, c'est un problème totalement différent de subvention générale. Je ne veux pas allonger davantage ce débat sur lequel j'ai eu l'occasion de faire des développements très longs. Pour le reste, je répondrai à l'occasion de la discussion des articles de la loi de finances dans la journée de demain.

M. Louis Talamoni. Je demande la parole pour répondre à M. le secrétaire d'Etat.

M. le président. La parole est à M. Talamoni.

M. Louis Talamoni. Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous ai écouté avec beaucoup d'intérêt. Vos réponses sont empreintes de beaucoup de charme, vous semblez très décontracté, mais il vous arrive quelquefois de perdre le contrôle de vous-même. Cela s'est produit à l'occasion de l'intervention de notre collègue et ami, M. Jacques Duclos, puisque tout à l'heure, vous avez évoqué son nom en tenant certains propos que je considère désagréables. C'est donc en son nom que je vais répondre.

En ce qui concerne la première partie de son intervention, vous sembleriez décontracté, puisqu'elle s'inscrivait dans le cadre de toutes les observations qui ont été présentées par la plupart des orateurs, en particulier en ce qui concerne la fiscalité et l'emploi. Mais vous avez perdu le contrôle de vous-même lorsque notre collègue a évoqué la lettre. Ce soir, vous dites que répondre à M. Jacques Duclos serait indigne de cette assemblée, du fait qu'il était parti de cette lettre. Mais ce qui serait indigne de cette assemblée, c'est de rechercher l'origine de ce document. Cela ne nous regarde pas. C'est votre affaire, c'est l'affaire du Gouvernement. Mais, en fait, il existe et les problèmes qui y sont posés nous concernent, nous qui, au Sénat en particulier, sommes les représentants des collectivités locales. Je le répète, tous les problèmes traités dans cette lettre concernaient ces collectivités et je crois qu'il aurait été en tout cas correct et digne d'y répondre.

Quels étaient les problèmes soulevés ? Vous avez répondu d'ailleurs en partie à d'autres orateurs mais sans rappeler que ces questions étaient également évoquées dans la lettre. Quels propos contient-elle ? Il y est dit que l'on veut encore se décharger sur le dos des collectivités locales de certaines dépenses. Je ne reviendrai pas sur l'ensemble de l'affaire, mais il a été fait état des problèmes scolaires, des problèmes de l'action sociale des collectivités locales, de nombreux problèmes qui nous préoccupent, tel par exemple celui de la T. V. A. sur lequel je voudrais m'arrêter quelques instants. Vous dites qu'il est techniquement impossible d'exonérer les collectivités locales de la T. V. A. C'est exact, et c'est un argument que vous avez invoqué l'année dernière. Il faudrait en effet partir de la production; ce n'est donc pas possible. Par contre, ce qui l'est, c'est de rembourser aux collectivités locales la T. V. A.

Ecoutez-moi bien, monsieur le secrétaire d'Etat. Vous remboursez la T. V. A. aux grosses entreprises industrielles qui investissent, aux grandes surfaces, puisqu'il est prouvé que, lorsqu'elles construisent cinq magasins, le sixième est construit avec le produit du remboursement de la T. V. A. Alors, elles investissent pour tirer un profit. Par contre, quand les communes investissent pour l'intérêt national, on ne leur rembourse rien. Quand on construit une école, ce n'est pas pour le plaisir de la commune

et celle-ci ne tire pas de bénéfice de cette construction. Il n'y a pas de raison que la commune ne soit pas privilégiée ou tout au moins sur un pied d'égalité dans ce domaine avec les magasins Carrefour, Supermarchés, Hypermarchés, qui se voient rembourser la T. V. A. Votre argument, monsieur le secrétaire d'Etat, n'a plus aucune valeur.

On a rappelé ici à plusieurs reprises que la T. V. A. payée par les communes représentait plus que les subventions. Je ne saurais trop vous conseiller, si toutefois je peux me permettre de vous donner un conseil, d'élaborer maintenant les comptes administratifs en faisant apparaître la T. V. A. et en faisant la balance à la sortie. J'ai compulsé de nombreux comptes administratifs et il m'est apparu que le montant de la T. V. A. payée est plus important que celui de la subvention accordée. Je vais parler de ma commune : elle a payé 530 millions d'anciens francs de T. V. A. en 1969. Savez-vous ce que cela représente ? 22 p. 100 des impôts directs encaissés par la commune. Alors, ne nous dites plus que cela n'est pas possible, qu'il y a des problèmes de technicité. Cette dernière existe pour les collectivités, mais non pour les trusts et les monopoles, à moins que certains aient des intérêts particuliers pour se faire rembourser. Mais oui, en est en droit de penser cela. D'ailleurs — je ne veux pas donner de nom, ce ne serait pas correct de ma part — nous avons eu l'occasion d'aborder ce problème. Certains hommes ont de fortes attaches avec les grandes surfaces et autres affaires de ce genre. C'est peut-être pour eux que l'on fait fi de la technicité, alors qu'on en tient compte pour les collectivités locales. Vous n'avez donc pas le droit d'énoncer cet argument tout comme vous n'avez pas le droit de ne pas donner aux communes la possibilité de satisfaire aux aspirations de leur population. *(Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)*

M. Etienne Dailly. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dailly.

M. Etienne Dailly. Je voudrais brièvement, compte tenu de l'heure tardive, revenir sur deux points concernant la T. V. A. M. le secrétaire d'Etat a raison de dire que c'est un bon impôt. A mon sens, il ne peut pas être question de revenir sur cet impôt au moment où effectivement le monde entier y vient et en premier lieu l'Europe. Cela étant dit, nos dépenses communales sont de deux sortes : celles de fonctionnement qui ne sont pas subventionnées et les dépenses d'investissement qui, elles, sont subventionnées. Dans les dépenses non subventionnées, que nous couvrons grâce aux impôts directs que nous levons, nous nous trouvons payer à l'Etat une T. V. A., ce qui revient à dire qu'indirectement l'Etat prélève une part de nos impôts directs. En fait nous sommes forcés de majorer ces derniers pour subvenir à nos dépenses ainsi majorées de la T. V. A. : l'Etat y trouve donc son compte et je crois qu'à cette situation regrettable il n'est pas techniquement possible de s'opposer. Mais l'Etat devrait en éprouver, selon moi, un devoir plus grand en matière de dépenses subventionnées puisque, encore une fois, dans les dépenses non subventionnées, par le seul fait de cette mécanique de la T. V. A., il prélève une partie de nos impôts ou bien nous oblige à les majorer pour en prélever une part, ce qui revient au même. En ce qui concerne les dépenses subventionnées, il devrait donc se montrer très délicat. Le système de la T. V. A. contre lequel il n'y a pas lieu à mon sens de s'élever existe. Il serait dangereux d'y pratiquer des brèches. Il doit être uniforme.

Dès lors l'Etat devrait majorer d'autant nos subventions. Cela est si vrai qu'à la limite on pourrait même imaginer certains domaines où le taux de subvention est inférieur au taux de la T. V. A. C'est d'ailleurs le cas dans certains domaines. Prenons les monuments historiques, c'est un fait. Prenons la construction des mairies, c'est un fait. Prenons aussi la construction des préfectures : on obtient 10 p. 100 de subventions, ce qui est inférieur au taux de la T. V. A.

On peut se demander jusqu'à quel point l'Etat n'aurait pas intérêt à multiplier ce genre de subvention.

M. Jean Nayrou. Il le fait.

M. Etienne Dailly. Non. Cela dit, compte tenu de l'avantage — trouvé par l'Etat dans l'application de cette mécanique, contre laquelle je ne m'élève pas — dans le cadre des dépenses communales non subventionnées, il devrait être d'autant plus délicat dans les dépenses subventionnées, et, par conséquent, les subventions en vigueur au moment de l'application de la T. V. A. devraient se trouver majorées d'une somme égale à la différence, ou tout au moins l'approcher. Voilà le fond du débat et ses limites. Monsieur le secrétaire d'Etat, il nous serait agréable, étant donné la très grande pénurie dans laquelle se trouvent les collectivités locales, que le Gouvernement accepte d'étudier avec bienveillance le problème.

M. Guy Petit. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Guy Petit.

M. Guy Petit. Monsieur le ministre, vous avez répondu avec une habileté consommée, ce qui nous incite à penser que le coadjuteur du ministre des finances suit les traces que celui-ci a faites dans la voie du talent et de l'habileté. Mais j'eusse préféré, je vous l'avoue, en ce qui concerne la situation des commerçants, sur laquelle j'attire votre attention, quelque chose qui dépasse l'esprit de polémique et de controverse. Ce n'est pas du tout à titre de polémique et de controverse que je vous ai parlé tout à l'heure. Ce n'est pas un reproche, c'est une invitation que je fais à tous ceux qui veulent ignorer ces problèmes, dont l'importance humaine est extrêmement grave, comme l'est l'importance sociologique et politique, parce que il y a des cas absolument navrants et lamentables de commerçants — en particulier la génération de ceux qui ont atteint entre cinquante et soixante ans — qui se trouvent dans l'incapacité de se reclasser dans quoi que ce soit. Il ne peut pas être question pour eux de formation professionnelle plus ou moins accélérée. Rares sont ceux qui pourraient se reclasser.

Ils ont travaillé toute leur vie dans ce métier sans s'enrichir, tout en étant considérés par une certaine opinion, quelquefois même par les agents du fisc, comme des fraudeurs nés. En réalité, il ne fraudaient pas, ils étaient victimes de la complexité de lois inextricables qu'ils ne comprenaient pas. Ils ont payé ce qu'ils devaient et sont souvent aujourd'hui, après une longue vie de labeur, dans une situation où ils n'aperçoivent aucune issue.

Il ne s'agit pas seulement de rechercher si des efforts sont faits dans la voie des dégrèvements et des exonérations fiscales. Je sais que les patentes de ces petits commerçants vont être diminuées de 12 p. 100 l'année prochaine et de 15 p. 100 l'année suivante, mais c'est tout à fait insuffisant car ils se heurtent à des difficultés très grandes.

Il faudrait que, tous ensemble, nous nous penchions sur leur cas parce que, dans des sociétés organisées, il ne peut pas y avoir de situations sans remède. Il en existe, il faut les étudier, il faut les prendre, je vous en conjure.

Il serait lamentable, à l'aube de cette nouvelle société que M. le Premier ministre appelait de ses vœux, que toute une classe soit acculée au désespoir et songe au suicide. Je ne dis pas que tous vont se suicider mais ils s'enlisent, sans avoir la moindre possibilité de s'en sortir actuellement. Ils ne croient plus à rien.

L'un de ces commerçants, spécialiste en radio et télévision, m'a envoyé la copie d'une lettre qu'il a adressée à M. le Premier ministre ; elle contenait des arguments vraiment très pertinents et très sérieux. A 65 ans, il se trouve frappé comme par la foudre ; c'est un véritable ouragan qui provient essentiellement de la concurrence des magasins à grandes surfaces.

Je ne crois pas qu'on ait suffisamment surveillé le caractère de cette concurrence. Je suis persuadé, en effet, que des baisses artificielles ont été faites et qu'elles tombent sous le coup de l'article 419 du code pénal. J'ai posé une question écrite sur ce point, et on m'a répondu que j'étais à côté du problème. Pourtant, c'est navrant, et il faut voir les choses avec réalisme.

Le Gouvernement comme nous tous, nous méconnaîtrions les devoirs de notre charge si, toute affaire cessante, nous ne nous en préoccupions pas.

Je me suis peut-être laissé quelque peu emporté par les sentiments — il ne faut pas trop en manifester dans une discussion budgétaire — à propos de l'application de la T. V. A. aux communes. Monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez là un mauvais dossier, même si vous l'avez bien plaidé, en excellent avocat que vous êtes.

Il ne faut pas dire que c'est une fatalité pour les communes de se trouver au dernier stade de la consommation. Alors qu'à tous les autres stades il y a possibilité de déduction et de remboursement, les communes, elles, ne peuvent en obtenir aucun. L'intelligence humaine est assez souple — surtout celle de vos services et la vôtre encore davantage — pour trouver des palliatifs à cette situation. On peut réduire le taux et estimer que, pour les achats et les travaux des communes, il sera aligné sur celui des produits alimentaires, soit 7,5 p. 100. Je ne vois pas quelle impossibilité doctrinale ou théorique empêcherait de réduire ce taux de la T. V. A. imposé aux communes en tant qu'acheteurs de fournitures ou réalisateurs de travaux. On peut aussi leur appliquer une déduction forfaitaire.

Il faut en terminer avec le contentieux entre les communes et l'Etat car, de part et d'autre, on a trop tendance à se considérer comme des adversaires. Ne voit-on pas tel agent du fisc pourchasser une commune et remporter une grande victoire lorsqu'il a réussi à lui faire payer un supplément d'impôts ou à taxer à ses dépens ce qui ne l'était pas jusqu'alors ?

Ne sommes-nous pas embarqués sur le même bateau, communes et Etat ? Notre mission n'est-elle pas la même ? La nôtre se place sur le plan local, sans doute. Notre objectif est cependant identique.

Je voudrais voir changer l'état d'esprit qui consiste, pour une commune, à considérer l'Etat comme l'adversaire ou l'ennemi. Mais y parviendra-t-on en organisant une table ronde ou des confrontations plus vastes ?

Il faudrait surtout montrer beaucoup plus de sincérité. Il serait souhaitable que, dans l'application des dispositions fiscales, les communes ne soient pas considérées comme des contribuables auxquels il ne faut rien passer. Il ne faudrait pas non plus que, du côté des communes, on continue à se méfier sans cesse de l'Etat, ce qui a parfois une certaine justification.

M. Pierre Carous. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Carous.

M. Pierre Carous. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, pour m'excuser de prendre la parole à cette heure tardive, je ferai remarquer que mon groupe n'a pas encore entamé son crédit de temps de parole. Je vous promets surtout d'être très bref.

J'ai deux observations à vous présenter, monsieur le secrétaire d'Etat. La première porte sur les transferts de charges. Je ne parlerai pas de ceux dont mes collègues ont déjà fait état, ceux qui existent officiellement et qui sont extrêmement lourds. Mais j'attirerai votre attention sur le fait que l'on constate, en plus, ce que j'appelle des « transferts de fait », et je vais vous en citer un exemple très simple.

Estimez-vous normal que, pour la construction d'une autoroute, on demande des participations communales ? On le fait en l'assortissant de l'argument suivant, que je vous laisse le soin de qualifier : « Si vous n'y participez pas, on ne la fera pas ou on la fera ailleurs. »

Vous êtes vous-même, monsieur le secrétaire d'Etat, élu local d'un département qui a de gros besoins. Vous savez quelle est l'intensité de la compétition pour obtenir certains équipements de nature à révolutionner l'économie d'un département ou d'une région. Lorsqu'on dit à une collectivité locale : « Si vous payez, vous l'aurez », elle proteste, mais elle finit par payer. Cela contribue à créer avec certaines administrations — et ce n'est pas la vôtre que je vise en ce moment — ce climat auquel a fait allusion notre collègue, M. Guy Petit, et que je suis le premier à regretter. Vous connaissez ma position en matière de défense des collectivités locales, et spécialement d'autonomie des communes. C'est votre concours que je viens vous demander, pour qu'on en reste au moins à ce qui existe et à ce qui est inscrit dans les textes.

Ma deuxième observation porte sur la T. V. A. Contrairement à certains de mes collègues et à vous-même, je n'aime pas cet impôt et si, un jour, ma vie parlementaire doit m'inspirer quelques remords, ce sera d'avoir voté en sa faveur. Néanmoins, il a été adopté et à peu près mis en place. Le changer d'une manière fondamentale entraînerait de tels bouleversements, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, que, franchement, malgré mon allergie à cet impôt, j'estime qu'y toucher serait pire que les quelques inconvénients que nous subissons actuellement.

J'en arrive maintenant à la situation des communes. A mon avis, deux questions restent à régler. La première, c'est qu'il conviendrait de savoir ce que la T. V. A. représente comme charges supplémentaires pour les communes. En effet, cette taxe a cet inconvénient, ou cet avantage, de faire apparaître brutalement, au dernier stade, son poids total sur la facture, alors que, précédemment, d'autres impôts apparaissaient en cascade de la production jusqu'à la consommation ou à l'exécution des travaux par la commune.

Si l'on veut traiter le problème, il faut le faire d'une façon exacte et, en fait, ce que subit en supplément la commune, ce n'est pas la totalité du taux de la T. V. A., mais la différence entre les charges existant autrefois et le taux actuel de la T. V. A. J'ajoute qu'un élément important, la taxe locale, figurait sur les factures des communes, mais dans la mesure où le fournisseur lui payait un impôt, elle pouvait considérer que celui-ci n'existait pas puisque, de toute façon, elle le récupérait parallèlement. C'est un élément qui, lui aussi, devrait être pris en considération. Je demande, monsieur le secrétaire d'Etat, qu'on essaie de faire le point — je sais bien que ce n'est pas facile, les taux de T. V. A. étant différenciés — non pas en fonction du client, particulier, commune ou autre, mais en fonction des objets vendus ou en fonction des prestations fournies ; lorsqu'on aura déterminé exactement la différence entre le taux de la T. V. A. actuelle et le taux des taxes payées auparavant, on connaîtra exactement ce qui a été mis en supplément à la charge des communes.

Je m'excuse auprès de mes collègues, mais il me semble très difficile de différencier des taux de T. V. A. ...

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Pierre Carous. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. Des calculs peuvent être faits sur une moyenne période. Ils doivent tenir compte à la fois du phénomène des taxes en cascade qui existaient auparavant, du phénomène de rémanence et de l'impact de la taxe sur les salaires payés par les entreprises avec lesquelles les communes ont passé des marchés.

Au total, c'est peut-être à 2,5 ou 3 p. 100 — sous toutes réserves car je n'ai pas le dossier sous les yeux — que s'établit la différence au détriment des communes. Telle est l'origine de cette revendication de remboursement : c'est parce que la T. V. A. s'inscrit noir sur blanc alors qu'auparavant les communes supportaient les taxes sur le chiffre d'affaires sans s'en rendre compte. Il en va de même pour les consommateurs depuis que l'on a fait apparaître le montant de la taxe sur la facture. Je crois que l'on a commis là une erreur sur le plan psychologique car les gens, désormais, voient figurer le montant de la T. V. A. Cela leur semble beaucoup plus douloureux que lorsqu'elle n'apparaissait pas.

Il s'agit d'un souci de clarté et d'honnêteté fiscale. En réalité, ce n'est donc pas un mauvais dossier, contrairement à ce qu'a dit M. Guy Petit. Qu'il existe un problème de subventions aux collectivités locales, c'est vrai. Mais lorsque j'entends M. Talamoni dire que sa commune a payé 530 millions, je rétorque que, sous l'ancien régime, elle en aurait peut-être payé 510 et il n'aurait rien dit car il aurait trouvé cela très normal. Tel est le fond du problème.

Monsieur Talamoni, je n'ai pas l'intention de vous répondre ni d'ouvrir une polémique sur ce point. Je vous propose de venir dans mon bureau, avec une feuille de papier, pour inscrire ces précisions noir sur blanc. Vous verrez alors la différence réelle qui existe entre ce que votre commune a payé comme T. V. A. aujourd'hui et ce qu'elle aurait payé, il y a vingt ans, avec l'ancien système.

M. Louis Talamoni. Monsieur le secrétaire d'Etat, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. le président. Non, monsieur Talamoni, la parole est à M. Carous, car il ne s'agissait là de la part de M. le secrétaire d'Etat que d'une interruption.

M. Pierre Carous. Je vous remercie, monsieur le secrétaire d'Etat, des précisions que vous avez apportées. Je prends acte du chiffre que vous avez indiqué et qui me paraît faible. Vous avez les moyens de faire les calculs, je ne les ai pas. Vous serait-il possible de nous les communiquer ?

Je vais maintenant vous faire une proposition complémentaire. Une fois mise au point définitivement cette question de la charge supplémentaire, je vous demanderai de voir si, au travers de la recette garantie qui est maintenant attribuée aux communes à titre de remplacement la quote-part de l'impôt sur les salaires, il n'est pas possible, en majorant cette attribution — si vraiment la différence n'est pas plus élevée que celle que vous indiquez, cela ne doit pas aller bien loin — d'admettre en fin d'année que soit attribuée aux communes, au moment où l'on ventile les sommes qui leur sont attribuées, une somme qui correspondrait au pourcentage que vous indiquez. Ainsi serait sauvegardé ce principe de l'universalité de la T. V. A.

Je ne crois pas que l'on puisse maintenant ventiler la T. V. A. en fonction des clients en plus de l'actuelle ventilation en fonction des produits et des prestations.

S'agissant des communes, qui financent leurs dépenses avec l'impôt, à partir du moment où l'Etat fait peser, en fonction des impôts qu'il perçoit, une charge supplémentaire au travers des ristournes faites aux communes sur les impôts d'Etat, il paraît normal de leur rembourser les dépenses faites en supplément.

Cela aurait le mérite d'encourager les communes qui font un effort pour s'équiper, pour investir et donc pour bien fonctionner. Finalement, c'est l'ensemble de l'économie du pays qui y trouverait son compte, y compris les communes, c'est-à-dire tous les habitants de France.

M. Louis Talamoni. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Talamoni.

M. Louis Talamoni. Monsieur le secrétaire d'Etat, excusez-moi d'intervenir à nouveau, mais je ne peux pas accepter votre argumentation comme valable lorsque vous faites état de taxes antérieures. Elle le serait si, le jour où la T. V. A. a été instituée, on avait dit : telle marchandise avait la valeur X toutes taxes comprises ; on supprime ces taxes, on lui donne la

valeur Y hors taxes et l'on y ajoute la T. V. A. En réalité, on nous a vendu la marchandise au même prix, majoré de la T. V. A.

M. Jacques Chirac, secrétaire d'Etat. C'est absolument faux !

M. Louis Talamoni. Pour vous démontrer que c'est exact, nous acceptons l'invitation que vous nous avez faite tout à l'heure, monsieur le secrétaire d'Etat.

Il existait autrefois une taxe locale au taux de 2,75 p. 100 ; il est vrai qu'elle a été supprimée, de même que la taxe de prestation de services, qui se montait à 8,5 p. 100. On est passé aujourd'hui à 17,6 ou à 23 p. 100. L'augmentation est donc indiscutable. Vous nous avez dit que les taxes en cascade étaient source de vie chère. En fait, on aurait dû remplacer toutes les taxes par la seule T. V. A. il n'en a pas été ainsi puisqu'on a ajouté la T. V. A. à toutes les taxes antérieures. (*Très bien ! très bien ! sur les travées communistes.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale?...

La discussion générale est close.

Conformément aux propositions de la conférence des présidents, la suite de la discussion budgétaire est renvoyée à la prochaine séance.

— 8 —

NOMINATIONS

A UN ORGANISME EXTRAPARLEMENTAIRE

M. le président. Je rappelle au Sénat que la commission des affaires économiques et du Plan a présenté des candidatures pour le conseil supérieur de l'aménagement rural, en application de l'article 29 du décret n° 64-862 du 3 août 1964.

Le délai d'une heure prévu par l'article 9 du règlement est expiré.

La présidence n'a reçu aucune opposition.

En conséquence, je déclare ces candidatures validées et je proclame M. Raymond Brun membre titulaire et M. Octave Bajoux membre suppléant du conseil supérieur de l'aménagement rural.

— 9 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée à ce jour, vendredi 20 novembre, à onze heures trente :

Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1971, adopté par l'Assemblée nationale. [N°s 53 et 54 (1970-1971). — M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.]

Première partie :

Conditions générales de l'équilibre financier (art. 1^{er} à 31, 32 et état J. 33, 34, 35 et état I, 36 et 37 et état A).

Personne ne demande la parole?...

La séance est levée.

La séance est levée le vendredi 20 novembre, à zéro heure quarante-cinq minutes.)

Le Directeur

du service du compte rendu sténographique,

RAOUL JOURON.

Nomination de rapporteurs.

BUDGET POUR 1971

Ont été nommés rapporteurs pour avis du projet de loi de finances pour 1971 (n° 53, session 1970-1971), adopté par l'Assemblée nationale dont la commission des finances est saisie au fond :

Commission des affaires culturelles.

MM.	
Affaires culturelles	de Bagneux.
Cinéma (Théâtres nationaux)....	Lamousse.
Monuments historiques	Miroudot.
Affaires étrangères (relations culturelles, coopération)	Caillavet.
Education nationale	Chauvin.
Recherche scientifique	Vérillon.
Jeunesse, sports et loisirs.....	Pelletier.
Information (O. R. T. F.).....	Fleury.
Enseignement agricole	Tinant.

Commission des affaires économique et du Plan.

MM.	
Affaires économiques	Raymond Brun.
Agriculture	Pauzet.
Équipement et logement (logement)	Laucournet.
Équipement (route et voies navigables)	Bouquerel.
Équipement (ports maritimes)....	Yvon.
Développement industriel et scientifique (industrie)	Jager.
Développement industriel et scientifique (énergie atomique et recherche scientifique).....	Chauty.
Transports (terrestres)	Billiemaz.
Transports (aviation civile et commerciale)	Pams.
Transports (marine marchande)..	Yvon.
Postes et télécommunications....	Beaujannot.
Services du Premier ministre (aménagement du territoire)...	Barroux.
Services du Premier ministre (Plan)	Raymond Brun.
Services du Premier ministre (tourisme)	Golvan.

Commission des affaires étrangères et des forces armées.

MM.	
Budgets militaires (section commune)	Maurice Bokanowski.
Budgets militaires (air)	Taittinger.
Budgets militaires (forces terrestres)	de Chevigny.
Budgets militaires (marine).....	Boin.
Affaires étrangères	le général Antoine Béthouart.
Coopération	Peridier.

Commission des affaires sociales.

MM.	
Santé publique et sécurité sociale.	Grand.
Travail, emploi, population.....	Méric.
Anciens combattants et victimes de guerre	Mme Cardot.
B. A. P. S. A.	Soudant.

Commission des lois.

MM.	
Intérieur	Nayrou.
Justice	Molle.

COMMISSIONS DES LOIS

M. de Félice a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 42, session 1970-1971, de M. Henri Cavaillet, tendant à modifier le délai de désignation des délégués sénatoriaux.

M. Garet a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 45, session 1970-1971, de M. Jean Legaret, sur le statut de Paris.

Organisme extraparlamentaire.

Dans sa séance du jeudi 19 novembre 1970, le Sénat a nommé M. Raymond Brun, membre titulaire, et M. Octave Bajeux, membre suppléant, du conseil supérieur de l'aménagement rural, en application de l'article 29 du décret n° 64-862 du 3 août 1964.

Modifications aux listes des membres des groupes.

GRUPE D'UNION DES DÉMOCRATES POUR LA RÉPUBLIQUE
(24 membres au lieu de 23.)

Ajouter le nom de M. Jean Natali.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.

(8 membres au lieu de 9.)

Supprimer le nom de M. Jean Natali.

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 19 NOVEMBRE 1970

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre.

« Art. 75. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors session au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

Hypothèques.

9975. — 19 novembre 1970. — M. Charles Sinsout expose à M. le ministre de l'économie et des finances les faits suivants : le décret n° 66-356 du 8 juin 1966 a fixé les modalités relatives à la délivrance des renseignements hypothécaires. Ce texte a notamment prévu la délivrance d'urgence des renseignements hypothécaires sur demande expresse du requérant (par l'emploi d'une formule spéciale). Ces renseignements urgents, dont le coût est majoré de 50 p. 100 doivent être délivrés dans un délai plus court que les renseignements ordinaires. Y a-t-il un délai maximum fixé par les textes ou les règlements pour la délivrance de ces états urgents ? Si de tels états doivent être délivrés dans un certain délai, existe-t-il des sanctions pour leur délivrance tardive ? Certaines conservations ne délivrent de tels états urgents que trente, quarante, cinquante, soixante jours après le dépôt de la réquisition. Jusqu'à la délivrance

des états les fonds des prix de vente et des emprunts restent bloqués chez le notaire. Le vendeur est dans l'impossibilité de disposer de son prix de vente et l'emprunteur est obligé, sans pouvoir disposer des capitaux qu'il a empruntés, de payer des intérêts, ce qui leur cause un préjudice certain. Il lui demande donc s'il ne lui paraît pas équitable que lorsque de tels retards sont constatés (et cela est facile puisque sur les états il y a la date de réquisition et la date de délivrance) les conservateurs puissent être rendus responsables du préjudice causé.

Indemnité viagère de départ.

9976. — 19 novembre 1970. — **M. Raymond de Wazières** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si un agriculteur parlementaire peut envisager de percevoir l'indemnité viagère de départ s'il remplit les conditions exigées par la loi lors de l'arrêt de son activité agricole.

Collectivités locales (personnel).

9977. — 19 novembre 1970. — **M. Guy Petit** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'un décret du 23 octobre 1967 stipule que « pendant une période de trois ans à compter de la date d'application du présent décret, les conseils municipaux des communes de plus de 2.500 habitants et les comités des syndicats de communes peuvent à nouveau user de la faculté donnée par l'article 4 du décret n° 62-544 du 5 mai 1962 d'adopter une limite d'âge d'accès aux emplois supérieure à trente ans, mais ne dépassant pas toutefois quarante ans ». Il lui demande si la notion des trois ans concerne les conseils municipaux ou bien les agents communaux. En d'autres termes, et sous réserve d'une délibération du conseil municipal, le recul de la limite d'âge de trente à quarante ans est-il possible seulement pendant cette période de trois ans à l'expiration de laquelle la limite d'âge est à nouveau fixée à trente ans, ou bien s'agit-il d'une période limitée à trois ans pendant laquelle le conseil municipal peut fixer l'âge limite de recrutement de ses agents qui devront avoir désormais soit moins de trente ans, soit moins de quarante ans, selon l'option retenue.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

ECONOMIE ET FINANCES

Prêts.

9760. — **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** les mesures qu'il compte proposer à l'examen parlementaire pour intensifier les possibilités qu'ont actuellement les Français de participer aux différentes actions de l'économie libérale et surtout pour augmenter le nombre de ceux qui réellement peuvent s'y intéresser, en particulier dans le domaine des prêts, pour faciliter soit le départ dans la vie active des jeunes, soit le démarrage professionnel, soit l'accession à la propriété, soit l'acquisition de valeurs mobilières. Si le Gouvernement souhaite faciliter le développement d'une telle action vers une nouvelle forme de société, il est indispensable d'envisager un mécanisme différent des prêts, qui ne seraient plus seulement gagés sur un comportement financier, mais aussi sur le pari humain de la volonté, du travail et du courage de chacun. (*Question du 2 septembre 1970.*)

Réponse. — La diversification des techniques bancaires au cours de ces dernières années s'est notamment traduite par un développement rapide des prêts personnels, c'est-à-dire des crédits fondés essentiellement sur les qualités propres du bénéficiaire et non plus seulement sur sa situation financière ou sur les garanties qu'il offre. Cette catégorie de concours a connu, en effet, une vive expansion principalement dans le domaine des crédits à moyen terme professionnels accordés par l'intermédiaire de la caisse nationale des marchés de l'Etat, dans celui du financement de la construction ou des achats à tempérament. L'accroissement de la concurrence entre les établissements bancaires devrait permettre la poursuite de cette évolution et faciliter l'octroi de crédits à de nouvelles catégories d'emprunteurs. Si l'on excepte les crédits pour l'acquisition des valeurs mobilières, qui peuvent donner lieu à des opérations purement spéculatives, la réglementation actuelle ne contient aucune disposition spécifique qui puisse contrarier directement l'expansion de ces formules plus souples de crédits. Cependant, l'octroi de ces crédits reste le plus souvent subordonné à l'exigence d'un apport personnel minimum qui a notamment pour objet de protéger les emprunteurs contre un endettement excessif.

EDUCATION NATIONALE

Collectivités locales (constructions scolaires).

9766. — **M. Pierre Barbier** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que d'assez nombreuses communes ont dû, sur l'injonction des autorités académiques et parfois sans subvention de l'Etat, construire des locaux scolaires pour l'enseignement primaire et que du fait, soit d'une prévision défectueuse des effectifs, soit des nouvelles règles de scolarisation des élèves du premier cycle du second degré, ces classes sont aujourd'hui fermées, de sorte que les communes continuent de supporter des dépenses d'amortissement et d'entretien ne correspondant à aucun service scolaire sur leur territoire. Ces charges étant particulièrement lourdes pour les communes rurales dont la population et la capacité contributive sont en constante diminution, il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour atténuer les difficultés financières des collectivités auxquelles on a successivement imposé l'ouverture puis la fermeture de ces classes. (*Question du 7 septembre 1970.*)

Réponse. — Il est indéniable que les effectifs scolaires de certains secteurs géographiques, notamment en milieu rural, sont en constante régression depuis plusieurs années. Le ministère de l'éducation nationale en tire les conséquences en procédant à la fermeture d'écoles à classe unique ou de classes dont le nombre des élèves ne justifie plus la présence d'un instituteur. Deux facteurs, dont les effets sont séparés ou concomitants, expliquent ces diminutions d'effectifs. L'un, d'ordre économique et démographique s'impose à l'administration de l'éducation nationale; l'autre est une des conséquences de la mise en place de la réforme de l'enseignement. En effet, l'ouverture d'établissements de 1^{er} cycle (C. E. G. et C. E. S.) a entraîné la suppression progressive des classes de fin d'études des écoles primaires et en a réduit par là-même l'importance. Quoi qu'il en soit, le budget de l'éducation nationale ne peut pallier les difficultés financières des collectivités locales résultant de ces phénomènes. Il est précisé toutefois, que si aucun service scolaire n'est assuré dans une commune, les locaux réservés à cet usage sont alors rendus aux municipalités qui peuvent en disposer à leur gré.

Collectivités locales (dépenses d'enseignement).

9767. — **M. Pierre Barbier** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le fonctionnement des collèges d'enseignement général et des collèges d'enseignement secondaire entraîne pour les communes sièges de ces établissements des frais considérables d'entretien et de fonctionnement. Aux termes de la circulaire ministérielle du 3 mars 1966 les dépenses d'enseignement et d'entretien jugées normales variaient en 1965-1966 entre 32 et 200 francs par élève. Indépendamment du fait que ces chiffres doivent être révisés pour tenir compte de la hausse des prix depuis cinq ans, il est à noter que la circulaire susvisée ne mentionnait ni le coût des équipements en matériel et mobilier, ni les dépenses d'exploitation générale, de gardiennage, etc.; que, cependant, l'allocation scolaire servie aux communes en application de la loi du 6 février 1953 reste limitée à un montant très inférieur aux dépenses scolaires réellement supportées par les communes puisqu'en effet, non seulement les fonds versés à ce titre aux départements, et qui ont été fixés en 1954 à 39 francs par élève, n'ont pas été réévalués depuis lors, mais encore qu'un décret du 30 avril 1965 a limité à 15 francs par élève le montant susceptible d'être alloué aux communes pour le fonctionnement des collèges; qu'ainsi donc les dépenses de l'espèce sont évaluées par l'Etat à un chiffre variant à peu près du simple au double selon qu'il s'agit pour lui de verser l'allocation scolaire ou d'exiger des communes les crédits de fonctionnement des établissements que, quoi qu'il en soit, ces charges sont excessives pour les budgets de certaines communes, pour lesquelles elles représentent parfois plus du quart de leurs dépenses ordinaires et que cette situation est d'autant plus anormale que les collèges dont il s'agit accueillent d'assez nombreux élèves étrangers à la commune. Il lui demande en conséquence: 1° quelles dispositions il entend prendre afin de remédier à de telles difficultés, qui ne peuvent manquer de compromettre le fonctionnement des établissements d'enseignement du premier cycle du second degré; 2° si le moment ne lui paraît pas venu de réviser le montant de l'allocation scolaire qui n'a pas été actualisé depuis longtemps et qui est gagé sur des recettes fiscales dont le produit a été augmenté dans d'importantes proportions; 3° s'il n'estime pas qu'en ce qui concerne les collèges d'enseignement général et les collèges d'enseignement secondaire l'allocation scolaire devrait être intégralement réservée aux communes. (*Question du 7 septembre 1970.*)

Réponse. — 1. Aux termes de la législation en vigueur, les établissements d'enseignement du premier cycle du second degré sont créés sous le régime municipal. Leurs frais de fonctionnement constituent, dans le cadre d'un traité constitutif passé entre l'Etat

et les collectivités, des dépenses obligatoires pour les communes dans lesquelles ils sont implantés. Cependant il est souhaitable que ces charges soient réparties équitablement entre les différentes communes intéressées au fonctionnement de ces établissements, soit par convention, soit par l'intermédiaire d'un syndicat de communes créé à cet effet. Cette proposition fait actuellement l'objet d'une étude menée conjointement avec le ministère de l'intérieur. Toutefois, pour tenir compte des difficultés financières rencontrées par les municipalités, l'Etat s'efforce de nationaliser progressivement ces établissements dans la mesure où les moyens correspondants sont inscrits au budget de l'éducation nationale.

2. En ce qui concerne l'aide que peuvent recevoir les communes au titre de l'allocation de scolarité, il y a lieu de préciser que les subventions allouées par l'Etat ne sont pas destinées à financer le fonctionnement courant des établissements scolaires (cf. art. 8, 9 et 10 du décret du 30 avril 1965). Ceci étant, et en raison du nombre très élevé des ayants droit dû à l'extension de cette allocation aux enfants de moins de six ans et de plus de quatorze ans d'abord, puis à l'ensemble du premier cycle du second degré, un relèvement du taux de l'allocation conduirait à une dépense nouvelle considérable pour l'Etat, qui ne pourrait être actuellement envisagée qu'au détriment d'autres actions essentielles du ministère de l'éducation nationale.

3. En ce qui concerne le mode de répartition des crédits, le reversement intégral de l'allocation scolaire aux collectivités intéressées pourrait présenter des avantages qui n'ont pas échappé au Gouvernement. Cependant il lui a paru plus opportun de confier aux conseils généraux le pouvoir de décider de l'emploi de la dotation départementale, sous réserve de respecter un ordre de priorité des dépenses, établi par la loi du 23 décembre 1964. Cette mesure entre dans le cadre des efforts poursuivis par l'administration pour décentraliser certaines tâches administratives. Le conseil général se trouve en effet mieux placé pour apprécier, avec la collaboration des autorités académiques, la hiérarchie et l'urgence des besoins des communes et des établissements d'enseignement. Il advient souvent, grâce à cette procédure, que les communes pauvres, en particulier les communes rurales, dont les effectifs d'élèves n'ouvrieraient droit, sur la base unitaire de 39 francs par an, qu'à une somme modique, reçoivent en fait une aide bien supérieure.

Constructions scolaires.

9789. — Mme Catherine Lagatu attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'annexe provisoire du lycée Colbert ouverte, en locaux préfabriqués, quai de Jemmapes, à Paris (10^e). Sous couleur d'une expérience, les architectes ont recouvert le sol de la cour de mâchefer. L'expérience a été on ne peut plus malheureuse, car le mâchefer a produit une poussière noire difficile à effacer, y compris des vêtements et des visages des élèves, auxquels cette cour sert aussi de terrain d'E. P. S. en l'absence de salle spécialisée. Par ailleurs, pour éviter l'envahissement des locaux par la poussière de mâchefer, il a été nécessaire en fin d'année de maintenir les portes et les fenêtres closes, ce qui aggravait sérieusement l'insuffisance d'aération des classes. Ces faits, auxquels il faut ajouter le manque de stores aux fenêtres, ont créé jusqu'en juin dernier, de telles conditions de travail aux élèves et professeurs, que les premiers ont à maintes reprises souffert de malaises tels que les seconds ont dû parfois interrompre leurs cours. Une amélioration sensible de la situation en 1970-1971 pourrait être obtenue : 1° en limitant le nombre d'élèves à vingt-cinq pour ces classes préfabriquées ; 2° en garnissant les fenêtres de stores ; 3° en remplaçant le mâchefer par un revêtement plus hygiénique. En conséquence, elle lui demande s'il entend intervenir pour que ses services tiennent compte des suggestions précitées. (Question du 17 septembre 1970.)

Réponse. — En raison du caractère provisoire de son implantation, l'annexe du lycée Colbert, 153, quai de Jemmapes, à Paris (10^e), a été réalisée à partir de groupes de classes démontables. 1° La capacité d'accueil de ces classes est de vingt-cinq à trente élèves. Le chef d'établissement s'efforce de limiter à ce nombre l'effectif maximum d'élèves à admettre par local. 2° Des instructions sont données pour que les quelques fenêtres qui doivent être munies de stores, en raison de l'orientation des façades, en soient équipées pour le printemps prochain. 3° Les travaux d'aménagement des cours de récréation sont à la charge de la ville de Paris. Les inconvénients résultant de l'emploi d'un revêtement de sol en mâchefer lui sont signalés.

Enseignement technique.

9810. — Mme Catherine Lagatu attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les licenciements qui ont frappé durant ces derniers mois des milliers de femmes travaillant dans la confection — en particulier à Paris. La récession qui frappe ce secteur pose le problème de l'emploi pour les jeunes filles

apprenant la couture dans nos établissements techniques. C'est pourquoi elle lui demande si ses services ont envisagé la possibilité pour les jeunes filles des sections couture de pouvoir, si elles le souhaitent, bénéficier d'une année de formation dans l'une des branches qui, traditionnellement, utilisent des couturières. (Question du 24 septembre 1970.)

Réponse. — La formation professionnelle dans les métiers de la couture et de l'habillement a subi au cours de ces dernières années une évolution liée aux fluctuations de l'emploi. C'est ainsi que les sections couture flou et tailleur flou ont été considérablement réduites dans les collèges d'enseignement technique. Par contre des formations faisant appel à des techniques industrielles ont été développées ; elles couvrent aussi bien « le prêt-à-porter » féminin, que la confection masculine, ou la lingerie ; elles permettent également l'orientation des jeunes ouvrières ainsi formées vers des industries connexes telles que celles qui concernent la bonneterie, le linge de maison, la confection des parapluies, la chapellerie et même le garnissage automobile. Pour l'année scolaire 1969-1970 un millier d'élèves seulement réparties sur les trois années de formation étaient engagées dans la préparation d'un certificat d'aptitude professionnelle de couture flou alors que 24.260 préparaient un certificat d'aptitude professionnelle des industries de l'habillement. Les reconversions nécessaires seront donc rendues plus faciles à l'avenir grâce à la formation initiale reçue. Toutefois il convient d'observer, d'une part, que la couture en tant que formation traditionnelle conserve encore la faveur des familles, notamment par la voie de l'apprentissage sous contrat, d'autre part que la récession n'est pas générale car les besoins de la haute couture posent un problème qui est actuellement à l'étude avec les organisations professionnelles intéressées.

Enseignement (chirurgie dentaire).

9868. — M. André Fosset expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'examen de fin de quatrième année des études de chirurgie dentaire organisé en 1970 à la faculté de Paris a comporté une épreuve de pathologie médicale, matière qui ne figure pas dans le programme des études de quatrième année tel qu'il a été fixé par l'arrêté interministériel du 29 septembre 1969. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour que les résultats de cette épreuve ne puissent conduire à l'élimination de candidats qui, s'ils devaient de ce fait renouveler une quatrième année d'études, recevraient un enseignement comportant toutes les matières où leurs connaissances ont été reconnues suffisantes, mais excluant celle qui a provoqué leur élimination. (Question du 15 octobre 1970.)

Réponse. — Le problème soulevé par l'honorable parlementaire trouve son origine dans une modification apportée par les arrêtés des 19 février et 29 septembre 1969 à la répartition des enseignements de pathologie médicale et de pathologie chirurgicale entre les troisième et quatrième années des études dentaires. Ces arrêtés ont transféré en troisième année l'enseignement de la pathologie médicale, qui était antérieurement assuré en quatrième année, et, inversement, transféré en quatrième année celui de la pathologie chirurgicale, antérieurement assuré en troisième année. Il n'avait pas été prévu de mesures transitoires pour les étudiants qui, ayant accompli la troisième année en 1968-1969, et ayant donc étudié la pathologie chirurgicale au cours de cette année, devaient accomplir la quatrième année en 1969-1970. Enseigner la pathologie chirurgicale en quatrième année, dès l'année universitaire 1969-1970 aurait conduit à faire suivre à nouveau aux étudiants un enseignement qu'ils auraient déjà suivi, alors qu'ils n'auraient jamais suivi celui de pathologie médicale, indispensable à la bonne formation d'un chirurgien-dentiste. L'application de cette mesure a donc été différée d'une année et les étudiants inscrits en quatrième année en 1969-1970 ont eu à suivre les enseignements de pathologie médicale, sans que cela soulève de difficultés de leur part. Mais ceux qui ont échoué en fin d'année au contrôle des connaissances sanctionnant la quatrième année, uniquement en raison des notes obtenues à l'épreuve de pathologie médicale, contestent maintenant la légalité de cette épreuve du fait que le programme de quatrième année n'en faisait plus mention. Dans ces conditions, un texte actuellement en préparation prévoit que ces étudiants seront admis à s'inscrire en cinquième année. Ils devront suivre un enseignement de pathologie médicale au cours de la cinquième année. Pour obtenir le diplôme de chirurgien dentiste, ils devront avoir satisfait à une épreuve sanctionnant cet enseignement. Ce texte prévoit également que les étudiants qui doivent de toute manière redoubler la quatrième année, parce qu'ils ont échoué au contrôle des connaissances sanctionnant cette année d'études en raison d'autres épreuves que celle de pathologie médicale, devront au cours de la quatrième année suivre un enseignement de pathologie médicale au lieu de l'enseignement de pathologie chirurgicale.

Enseignement (recyclage).

9878. — M. André Méric indique à **M. le ministre de l'éducation nationale** que l'introduction des mathématiques « modernes » en sixième et deuxième (en 1969) puis en cinquième et première (en 1970), en attendant les nouveaux programmes de quatrième, troisième et terminale rend indispensable la formation permanente des maîtres concernés. Les mesures prises actuellement dans ce domaine relèvent de la seule initiative personnelle des maîtres ou du bénévolat permanent des dirigeants de leurs groupements corporatifs ; malgré les louables efforts du centre régional de documentation pédagogique de Toulouse, ces mesures ne constituent que des palliatifs insuffisants à un problème urgent dont la solution est ailleurs, cela est reconnu par son ministère lui-même depuis plus de deux ans. La solution serait l'implantation dans chaque académie d'instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques. Sept ont fonctionné l'an passé, trois nouveaux ouvrent leurs portes en octobre 1970. Il constate et regrette que Toulouse, la plus importante des académies de province et où existent des équipes bénévoles, soit victime d'une véritable discrimination de fait au bénéfice d'autres académies où les conditions d'implantation sont bien moins nettement caractérisées et urgentes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'à la rentrée 1971-1972, au plus tard, soit créé à Toulouse un I. R. E. M. suffisamment important pour répondre aux besoins réels et apporter enfin les moyens techniques et financiers indispensables au « recyclage » des professeurs intéressés et à leur formation continue. (*Question du 15 octobre 1970.*)

Réponse. — Il est exact, comme le souligne l'honorable parlementaire, que la nécessité d'une formation permanente des maîtres est apparue avec l'introduction de nouveaux programmes de mathématiques dans l'enseignement. Le ministère de l'éducation nationale, conscient de ce problème, a mis d'importants moyens à la disposition des I. R. E. M. existant déjà, afin qu'ils puissent étendre leur action à l'extérieur de l'académie dans laquelle ils fonctionnent. Il convient en effet de ne pas perdre de vue le caractère interacadémique des instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques, caractère qui persistera, puisqu'il n'a pas été envisagé de doter chacune des vingt-trois académies d'un I. R. E. M. Au surplus, le recyclage des maîtres n'est pas l'unique objectif des I. R. E. M. Ils ont également une vocation de recherche en

équipe, d'où la nécessité, pour l'implantation d'un I. R. E. M., de l'existence d'une telle équipe. L'éventualité de la création d'un I. R. E. M. à Toulouse a pu être envisagée au cours de l'année scolaire écoulée, mais c'est finalement en raison du double impératif ci-dessus exposé qu'ont été faits les choix qui ont conduit à l'implantation des trois I. R. E. M. créés à la rentrée scolaire 1970. Le ministère de l'éducation nationale, qui a prévu au projet de budget 1971 les crédits nécessaires à l'ouverture de trois nouveaux I. R. E. M., recevra, vers le mois de février ou mars 1971, les propositions du directoire des I. R. E. M. quant à leur implantation. Il ne manquera pas d'examiner celles qui pourraient concerner l'académie de Toulouse.

M. le ministre de l'éducation nationale fait connaître à **M. le président** du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 9930, posée le 29 octobre 1970 par **M. André Méric**.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

Habitations à loyer modéré.

9759. — M. Fernand Chatelain demande à **M. le ministre de l'équipement et du logement** s'il peut lui indiquer, pour chacun des départements de la région parisienne, pour la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} septembre 1970 : 1° le nombre des opérations pour lesquelles la caisse nationale de prêts aux organismes H. L. M. a été autorisée à accorder des prêts ; 2° le nombre et la catégorie des logements H. L. M. prévus pour chacune des opérations. (*Question du 2 septembre 1970.*)

Réponse. — 1° Le nombre des opérations pour lesquelles la caisse nationale de prêts aux organismes H. L. M. a été autorisée à accorder des prêts ; 2° le nombre et la catégorie des logements prévus pour chacune des opérations, dans les différents départements de la région parisienne pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1970 et le 1^{er} septembre 1970, sont indiqués dans le tableau suivant :

DÉPARTEMENTS	NOMBRE d'opérations.	NOMBRE ET CATEGORIE DES LOGEMENTS H. L. M. LOCATIVES PRÉVUS						H. L. M. (Accession.)
		H. L. M.	P. I. R.	P. S. R.	I. L. N.	I. L. M.	Foyers.	
75	16	1.494	»	»	413	»	150	»
77	24	570	1.156	30	»	24	»	730
78	20	916	259	»	»	»	»	283
91	33	2.821	428	»	»	»	»	400
92	16	1.330	540	»	100	167	»	175
93	40	3.159	547	»	»	135	»	105
94	21	811	76	20	147	208	106	238
95	31	2.495	188	»	»	»	»	420
Total de la R. P.	201	13.596	3.194	50	660	534	256	2.351

Permis de conduire (motocyclettes).

9843. — Parmi les mesures qui pourraient amener une amélioration dans les grandes villes, **M. Pierre-Christian Taittinger** demande à **M. le ministre des transports** s'il ne lui paraît pas souhaitable d'étudier la possibilité de supprimer le permis de conduire les motocyclettes pour ceux qui possèdent leur permis de conduire les voitures depuis un certain nombre d'années. (*Question du 7 octobre 1970 transmise pour attribution par M. le ministre des transports à M. le ministre de l'équipement et du logement.*)

Réponse. — Les conditions de la conduite des motocyclettes sont très différentes de celles des voitures automobiles ; il est donc indispensable d'imposer un examen et un permis de conduire distinct pour la conduite de ces engins. La spécificité du permis est nécessaire pour un motif de sécurité. Elle est, par ailleurs, conforme aux

textes internationaux régissant la matière, notamment la convention sur la circulation routière signée à Vienne en novembre 1968 et le projet d'accord européen actuellement en préparation sous l'égide de l'O. N. U. à Genève.

H. L. M.

9859. — M. Georges Rougeron appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur la situation regrettable que crée l'éviction des représentants des locataires du conseil d'administration des offices publics d'H. L. M., alors que **M. le Premier ministre** déclarait, le 4 septembre dernier : « que chaque fois que la nature des choses exige qu'une décision soit prise, elle ne le soit pas sans qu'aient été associés tous ceux qui y ont un intérêt

direct : cela s'appelle la concertation ». Il lui demande si, dans la logique de cette affirmation, il ne conviendrait pas que soit rétabli l'état de choses antérieur sur ce plan. (Question du 13 octobre 1970.)

Réponse. — Les dispositions prévoyant la représentation des locataires au sein des conseils d'administration des offices publics d'H. L. M. ont été supprimées par le décret n° 63-1245 du 19 décembre 1963, dans un souci d'efficacité. Il était en effet apparu à l'usage que l'augmentation du nombre des participants à des assemblées de cette nature, loin d'apporter les avantages qu'on en avait escompté, nuisait plutôt à la qualité des débats par la multiplication des cas particuliers qui y étaient exposés, au détriment des questions de portée générale concernant le fonctionnement de l'organisme dans l'intérêt de tous. Cependant, si le décret en cause n'a pas mentionné expressément les locataires parmi les administrateurs, il ne s'oppose, par contre, pas à leur présence au sein des conseils d'administration. S'il apparaît que certains d'entre eux possèdent une compétence particulière, toute liberté est laissée aux préfets pour les appeler, à ce titre, à participer aux délibérations en les désignant parmi les administrateurs dont le choix leur incombe. En conséquence, il n'est pas dans les intentions du Gouvernement de modifier les dispositions du décret n° 63-1245 du 19 décembre 1963.

Collectivités locales (taxe d'équipement).

9865. — M. Yves Estève expose à M. le ministre de l'équipement et du logement les faits suivants. Un syndicat intercommunal d'alimentation en eau a arrêté, il y a plusieurs années, un règlement approuvé par l'autorité de tutelle, concernant la réalisation, en dehors des programmes officiels, de petites extensions nécessaires, soit pour alimenter des constructions individuelles, soit pour assurer la desserte extérieure des lotissements privés. Aux termes de ce règlement, à condition que l'extension en cause soit prévue dans le cadre de l'avant-projet général, les travaux peuvent être réalisés hors programme, à condition que les intéressés versent à fonds perdus une participation, fixée forfaitairement à 50 p. 100 de la dépense. Cette participation correspond sensiblement au montant des aides que le syndicat aurait reçues de l'Etat et du département si les travaux avaient été entrepris dans le cadre d'un programme subventionné. Or, depuis ces dernières années, quelques-unes des communes syndiquées ont institué la taxe d'équipement. Il est à noter que cette taxe est perçue et conservée par les communes et que celles-ci ne participent en aucune façon aux dépenses engagées par le syndicat pour la réalisation des travaux (y compris le paiement des annuités d'emprunt). Etant donné l'article 72 de la loi du 30 décembre 1967 disposant qu'aucune contribution aux dépenses d'équipement ne peut être obtenue de la part des constructeurs, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : a) si cet article 72 est opposable au syndicat qui ne bénéficie en aucune façon du produit de la taxe d'équipement ; b) dans l'affirmative, le syndicat est-il en droit de demander à la commune adhérente, qui perçoit la taxe d'équipement, de prendre à sa charge la quote-part de la dépense qui, suivant le règlement syndical, aurait dû normalement incomber au constructeur ; c) également, en cas de réponse affirmative à la première question, un certain nombre de participations ayant déjà été encaissées, les versements aux constructeurs doivent-ils être effectués directement par les communes ou, au contraire, par le syndicat, à charge pour lui de se faire rembourser par les communes. (Question du 15 octobre 1970.)

Réponse. — L'article 72 de la loi d'orientation foncière interdit formellement à une commune ou à un syndicat intercommunal de réclamer à un constructeur assujéti à la taxe locale d'équipement une participation pour la réalisation d'extensions de réseaux d'amenée d'eau. En conséquence, il est précisé à l'honorable parlementaire que les participations déjà encaissées doivent être reversées aux constructeurs par ceux qui les ont perçues illégalement, en l'occurrence par le syndicat. Mais la commune adhérente doit prendre en charge la quote-part de la dépense qui, suivant le règlement syndical, aurait dû normalement incomber au constructeur.

INTERIEUR

Personnel (C. A. T. I.).

9705. — M. Antoine Courrière rappelle à M. le ministre de l'intérieur que dans sa question n° 8957 du 13 novembre 1969 il lui avait demandé des précisions sur l'organisation des C. A. T. I. et la situation du personnel. Que par réponse en date du 14 avril 1970 il a bien voulu lui donner des précisions intéressant l'implantation des C. A. T. I., mais il lui demande si, dans le cadre des modifications prévues à la suite des études actuellement faites, il envisage

de créer un cadre A du service administratif de la police. (Question du 28 juillet 1970.)

Réponse. — Les C. A. T. I., placés sous l'autorité directe d'un membre du corps préfectoral et gérés par des personnels de préfecture et des personnels techniques, ne sont pas des services actifs de police. Ils sont chargés de gérer l'ensemble des personnels, des immeubles et des matériels de police sur le plan administratif, technique et financier, et reçoivent de plus des missions identiques à l'égard d'autres services du ministère de l'intérieur (service des transmissions par exemple). Le personnel de préfecture affecté dans les C. A. T. I. appartient aux catégories A, B, C et D, suivant les fonctions occupées ; la suggestion de l'honorable parlementaire ne pourrait donc être appliquée pour le seul cadre A. En revanche, il n'existe dans les cadres administratifs de la police nationale que des personnels de catégories B, C et D affectés exclusivement dans les commissariats et, en l'état actuel des études faites, il n'est pas envisagé de créer un cadre de catégorie A pour les besoins de ces commissariats.

Personnel (C. A. T. I.)

9756. — M. Etienne Dailly demande à M. le ministre de l'intérieur de lui faire connaître si les études qu'il a prescrites pour réaliser l'harmonisation des circonscriptions territoriales des centres administratifs et techniques interdépartementaux (C. A. T. I.) et celles des zones de défense créées par le décret n° 67-897 du 12 octobre 1967 sont terminées. A cet égard, il lui demande s'il est exact que, dans l'un des C. A. T. I. qui doit être rattaché, les arrêtés concernant l'avancement des fonctionnaires de la police nationale, dont ce C. A. T. I. a la gestion, ne sont plus signés depuis le 1^{er} janvier 1970, date à laquelle le secrétaire général a cessé ses fonctions sans être remplacé. Est-il par ailleurs exact que, dans un autre C. A. T. I., la commission d'avancement n'a pu se réunir au C. A. T. I. de la zone de défense que quinze jours après la date prévue parce que les dossiers se trouvaient au siège du C. A. T. I. qui doit être rattaché et qu'il a fallu ce délai pour acheminer les dossiers d'un C. A. T. I. à l'autre ? Dans l'affirmative, il lui demande s'il n'a pas l'intention de prendre rapidement les décisions attendues et de mettre ainsi un terme à la situation anormale dont souffrent les personnels des C. A. T. I. qui doivent être rattachés à ceux des zones de défense. (Question du 2 septembre 1970.)

Réponse. — L'étude approfondie du problème de l'harmonisation du ressort géographique des C. A. T. I. et des zones de défense a montré que le ressort actuel des C. A. T. I. est conforme aux besoins des services de la police nationale. Il a été décidé de maintenir les C. A. T. I. de Dijon, de Toulouse et de Tours. Le décret qui doit consacrer juridiquement cette situation et qui supprimera ainsi les difficultés soulevées par l'honorable parlementaire, est en cours d'élaboration. En attendant la publication de ce texte, les travaux de gestion des personnels sont opérés de telle manière que les dispositions statutaires et les droits des intéressés soient strictement respectés.

Collectivités locales (personnel communal).

9798. — M. Marcel Martin appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les dispositions de la loi n° 69-1137 du 20 décembre 1969 (Journal officiel du 23 décembre 1969) dont le texte est ainsi conçu : l'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté, le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit : « Article 1^{er}. — « Il est inséré dans le code de l'administration communale un article 509 ainsi rédigé : Art. 509. — La rémunération des agents communaux comprend le traitement, les prestations familiales obligatoires, ainsi que toutes autres indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire et ayant le caractère de complément de traitement. » « Article 2. — Il est inséré dans le code de l'administration communale un article 510 ainsi conçu : Art. 510 — Les dispositions relatives à la valeur du traitement correspondant à l'indice de base des fonctionnaires de l'Etat, de l'indemnité de résidence, des prestations familiales, du supplément familial de traitement, ainsi que de toutes autres indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire et ayant le caractère de complément de traitement sont applicables de plein droit aux agents communaux. Tout titulaire d'un emploi communal doté d'une échelle indiciaire fixée par arrêté du ministre de l'intérieur, après avis du ministre de l'économie et des finances et de la commission nationale paritaire prévue à l'article 492, doit bénéficier de cette échelle. » Ces deux articles font apparaître que ces nouvelles dispositions sont applicables de plein droit aux agents communaux. Or, devant un texte aussi formel, il demande s'il est exact qu'un représentant du ministère de l'économie et des finances à la commission nationale paritaire a estimé que les fonctionnaires de l'Etat, par

mairie instituteurs). Dans l'affirmative, il demande quels sont les motifs qui peuvent justifier une telle attitude. (*Question du 21 septembre 1970.*)

Réponse. — L'élaboration des projets d'arrêtés prévus par la loi n° 69-1137 du 20 décembre 1969 comporte la consultation de divers services et organismes qui n'ont pas encore fait connaître leur avis définitif. Il n'est donc pas possible d'indiquer en l'état actuel de la procédure le détail des solutions susceptibles d'être retenues. Quoiqu'il en soit, il ne saurait être question de remettre en cause les avantages légalement acquis par les intéressés, et en particulier par les secrétaires de mairie instituteurs.

Collectivités locales (personnel communal).

9822. — **M. Edouard Bonnefous** demande à **M. le ministre de l'intérieur** : 1° si l'application de l'article 12 bis prévue par le décret n° 70-774 du 26 août 1970 modifiant les dispositions statutaires du personnel communal permet, en référence à l'article 3, de retenir l'indice prévu au 1^{er} janvier 1974 dans l'évaluation du gain indiciaire de 60 points, lors d'une promotion de grade ; 2° en cas de réponse affirmative, cette interprétation permet-elle à un agent d'un cadre d'exécution promu, après concours, secrétaire général de mairie, de bénéficier éventuellement de l'ancienneté en report dans les conditions admises par l'article 7 du décret du 5 mai 1962, alors que la stricte observation des règles indiciaires au 1^{er} octobre 1970 l'exclurait de l'avantage en cause. Ce cas vise notamment la situation d'un commis de 4^e échelon recruté secrétaire général d'une commune de 2.000 à 5.000 habitants. (*Question du 30 septembre 1970.*)

Réponse. — La première question posée par l'honorable parlementaire comporte une réponse affirmative si la promotion de grade est effectuée dans un emploi situé au sein des catégories C et D. En ce qui concerne la nomination après concours d'un commis classé au 4^e échelon à l'emploi de secrétaire général de mairie d'une ville de 2.000 à 5.000 habitants, il ne saurait être question de retenir les dispositions fixées par le décret n° 70-774 du 26 août 1970 étant donné que ce dernier emploi est classé dans un cadre supérieur à la catégorie C. Dans l'exemple donné l'agent doit être reclassé au 2^e échelon indice brut 280 de l'emploi de secrétaire général de mairie d'une ville de 2.000 à 5.000 habitants sans conservation d'ancienneté, le gain indiciaire procuré par cette nomination étant supérieur à celui dont l'agent aurait bénéficié à l'occasion d'un avancement d'échelon dans son ancien emploi.

Collectivités locales (pompes funèbres communales).

9890. — 20 octobre 1970. — **M. Raoul Vadepiéd** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que la plupart des petites communes ont un service des pompes funèbres partiellement organisé, ce qui permet en définitive de respecter les usages locaux et les besoins des familles. Ainsi, la coutume est très répandue qui veut que, lors d'un convoi funèbre, les familles choisissent elles-mêmes « les porteurs » parmi leurs parents ou leurs amis. A ce sujet, il souhaiterait qu'il lui donnât les précisions suivantes : 1° en cas d'accident de ces personnes au cours d'un convoi funèbre, la responsabilité des communes se trouve-t-elle engagée ; 2° dans l'affirmative, comment les communes peuvent-elles se garantir contre ce risque. (*Question du 20 octobre 1970.*)

Réponse. — Il apparaît, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, que la responsabilité de la commune pourrait être engagée en cas d'accidents subis par des « porteurs », choisis par les familles, dans la mesure où les intéressés doivent être considérés comme « collaborateurs occasionnels » du service public des pompes funèbres. Dans ce cas, la commune peut souscrire une assurance pour se garantir contre les risques dont il s'agit. Dans l'hypothèse, en revanche, où la commune n'aurait pas organisé un service des pompes funèbres et laisserait aux familles, conformément aux dispositions de l'alinéa 6 de l'article 464 du code de l'administration communale et en vertu d'usages anciens, le soin de pourvoir au transport et à l'enterrement de leurs morts, la charge de la responsabilité des accidents survenus aux porteurs ne saurait incomber à la collectivité locale.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Suppression de bureaux de poste.

9801. — **M. Georges Rougeron** appelle l'attention de **M. le ministre des postes et télécommunications** sur les inconvénients que risque de provoquer, pour les populations intéressées, la suppression des bureaux de poste dans certaines communes déjà défavorisées par

leur position géographique. En particulier, dans le département de l'Allier, La Chabanne et Saint-Nicolas-des-Biefs, situées en montagne bourbonnaise, vont se voir enlever un moyen de communication, dans le moment où, par ailleurs, l'on s'efforce de développer la vocation touristique de cette région. En effet, non seulement le service postal s'en trouvera perturbé, mais encore ces communes risquent d'être privées de tout service téléphonique car elles seront dans l'impossibilité de recruter des gérants de cabine. Il lui demande donc si un nouvel examen de ce problème, compte tenu de ces éléments d'ordre particulier, ne pourrait pas intervenir avant que ne soit prise une décision définitive. (*Question du 21 septembre 1970.*)

Réponse. — L'administration des postes et télécommunications étudie avec un intérêt tout particulier la réorganisation de ses services dans les zones rurales et recherche les moyens de desservir les petites communes dans les meilleures conditions et au meilleur coût. La nouvelle organisation doit tenir compte des profonds mouvements démographiques constatés depuis vingt ans, car il ne serait pas conforme à l'intérêt général de maintenir dans les campagnes des effectifs dont l'importance est sans rapport avec le trafic. Bien entendu des formules de remplacement, moins onéreuses que les bureaux traditionnels, sont mises en œuvre pour continuer à offrir au public les facilités auxquelles il est habitué. Dans les communes de La Chabanne et de Saint-Nicolas-des-Biefs, les recettes-distribution ont été remplacées le 1^{er} septembre 1970 par des guichets-annexes qui sont des établissements tenus par un fonctionnaire des postes et télécommunications et dans lesquels le public peut effectuer toutes les opérations sans exception. Seule la durée d'ouverture est limitée tout en étant suffisante pour écouler le trafic dans des conditions satisfaisantes. En dehors des heures d'ouverture du guichet-annexe, le service téléphonique est assuré à La Chabanne par deux particuliers qui mettent leur poste à la disposition des autres usagers. A Saint-Nicolas-des-Biefs des pourparlers sont actuellement en cours avec la municipalité afin d'adopter une organisation identique ou d'ouvrir une recette auxiliaire dont le gérant tiendrait également la cabine téléphonique. A cet égard, il est permis de penser que la recherche d'un candidat devrait être facilitée par l'augmentation importante de la rémunération dont doivent bénéficier prochainement les gérants d'établissement secondaire.

Mandat Colbert.

9881. — **M. Pierre Schiélé** attire l'attention de **M. le ministre des postes et télécommunications** sur le fait que le mandat dit Mandat Colbert utilisé par les caisses régionales et primaires de sécurité sociale pour un nombre important de paiements fait l'objet d'une perception de 2,30 francs par unité à la suite d'une augmentation considérable intervenue fin 1969. Jusqu'à cette date, le droit était de 1,80 franc, ce qui correspond à une augmentation de 28 p. 100. Il lui fait observer que cette nouvelle majoration ne manquera pas d'alourdir le budget de la sécurité sociale et de participer ainsi à son déséquilibre. Il lui demande de bien vouloir l'informer sur les intentions du Gouvernement à cet égard. (*Question du 15 octobre 1970.*)

Réponse. — Dans le cadre de la politique actuelle du Gouvernement, dont l'objectif est de supprimer le déficit des services publics, l'administration des postes et télécommunications s'est trouvée dans l'obligation de procéder, par paliers successifs, à un réaménagement des taxes de services financiers applicables à certaines opérations déficitaires. Il en a été ainsi, en particulier, pour le droit de commission des mandats Colbert qui, fixé à 0,60 franc depuis le mois de janvier 1968, était très inférieur au prix de revient de l'ensemble des opérations auxquelles ces titres donnent lieu. Le déficit d'exploitation résultant de cette situation aurait atteint plusieurs dizaines de millions de francs au titre de l'année en cours, charge que le budget annexe des postes et télécommunications ne pouvait continuer à supporter. Aussi, sans méconnaître les répercussions qu'un relèvement aurait sur les frais de gestion des organismes émetteurs, a-t-il été nécessaire de porter la taxe des mandats en question à 1,10 franc à partir du 12 janvier 1970, puis à 1,80 franc à compter du 4 mai suivant. L'essentiel du rattrapage ayant été réalisé, le nouveau réajustement auquel il est envisagé de procéder en janvier 1971 devrait être d'une amplitude modérée.

Téléphone (coût des installations).

9923. — 27 octobre 1970. — **M. Fernand Châtelain** demande à **M. le ministre des postes et télécommunications** quel était le coût prévisionnel des travaux prévus pour la réalisation du central téléphonique de Luzarches au moment de leur adjudication ; quel est le montant des dépenses actuellement engagées ; quelle est l'importance des éventuels dépassements de crédits et quelles en sont les ailleurs agents communaux, à titre incomplet, doivent rester en dehors du champ d'application de ces nouvelles dispositions (ces réserves semblent viser très particulièrement les secrétaires de

raisons. Il lui demande comment est assuré le financement et la construction du nouveau central téléphonique d'Argenteuil et quel en est le coût prévisionnel. (*Question du 27 octobre 1970.*)

Réponse. — La réalisation du central téléphonique de Luzarches (Val-d'Oise) ne doit pas être considérée isolément, mais comme une partie d'une vaste opération aboutissant dans sa phase finale à l'automatisation de tout un groupement téléphonique. Les travaux actuellement en cours comprennent en effet : la construction et l'installation complète de cinq centres téléphoniques (bâtiments et équipements techniques) totalisant 2.700 lignes et implantés respectivement à Luzarches, Louvres, Survilliers, Belloy-en-France et Mareil-en-France ; la fourniture, la pose et le raccordement de tous les câbles de jonction, de transport et de distribution, ainsi que tous les travaux de transfert et de reprise dans l'ensemble du groupement ; la fourniture et les travaux se rapportant aux lignes et aux installations de 2.000 abonnés (500 installations nouvelles et 1.500 installations anciennes à modifier) ; les prestations d'architecture industrielle comportant, notamment : la mise au point du dossier technique et la planification des différentes opérations ; la surveillance et la coordination des travaux. Le coût prévisionnel des opérations ci-dessus s'élève au total à 12.172.687 francs qui ont été engagés en totalité selon les règles habituelles au moment de la notification du marché. Le montant de cette dépense représente un coût forfaitaire, et le marché n'ayant donné lieu à aucun avenant ultérieur, cette somme ne pourra être modifiée que par les seules clauses contractuelles de révision de prix, conformément à la réglementation des marchés de l'Etat. En ce qui concerne le nouveau central téléphonique d'Argenteuil, il s'agit d'une opération inscrite dans le budget de 1971. A l'heure actuelle, les prévisions de dépense s'y rapportant ne sont pas encore définitivement évaluées.

SANTÉ PUBLIQUE ET SÉCURITÉ SOCIALE

Aides ménagères.

9520. — M. Jean Gravier croit devoir attirer l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale sur les difficultés financières rencontrées par les services d'aide ménagère pour l'aide à domicile des personnes âgées. Ces services permettent le maintien à leur domicile, en milieu urbain comme en milieu rural, de personnes âgées dans des conditions satisfaisantes de dignité et de sécurité, évitant, dans de nombreux cas, l'hospitalisation ou l'admission en maisons de retraite et concourant ainsi à l'allègement des charges des collectivités. Il serait décevant que l'expansion de ces services soit freinée, voire restreinte, au moment où l'ensemble de la population est invité à une action de solidarité et d'information au profit des personnes âgées. Il lui demande : a) s'il envisage un relèvement prochain du plafond de ressources déterminant le droit à l'aide sociale au titre de l'aide ménagère à domicile, le plafond actuel correspondant à des ressources mensuelles de 366 F ; b) quelles dispositions il envisage pour que soient nettement augmentées les dotations accordées par la caisse nationale d'assurance vieillesse aux caisses régionales d'assurance maladie au titre de l'action sociale aux personnes âgées (*Question du 21 mai 1970.*)

Réponse. — L'octroi, dans le cadre de l'aide sociale, des services ménagers à domicile est soumis à diverses conditions, notamment de ressources. Il en est de même pour un certain nombre d'autres prestations d'aide sociale dont peuvent également bénéficier les personnes âgées, telle l'allocation de loyer. Le plafond de ressources qui est alors pris en considération est celui permettant l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Compte tenu du caractère spécifique de l'aide sociale qui, en principe, n'est accordée qu'aux personnes les plus défavorisées, il semble que le critère de ressources tel qu'il est établi pour l'ouverture des droits à l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité doit être maintenu. Une action prioritaire étant envisagée au cours du VI^e Plan pour le relèvement des avantages minimaux de vieillesse, il s'ensuit que les plafonds de ressources pour l'octroi de ces avantages suivront un taux de progression correspondant ; par contrecoup, l'aide ménagère accordée dans le cadre de l'aide sociale verra donc son champ d'attribution s'élargir. En ce qui concerne l'action de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, celle-ci s'inscrit dans le cadre des ressources affectées au fond national d'action sanitaire et sociale de cet organisme et les dotations des caisses régionales d'assurance maladie sont également fonction desdites ressources. Bien que celles-ci, alimentées en majeure partie par les cotisations, aient été sensiblement augmentées, il est exact qu'elles n'en demeurent pas moins limitées au regard des besoins. Il convient cependant de souligner que l'aide ménagère, considérée comme déterminante dans le cadre d'une politique jugée prioritaire du maintien à domicile de la personne âgée, bénéficie déjà du pourcentage le plus élevé des crédits affectés par chaque caisse régionale à l'aide individuelle. Cette priorité a été confirmée par le

comité d'action sanitaire et sociale de la sécurité sociale consulté fin mai, sur les différents programmes d'action sanitaire et sociale. En accord avec le conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, le comité a émis l'avis que les caisses régionales devraient consacrer à l'aide ménagère un pourcentage minimal de 65 p. 100 (au lieu du taux de 60 p. 100 précédemment fixé) de leurs dotations affectées à l'aide individuelle. Des instructions seront adressées en ce sens dès que sera intervenu l'arrêté fixant le programme d'action sanitaire et sociale de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Médecine scolaire.

9553. — M. Marcel Guislain demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale la raison pour laquelle, dans l'élaboration du VI^e Plan, il n'a pas été question d'organiser des examens dentaires pour les écoliers. Il se permet de lui faire observer que les caries dentaires sont extrêmement fréquentes et que c'est une voie d'introduction à toutes les infections. Il rappelle ses interventions à ce sujet il y a plusieurs années, à l'occasion de la discussion sur la santé publique qui s'est instaurée au sein de la commission des affaires sociales du Sénat et regrette que son intervention n'ait jusqu'ici été suivie d'aucun effet malgré des promesses qui lui avaient été données à ce sujet. (*Question du 2 juin 1970.*)

Réponse. — Les modalités du dépistage bucco-dentaire ont été précisées notamment, par l'arrêté du 24 juillet 1959, puis reprises par le décret n° 64-783 du 30 juillet 1964. Ce dépistage qui incombe en principe aux médecins de santé scolaire pose de nombreux problèmes, spécialement en ce qui concerne la difficulté de faire assurer le traitement des affections dépistées chez les écoliers. Or, dans le domaine bucco-dentaire en particulier, le dépistage non suivi de soins perd une grande partie de son importance. Toutefois, devant la fréquence des affections dentaires parmi la population scolaire, un certain nombre de mesures ont été prises. Une campagne d'éducation sanitaire, dont les modalités d'exécution ont été fixées par une circulaire du 14 mai 1968, a été organisée d'octobre à décembre 1968, dans les établissements d'enseignement publics ayant pour but d'inculquer aux élèves des notions d'hygiène préventive bucco-dentaire et d'inciter indirectement les familles à faire examiner leurs enfants par un praticien de l'art dentaire. Le programme de cette campagne comprend notamment trois séries de conférences données par des chirurgiens dentistes et par des stomatologistes, illustrées par des projections filmées et par des diapositives, la première d'entre elles s'adressant aux enfants de six à dix ans, la seconde à ceux de dix à quatorze ans et la troisième aux parents et aux éducateurs. Cette campagne, qui peut être renouvelée chaque année, est laissée à l'initiative des comités départementaux de l'Union française d'éducation bucco-dentaire. En outre, un certain nombre d'expériences sont actuellement en cours, tant pour le secteur rural que pour le secteur urbain. De leur résultat, devrait découler un plan d'action concerté pouvant prendre place dans le cadre du VI^e Plan.

Sécurité sociale (paiement retraite vieillesse).

9899. — M. Marcel Guislain demande à M. le ministre de la santé publique et de la sécurité sociale s'il ne conviendrait pas que soit portée, sur les talons de paiement de retraite vieillesse, la période pour laquelle le mandat est adressé. (*Question du 20 octobre 1970.*)

Réponse. — Dans le cadre de la campagne d'humanisation de la Sécurité sociale, les caisses régionales ont été invitées dès 1965 à étudier et à mettre en œuvre des mesures tendant à ce qu'aucune somme ne puisse être versée à un assuré sans que lui soit fourni un minimum d'indications sur l'objet, la période de référence et les éléments du décompte de sa pension. Actuellement, d'une manière générale, les talons des mandats émis par la caisse nationale d'assurance vieillesse et les caisses régionales en règlement des arrérages dus aux titulaires de pensions ou rentes de la Sécurité sociale comportent au moins l'indication de la date d'échéance de la pension ou de la rente. En outre, le premier paiement après liquidation, qui peut comprendre un rappel d'arrérages calculés à compter de la date d'entrée en jouissance, est toujours précédé d'une notification adressée à l'intéressé et qui précise notamment le décompte des sommes mandatées à cet égard. En ce qui concerne les modifications qui peuvent intervenir ultérieurement et notamment les revalorisations périodiques, deux méthodes sont utilisées par les organismes payeurs suivant leur organisation propre : soit l'envoi d'un avis rectificatif individuel, soit l'indication sur le talon du mandat d'une formule abrégée signalant qu'un complément d'arrérages est attribué au bénéficiaire. Etant donné la fréquence des réajustements et l'espace très limité restant disponible sur les titres de paiements pour recevoir

de telles indications, la caisse nationale d'assurance vieillesse s'oriente actuellement vers l'envoi systématique de notifications précisant la mesure génératrice du rappel et les éléments du nouveau décompte.

TRANSPORTS

Aéroports.

9824. — **M. Fernand Chatelain** demande à **M. le ministre des transports** s'il est exact que l'aéroport de Paris envisage, malgré la mise en service future de l'aéroport de Paris-Roissy et le développement des installations d'Orly, de garder partiellement en service l'aéroport de Paris-Le Bourget après 1975. De nouvelles pistes, parallèles à celles de Roissy, seraient créées dans la partie nord de la plateforme actuelle de l'aéroport, pour les avions à décollage court, et pour « l'aviation d'affaires ». Ces projets sont étudiés sans aucune consultation des conseils généraux et des communes limitrophes. Ils auraient pour conséquence de maintenir, sous les nuisances aériennes, des zones urbaines importantes en plein développement et des populations qui aspirent à leur cessation, ce qui leur était promis pour 1972 et se trouve déjà retardé à 1975. Ils auraient pour conséquence également de réduire de moitié les territoires qui devaient être libérés par le départ de l'aérodrome et de maintenir l'autre moitié dans une proximité pour le moins gênante. Il lui demande à quel moment les conseillers généraux et les conseils municipaux intéressés seront associés aux études concernant l'utilisation future de l'aéroport du Bourget. (*Question du 30 septembre 1970.*)

Réponse. — Il est effectivement envisagé par le ministre des transports de maintenir une activité aéronautique sur l'aéroport du Bourget après la mise en service de Roissy-en-France. Il a certes pu paraître, à une certaine époque, possible de fermer Le Bourget. Ni dans les dates, ni dans les faits, une promesse précise de suppression de l'activité aérienne existant sur cet aéroport n'a été formulée.

Il convient d'ailleurs de distinguer différents types d'activité aérienne, différents notamment par les nuisances qui peuvent en résulter pour les riverains des aéroports. 1° Pour le transport aérien, l'ouverture de Roissy-en-France est prévue pour le début de 1974 au rythme actuel de financement et d'exécution des travaux. Cette prévision entraînerait donc à elle seule le report de la fermeture du Bourget au début de l'année 1977, mais des éléments nouveaux conduisent à conserver, sur cet aéroport, une activité aérienne au-delà de cette date. La nécessité de limiter les investissements de l'aéroport de Paris oblige en effet cet établissement public à étudier la possibilité de maintenir le plein emploi des installations du Bourget pour le trafic commercial, probablement jusqu'en 1979, date à laquelle le trafic de Roissy-en-France aura atteint un niveau incompatible avec une activité aérienne d'avions commerciaux classiques sur Le Bourget, en raison de la proximité des deux plateformes. 2° En outre, le développement de l'aviation de voyage et les difficultés auxquelles on se heurte pour accueillir cette aviation sur de nouveaux terrains de la région parisienne, nécessitent le maintien d'une activité de voyage au Bourget, ce qui pourrait conduire à réaliser sur ce terrain une piste plus courte, parallèle à celle de Roissy-en-France. 3° Enfin, les perspectives actuelles de développement du trafic commercial par avions à décollage court, dits *Adac* ou *Stol*, d'ici la fin de la décennie amènent également à prévoir sur l'aéroport du Bourget, l'accueil d'appareils de ce type dont les possibilités d'évolution seraient alors compatibles avec le trafic de Roissy-en-France. Sur ces bases, un plan actuellement en préparation prévoit une libération échelonnée de la partie sud de l'aéroport du Bourget, la partie nord restant affectée à des usages aéronautiques. L'avant-projet de plan de masse de la partie qui resterait affectée à ces derniers usages sera soumis à l'instruction locale selon la procédure habituelle. Il faut noter que les nuisances entraînées par la nouvelle utilisation de l'aéroport seront, en toute hypothèse, très réduites par rapport à la situation actuelle, la piste Nord-Sud ne devant plus être en service ; de plus, les avions à décollage court ne sont susceptibles de se développer, dans les conditions actuellement envisagées, qu'à condition d'être très sensiblement moins bruyants que les avions commerciaux actuels.